Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 251 del 27 ottobre 1997 - Serie generale

Spedizione in abb. post. 70% - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — **Roma - Lunedì, 27 ottobre 1997** — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 223/L

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **359.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale del 1994 sulla gomma naturale, con annessi, fatto a Ginevra il 17 febbraio 1995.

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **360.**

Adesione del Governo della Repubblica italiana allo statuto del Gruppo internazionale di studio sulla gomma (IRSG) con sede in Londra, istituito il 9 agosto 1944.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **359.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale del 1994 sulla gomma naturale, con annessi, fatto a Ginevra il 17 febbraio 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale del 1994 sulla gomma naturale, con annessi, fatto a Ginevra il 17 febbraio 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 61 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 6.646 milioni per l'anno 1997 ed in lire 5.686 milioni annue a decorrere dal 1998, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art.4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

ACCORD INTERNATIONAL DE 1994 SUR LE CAOUTCHOUC NATUREL

NATIONS UNIES
1994

PREAMBULE

Les Parties contractantes,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international */,

Reconnaissant en particulier l'importance des résolutions 93 (IV), 124 (V) et 155 (VI) relatives au programme intégré pour les produits de base, de l'Engagement de Carthagène et des objectifs pertinents figurant dans "L'esprit de Carthagène", adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Reconnaissant l'importance que le caoutchouc naturel présente pour l'économie des membres, plus spécialement pour les exportations dans le cas des membres exportateurs et pour l'approvisionnement dans celui des membres importateurs,

Reconnaissant en outre, que la stabilisation des cours du caoutchouc naturel servira les intérêts des producteurs, des consommateurs et des marchés du caoutchouc naturel, et qu'un accord international sur le caoutchouc naturel peut contribuer de façon appréciable à la croissance et au développement de l'industrie du caoutchouc naturel dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

Article premier

Objectifs

Les objectifs de l'Accord international de 1994 sur le caoutchouc naturel (ci-après dénommé "le présent Accord"), à la lumière de la résolution 93 (IV), du "Nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène" et des objectifs pertinents figurant dans "L'esprit de Carthagène", adoptés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, sont notamment les suivants :

a) Assurer une croissance équilibrée de l'offre et de la demande de caoutchouc naturel, contribuant ainsi à atténuer les graves difficultés que des excédents ou des pénuries de caoutchouc naturel pourraient créer;

*/ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974.

b) Assurer la stabilité du commerce du caoutchouc naturel en évitant les fluctuations excessives des prix du caoutchouc naturel, qui nuisent aux intérêts à long terme à la fois des producteurs et des consommateurs, et en stabilisant ces prix sans fausser les tendances à long terme du marché, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs;

c) Aider à stabiliser les recettes que les membres exportateurs tirent de l'exportation du caoutchouc naturel, et accroître leurs recettes par une augmentation des quantités de caoutchouc naturel exportées à des prix équitables et rémunérateurs, contribuant ainsi à donner les encouragements nécessaires à un accroissement dynamique de la production et à dégager les ressources permettant une croissance économique et un progrès social accélérés;

d) Chercher à assurer des approvisionnements en caoutchouc naturel qui soient suffisants pour répondre, à des prix équitables et raisonnables, aux besoins des membres importateurs, et renforcer la sécurité et la régularité de ces approvisionnements;

e) Prendre les mesures possibles, en cas d'excédent ou de pénurie de caoutchouc naturel, pour atténuer les difficultés économiques que les membres pourraient rencontrer;

f) Chercher à accroître le commerce international du caoutchouc naturel et des produits transformés qui en sont dérivés, et à améliorer leur accès au marché;

g) Améliorer la compétitivité du caoutchouc naturel en encourageant la recherche-développement sur les problèmes de ce produit;

h) Encourager le développement effectif de l'économie du caoutchouc naturel en cherchant à faciliter et à promouvoir des améliorations dans le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut;

i) Favoriser la coopération internationale et des consultations dans le domaine du caoutchouc naturel, au sujet des questions influant sur l'offre et la demande, et faciliter la promotion et la coordination des programmes de recherche, des programmes d'assistance et autres programmes concernant ce produit.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. Par "caoutchouc naturel", il faut entendre l'élastomère non vulcanisé, sous forme solide ou liquide, provenant de l'*Hevea brasiliensis* et de toute autre plante que le Conseil peut désigner aux fins du présent Accord;

2. Par "partie contractante", il faut entendre un gouvernement, ou un organisme intergouvernemental visé à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent Accord à titre provisoire ou définitif;

3. Par "membre", il faut entendre une partie contractante telle que définie à l'alinéa 2 du présent article;

4. Par "membre exportateur", il faut entendre un membre qui exporte du cacutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil;

5. Par "membre importateur", il faut entendre un membre qui importe du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre importateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil;

6. Par "Organisation", il faut entendre l'Organisation internationale du caoutchouc naturel visée à l'article 3;

7. Par "Conseil", il faut entendre le Conseil international du caoutchouc naturel visé à l'article 6;

8. Par "vote spécial", il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la moitié au moins des membres de chaque catégorie présents et votants;

9. Par "exportations de caoutchouc naturel", il faut entendre le caoutchouc naturel qui quitte le territoire douanier d'un membre et, par "importations de caoutchouc naturel", le caoutchouc naturel qui est mis en libre circulation sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu que, aux fins des présentes définitions, le territoire douanier d'un membre qui se compose de deux ou plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés;

10. Par "vote à la majorité simple répartie", il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément;

11. Par "monnaies librement utilisables", il faut entendre le deutsche mark, le dollar des Etats-Unis, le franc français, la livre sterling et le yen japonais;

12. Par "exercice", il faut entendre la période allant du 1er janvier au 31 décembre inclusivement;

13. Par "entrée en vigueur", il faut entendre la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur à titre provisoire ou définitif, conformément à l'article 61;

14. Par "tonne", il faut entendre une tonne métrique, c'est-à-dire 1 000 kilogrammes;

15. Par "cent de Malaisie/Singapour", il faut entendre la moyenne du sen malaisien et du cent de Singapour aux taux de change du moment;

16. Par "contribution nette d'un membre pondérée par un coefficient temps", il faut entendre le montant net de sa contribution en espèces pondéré par le nombre de jours pendant lesquels les éléments composant la contribution nette en espèces sont restés à la disposition du stock régulateur. En calculant le nombre de jours, il n'est tenu compte ni du jour où l'Organisation a reçu la contribution ni de celui où le remboursement a été effectué, non plus que du jour où le présent Accord prend fin;

17. Par "premier mois déclaré", il faut entendre le mois civil d'expédition officiellement déclaré à l'Organisation par ce marché aux fins d'inclusion dans le prix indicateur quotidien du marché;

18. Par "marché commercial établi", il faut entendre un centre de négoce du caoutchouc naturel où il existe une association professionnelle du caoutchouc ou un organisme régulateur répondant aux critères ci-après

a) Un acte constitutif écrit comportant des sanctions qui pourraient être prises contre des membres en infraction;

b) Des normes de qualification, y compris des normes financières, que les membres doivent maintenir;

c) Des contrats officiels écrits juridiquement obligatoires;

d) Un arbitrage de pleine obligation juridique pour tous les participants au marché;

e) La publication de prix officiels quotidiens pour le caoutchouc physique.

CHAPITRE III. ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 3

Création, siège et structure de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel

1. L'Organisation internationale du caoutchouc naturel, créée par l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, continue d'exister pour assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et veiller à son application.

2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du caoutchouc naturel, de son Directeur exécutif et de son personnel ainsi que des autres organes prévus dans le présent Accord.

3. Sous réserve de la condition posée au paragraphe 4 du présent article, l'Organisation a son siège à Kuala Lumpur, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

4. Le siège de l'Organisation est toujours situé sur le territoire d'un membre.

Article 4

Membres de l'Organisation

1. Il est institué deux catégories de membres, à savoir :

a) Les exportateurs; et
b) Les importateurs.

2. Le Conseil fixe les conditions régissant le passage d'un membre d'une catégorie à l'autre telles que celles-ci sont définies au paragraphe 1 du présent article, compte dûment tenu des dispositions des articles 24 et 27. Un membre qui satisfait à ces conditions peut changer de catégorie, sous réserve que le Conseil donne son accord par un vote spécial.

3. Chaque partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation.

Article 5

Participation d'organismes intergouvernementaux

1. Toute mention d'un "gouvernement" ou de "gouvernements" dans le présent Accord est réputée valoir aussi pour la Communauté européenne et pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur les produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification de l'application de l'Accord à titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas de ces organismes

intergouvernementaux, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification de l'application de l'Accord à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organismes intergouvernementaux.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdits organismes intergouvernementaux exercent leurs droits de vote avec un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuées, conformément à l'article 14, à leurs Etats membres. En pareil cas, les Etats membres de ces organismes intergouvernementaux ne peuvent exercer leurs droits de vote individuels.

CHAPITRE IV. LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC NATUREL

Article 6

Composition du Conseil international du caoutchouc naturel

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du caoutchouc naturel, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou en des circonstances exceptionnelles.

Article 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord, mais il n'est pas habilité à contracter une quelconque obligation n'entrant pas dans le champ d'application du présent Accord, et ne peut être réputé y avoir été autorisé par les membres. En particulier, il n'a pas qualité pour emprunter de l'argent, ce qui toutefois ne limite pas l'application de l'article 41, et il ne peut pas passer de contrats commerciaux portant sur le caoutchouc naturel, sauf dans les conditions expressément prévues au paragraphe 5 de l'article 30. Dans l'exercice de sa faculté de passer des contrats, le Conseil s'assure que les dispositions du paragraphe 4 de l'article 48 sont portées par notification écrite à l'attention des autres parties à ces contrats, mais tout manquement à cette prescription ne peut en soi rendre nuls lesdits contrats ni être réputé lever cette limitation des responsabilités des membres.

2. Le Conseil adopte, par un vote spécial, les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci. Ces règlements comprennent son règlement intérieur et celui des comités visés à l'article 18, les règles de gestion et de fonctionnement du stock régulateur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Le Conseil peut, dans son règlement intérieur, prévoir une procédure lui permettant, sans se réunir, de se prononcer sur des questions particulières.

3. Aux fins du paragraphe 2 du présent article, à la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil reverra les règles et règlements établis en application de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel et les adoptera avec les modifications qu'il jugera appropriées. Dans l'intervalle, les règles et règlements établis en vertu de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel seront applicables.

4. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

5. Le Conseil publie un rapport annuel sur les activités de l'Organisation et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

Article 8

Délégation de pouvoirs

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, déléguer à tout comité institué en application de l'article 18 tout ou partie de ses pouvoirs dont, en vertu des dispositions du présent Accord, l'exercice n'exige pas un vote spécial du Conseil. Nonobstant cette délégation, le Conseil peut à tout moment discuter d'une question renvoyée à l'un de ses comités et statuer à son sujet.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, révoquer toute délégation de pouvoirs à un comité.

Article 9

Coopération avec d'autres organismes

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses organes et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec d'autres organismes intergouvernementaux selon qu'il conviendra.

2. Le Conseil peut aussi prendre des dispositions en vue de rester en contact avec des organisations internationales non gouvernementales appropriées.

Article 10

Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre ou tout organisme ou organisation visé à l'article 9 à assister, en qualité d'observateur, à l'une quelconque des séances du Conseil ou de l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18.

Article 11

Président et Vice-Président

1. Le Conseil élit, chaque année, un président et un vice-président.

2. Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu

toutefois que cette alternance n'empêche pas la reélection, dans des circonstances exceptionnelles, du Président ou du Vice-Président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire, le Président est remplacé par le Vice-Président. En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou de l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanents, selon le cas, parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, ainsi qu'il convient.

4. Ni le Président, ni aucun autre membre du Bureau qui préside une séance du Conseil, n'a le droit de voter à cette séance. Les droits de vote du membre qu'il représente peuvent toutefois être exercés conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 ou des paragraphes 2 et 3 de l'article 15.

Article 12

Le Directeur exécutif, le Directeur exécutif adjoint, le Directeur du stock régulateur et le personnel

1. Le Conseil nomme, par un vote spécial, un directeur exécutif, un directeur exécutif adjoint et un directeur du stock régulateur.

2. Les conditions de nomination du Directeur exécutif, du Directeur exécutif adjoint et du Directeur du stock régulateur sont fixées par le Conseil.

3. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de la gestion et du fonctionnement du présent Accord conformément aux dispositions du présent Accord et aux décisions du Conseil.

4. Le Directeur exécutif adjoint est responsable à tout moment devant le Directeur exécutif. Il supplée le Directeur exécutif quand celui-ci est, pour une raison quelconque, dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, ou lorsque le poste de directeur exécutif est temporairement vacant, auquel cas il est directement responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement de l'Accord. Le Directeur exécutif adjoint s'occupe de toutes les questions relatives à l'Accord.

5. Le Directeur du stock régulateur est responsable devant le Directeur exécutif et le Conseil de l'exécution des tâches qui lui incombent en vertu du présent Accord, ainsi que de l'exécution de toute autre tâche que le Conseil peut lui confier. Il est responsable de la gestion quotidienne du stock régulateur et tient le Directeur exécutif informé des opérations générales du stock régulateur de façon que le Directeur exécutif puisse s'assurer qu'il répond efficacement aux objectifs du présent Accord.

6. Le personnel est nommé par le Directeur exécutif conformément aux règles fixées par le Conseil. Il est responsable devant le Directeur exécutif.

7. Ni le Directeur exécutif ni aucun membre du personnel, y compris le Directeur exécutif adjoint et le Directeur du stock régulateur, ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du caoutchouc, ni d'activités commerciales connexes.

8. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur exécutif, le Directeur exécutif adjoint, le Directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables uniquement devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif, du Directeur exécutif adjoint, du Directeur du stock régulateur et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 13

Sessions

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre.

2. Outre les sessions qu'il tient dans les circonstances expressément prévues dans le présent Accord, le Conseil se réunit également en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est prié par

a) Le Président du Conseil;

b) Le Directeur exécutif;

c) La majorité des membres exportateurs;

d) La majorité des membres importateurs;

e) Un membre exportateur ou des membres exportateurs détenant au moins 200 voix; ou

f) Un membre importateur ou des membres importateurs détenant au moins 200 voix.

3. Les sessions ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que, par un vote spécial, le Conseil n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le Conseil.

4. En consultation avec le Président du Conseil, le Directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour au moins 30 jours d'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis est d'au moins 10 jours.

2 — Libreria - Suppl. ord. alla G.U. n. 251.

Article 14

Répartition des voix

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Chaque membre exportateur reçoit une voix initiale sur les 1 000 voix à répartir, étant entendu toutefois qu'un membre exportateur dont les exportations nettes sont inférieures à 10 000 tonnes par an ne reçoit pas de voix initiale. Le reste desdites voix est réparti entre les membres exportateurs suivant une proportion aussi voisine que possible du volume de leurs exportations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de cinq années civiles commençant six années civiles avant la répartition des voix.

3. Les voix des membres importateurs sont réparties entre eux suivant une proportion aussi voisine que possible de la moyenne de leurs importations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de trois années civiles commençant quatre années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que chaque membre importateur reçoit une voix, même si sa part proportionnelle d'importations nettes n'est pas autrement assez forte pour le justifier.

4. Aux fins des paragraphes 2 et 3 du présent article, des paragraphes 2 et 3 de l'article 27 relatifs aux contributions des membres importateurs et de l'article 38, le Conseil dresse, à sa première session, un tableau des exportations nettes des membres exportateurs et un tableau des importations nettes des membres importateurs, qui sont révisés chaque année conformément au présent article.

5. Il n'y a pas de fractionnement de voix.

6. A la première session qui suivra l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil répartira les voix pour l'exercice en cours, cette répartition demeurant en vigueur jusqu'à la première session ordinaire de l'exercice suivant sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article. Par la suite, pour chaque exercice, le Conseil répartit les voix au début de la première session ordinaire de l'exercice. Cette répartition demeure en vigueur jusqu'à la première session ordinaire de l'exercice suivant, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du present article.

7. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la catégorie ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article.

8. Si, du fait de l'exclusion d'un membre en application de l'article 65, ou du retrait d'un membre en application de l'article 64 ou de l'article 63, la part du commerce total détenue par les membres restant dans l'une ou l'autre catégorie se trouve ramenée à moins de 80 %, le Conseil se réunit et

se prononce sur les conditions, les modalités et l'avenir du présent Accord, y compris en particulier sur la nécessité de maintenir les opérations effectives du stock régulateur sans imposer une charge financière excessive aux membres restants.

Article 15

Procédure de vote

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient au Conseil et il n'a pas la faculté de diviser ses voix.

2. Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute session ou séance du Conseil.

3. Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les voix que celui-ci détient utilise ces voix comme il y est autorisé.

4. En cas d'abstention, un membre est réputé ne pas avoir utilisé ses voix. Un membre présent qui ne vote pas est réputé s'être abstenu.

Article 16

Quorum

1. Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans chacune des catégories.

2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance et le jour suivant, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, à condition que ces membres détiennent la majorité du total des voix dans chacune des catégories.

3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 15 est considéré comme présent.

Article 17

Décisions

1. Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations par un vote à la majorité simple répartie, sauf disposition contraire du présent Accord.

2. Quand un membre invoque les dispositions de l'article 15 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

Article 18

Institution de comités

1. Les comités suivants institués par l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel continuent d'exister :

a) Comité de l'administration;

b) Comité des opérations du stock régulateur;

c) Comité des statistiques;

d) Comité des autres mesures.

Le Conseil peut aussi instituer d'autres comités par un vote spécial.

2. Chaque comité est responsable devant le Conseil. Le Conseil, par un vote spécial, fixe la composition et le mandat de chaque comité.

Article 19

Groupe d'experts

1. Le Conseil peut constituer un groupe d'experts choisis dans l'industrie et le commerce du caoutchouc des membres exportateurs et des membres importateurs.

2. Si un tel groupe d'experts est constitué, il se met à la disposition du Conseil et de ses comités pour leur donner des avis et une assistance, en particulier en ce qui concerne les opérations du stock régulateur et les autres mesures visées à l'article 43.

3. Le Conseil fixe la composition, les fonctions et les dispositions administratives d'un tel groupe d'experts.

CHAPITRE V - PRIVILEGES ET IMMUNITES

Article 20

Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. En particulier, mais sans préjudice des dispositions du paragraphe 4 de l'article 48, l'Organisation a la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son Directeur exécutif adjoint, du Directeur du stock régulateur, du personnel et des experts, ainsi que des délégations des membres, demeurent régis par l'Accord de siège entre le gouvernement hôte et l'Organisation signé le 10 juin 1987, auquel peuvent être apportées les modifications nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du présent Accord.

3. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le gouvernement de ce pays conclut aussitôt que possible avec l'Organisation un Accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

4. En attendant la conclusion de l'Accord de siège conformément au paragraphe 3 du présent article, l'Organisation demande au gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans la mesure compatible avec sa législation, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel, et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

5. L'Organisation peut aussi conclure, avec un ou plusieurs autres gouvernements, des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord.

6. L'Accord de siège est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prend fin :

a) Par consentement mutuel du gouvernement hôte et de l'Organisation;

b) Si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du gouvernement hôte; ou

c) Si l'Organisation cesse d'exister.

CHAPITRE VI. COMPTES ET VERIFICATION DES COMPTES

Article 21

Comptes financiers

1. Aux fins du fonctionnement et de la gestion du présent Accord, deux comptes sont créés :

a) Le Compte du stock régulateur;

b) Le Compte administratif.

2. Toutes les recettes et dépenses suivantes découlant de la constitution, du fonctionnement et de l'entretien du stock régulateur sont portées au Compte du stock régulateur : contributions versées par les membres en vertu de l'article 27, produit des ventes des stocks composant le stock régulateur ou dépenses faites pour l'acquisition de ces stocks, intérêts sur les dépôts du Compte du stock régulateur, frais relatifs aux commissions sur les achats et les ventes, frais d'entreposage, de transport et de manutention, d'entretien et de rotation, et assurances. Le Conseil peut toutefois, par un vote spécial, porter d'autres recettes ou dépenses imputables à des transactions ou opérations du stock régulateur au Compte du stock régulateur.

3. Toutes les autres recettes et dépenses relatives au fonctionnement du présent Accord sont portées au Compte administratif. Ces autres dépenses sont normalement couvertes par les contributions des membres calculées conformément à l'article 24.

4. L'Organisation ne répond pas des dépenses des délégations ou des observateurs envoyés au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18.

Article 22

Mode de paiement

Les versements au Compte administratif et au Compte du stock régulateur sont faits en monnaies librement utilisables ou en monnaies qui sont convertibles sur les principaux marchés de change étrangers en monnaies librement utilisables, et ils ne sont pas assujettis à des restrictions de change.

Article 23

Vérification des comptes

1. A chaque exercice, le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres.

2. Un état du Compte administratif vérifié par des vérificateurs indépendants est mis à la disposition des membres aussitôt que possible, mais au plus tard quatre mois, après la clôture de chaque exercice. Un état du compte du stock régulateur vérifié par des vérificateurs indépendants est mis à la disposition des membres 60 jours au minimum, mais au plus tard quatre mois, après la clôture de chaque exercice. Les états vérifiés du Compte administratif et du Compte du stock régulateur sont examinés pour approbation par le Conseil à sa session ordinaire suivante de la manière appropriée. Un résumé des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

CHAPITRE VII. LE COMPTE ADMINISTRATIF

Article 24

Adoption du budget administratif et fixation des contributions

1. A la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil adoptera le budget administratif pour la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et la fin du premier exercice. Par la suite, pendant la seconde moitié de chaque exercice, le Conseil adopte le budget administratif pour l'exercice suivant. Le Conseil fixe la contribution de chaque membre à ce budget conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

3. Le Conseil fixe la contribution initiale au budget administratif de tout gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et du laps de temps écoulé entre la date à laquelle il devient membre et la fin de l'exercice en cours. Les contributions assignées aux autres membres pour cet exercice restent toutefois inchangées.

Article 25

Versement des contributions au budget administratif

1. Les contributions au premier budget administratif sont exigibles à une date fixée par le Conseil à sa première session. Les contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le 28 février de chaque exercice. La contribution initiale d'un gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent Accord, calculée conformément au paragraphe 3 de l'article 24, est exigible, pour l'exercice en cause, 60 jours après la date à laquelle il devient membre.

2. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les deux mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si un membre n'a pas versé sa contribution dans les deux mois qui suivent une telle demande du Directeur exécutif, ses droits de vote à l'Organisation sont suspendus à moins que le Conseil n'en décide autrement. Si un membre n'a toujours pas versé sa contribution dans les quatre mois qui suivent une telle demande du Directeur exécutif, tous les droits que ledit membre a en vertu du présent Accord sont suspendus par le Conseil, à moins que, par un vote spécial, celui-ci n'en décide autrement.

3. Pour les contributions reçues en retard, le Conseil applique une majoration de retard calculée au taux d'intérêt préférentiel du pays hôte à compter de la date à laquelle elles sont exigibles. Un membre peut, sur sa demande, être dispensé par le Conseil de payer cette majoration de retard jusqu'au 31 mars du même exercice si, en raison de ses lois et règlements internes, il n'est pas en mesure de verser sa contribution au budget administratif à la date à laquelle elle est exigible, conformément au paragraphe 1 du présent article.

4. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 2 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution et de s'acquitter de toutes les autres obligations financières qui lui incombent en vertu du présent Accord.

CHAPITRE VIII. LE STOCK REGULATEUR

Article 26

Volume du stock régulateur

Aux fins du présent Accord, il est institué un stock régulateur international de 550 000 tonnes au total, y compris le total des stocks encore détenus en vertu de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel. Ce stock régulateur est le seul instrument d'intervention sur le marché pour la stabilisation des prix prévu dans le présent Accord. Il comprend :

a) Le stock régulateur normal de 400 000 tonnes;

b) Le stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes.

Article 27

Financement du stock régulateur

1. Les membres s'engagent à financer le coût total du stock régulateur international de 550 000 tonnes institué en application de l'article 26, étant entendu que les parts dans le Compte du stock régulateur de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel des membres de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel qui sont devenus membres du présent Accord sont, avec l'assentiment desdits membres, reportées sur le Compte du stock régulateur du présent Accord conformément aux procedures fixées en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'article 40 de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel.

2. Le financement du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence est partagé également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Les contributions des membres au Compte du stock régulateur sont calculées d'après la part des voix qu'ils détiennent au Conseil, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article.

3. S'agissant d'un membre importateur dont la part dans les importations nettes totales indiquée dans le tableau dressé par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 14 représente 0,1 % ou moins des importations nettes totales, la contribution au Compte du stock régulateur est calculée comme suit

a) Si sa part des importations nettes totales est inférieure ou égale à 0,1 % mais supérieure à 0,05 %, sa contribution est calculée d'après sa part effective dans les importations nettes totales;

b) Si sa part des importations nettes totales est égale ou inférieure à 0,05 %, sa contribution est calculée sur la base d'une part des importations nettes totales égale à 0,05 %.

4. Pendant toute la période durant laquelle le présent Accord est en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 ou de l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 61, l'engagement financier de chaque membre exportateur ou de chaque membre importateur à l'égard du Compte du stock régulateur ne dépasse pas au total la contribution dudit membre, calculée d'après le nombre de voix correspondant aux parts en pourcentage indiquées dans les tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 14, dans le total de 275 000 tonnes attribué à la catégorie des exportateurs et à la catégorie des importateurs, respectivement. Les obligations financières incombant aux membres lorsque le présent Accord est en vigueur à titre provisoire sont réparties également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Quand l'engagement global d'une catégorie dépasse celui de l'autre catégorie, le plus élevé des deux arrangements globaux est réduit de façon à correspondre à l'autre, les voix de chaque membre dans cet engagement global étant diminuées proportionnellement aux parts dans le total des voix telles qu'elles ressortent des tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 14. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe et du paragraphe 1 de l'article 28, la contribution d'un membre ne peut dépasser 125 % du montant de sa contribution totale calculée en fonction de sa part du commerce mondial telle qu'elle est indiquée à l'annexe A ou à l'annexe B du présent Accord.

5. Les coûts totaux du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence de 550 000 tonnes sont financés par les contributions en espèces versées par les membres au Compte du stock régulateur. Ces contributions peuvent, le cas échéant, être versées par les organismes appropriés des membres intéressés.

6. Les coûts totaux du stock régulateur international de 550 000 tonnes sont payés par prélèvement sur le Compte du stock régulateur. Ces coûts comprennent notamment toutes les dépenses correspondant à l'acquisition et au fonctionnement du stock régulateur international de 550 000 tonnes. Si le coût estimatif indiqué à l'annexe C du présent Accord ne correspond pas exactement au coût total de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur, le Conseil se réunit et prend les dispositions nécessaires pour appeler les contributions requises afin de couvrir ce coût total conformément aux parts exprimées en pourcentage du total des voix.

Article 28

Versement des contributions au Compte du stock régulateur

1. Il est versé au Compte du stock régulateur une contribution initiale en espèces équivalant à 70 millions de ringgit malaisiens. Cette somme, qui représente une réserve de fonds de roulement pour les opérations du stock régulateur, est répartie entre tous les membres en fonction de la part en pourcentage des voix qu'ils détiennent, compte tenu du paragraphe 3 de l'article 27, et est exigible dans un délai de 60 jours après la première session tenue par le Conseil après l'entrée en vigueur du présent Accord. La contribution initiale d'un membre exigible en application du présent paragraphe est, avec l'assentiment dudit membre, versée en totalité ou

en partie par virement de la part de ce membre dans les sommes en espèces se trouvant au Compte du stock régulateur de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel.

2. Le Directeur exécutif peut à tout moment, et indépendamment des dispositions du paragraphe 1 du présent article, appeler des contributions à condition que le Directeur du stock régulateur ait certifié que le Compte du stock régulateur peut avoir besoin de ces fonds dans les quatre mois à venir.

3. En cas d'appel de contributions, le montant demandé est versé par les membres dans les 60 jours qui suivent la date de notification. A la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix au Conseil, le Conseil se réunit en session extraordinaire et peut modifier ou ne pas approuver l'appel de contributions sur la base d'une estimation des fonds nécessaires pour soutenir les opérations du stock régulateur dans les quatre mois à venir. Si le Conseil ne peut arriver à une décision, les contributions sont versées par les membres conformément à la notification du Directeur exécutif.

4. Les contributions demandées pour le stock régulateur normal et pour le stock régulateur d'urgence sont évaluées au prix de déclenchement inférieur en vigueur au moment où ces contributions sont demandées.

5. L'appel de contributions destinées au stock régulateur d'urgence est effectué comme suit :

a) Quand il réexamine le stock régulateur à 300 000 tonnes comme il est prévu à l'article 31, le Conseil prend toutes les dispositions financières et autres qui peuvent être nécessaires pour la prompte mise en place du stock régulateur d'urgence, y compris un appel de fonds si besoin est;

b) Si, par un vote spécial conformément au paragraphe 2 de l'article 30, le Conseil décide de faire intervenir le stock régulateur d'urgence, il s'assure :

i) Que tous les membres ont pris toutes les dispositions nécessaires pour le financement de leur part du stock régulateur d'urgence;

ii) Que l'intervention du stock régulateur d'urgence a été demandée et que celui-ci est entièrement prêt à intervenir conformément aux dispositions de l'article 30.

Article 29

Fourchette de prix

1. Pour les opérations du stock régulateur, il est institué :

a) Un prix de référence;

b) Un prix d'intervention inférieur;

c) Un prix d'intervention supérieur;

d) Un prix de déclenchement inférieur;

e) Un prix de déclenchement supérieur;

f) Un prix indicatif inférieur;

g) Un prix indicatif supérieur.

2. A l'entrée en vigueur du présent Accord, le prix de référence sera le prix de référence applicable le 28 décembre 1995.

3. Il est institué un prix d'intervention supérieur et un prix d'intervention inférieur se situant, respectivement, à plus ou moins 15 % du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

4. Il est institué un prix de déclenchement supérieur et un prix de déclenchement inférieur se situant, respectivement, à plus ou moins 20 % du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

5. Les prix visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article sont arrondis au cent le plus proche.

6. A l'entrée en vigueur du présent Accord, les prix indicatifs inférieur et supérieur seront fixés initialement à 157 et 270 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme, respectivement.

Article 30

Fonctionnement du stock régulateur

1. Si, eu égard à la fourchette de prix définie à l'article 29, ou ultérieurement révisée conformément aux dispositions des articles 31 et 39, le prix indicateur du marché prévu à l'article 32 :

a) Est égal ou supérieur au prix de déclenchement supérieur, le Directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement supérieur en mettant en vente du caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicateur du marché descende au-dessous du prix de déclenchement supérieur;

b) Est supérieur au prix d'intervention supérieur, le Directeur du stock régulateur peut vendre du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement supérieur;

c) Se situe entre les prix d'intervention supérieur et inférieur ou est égal à l'un ou l'autre de ces deux prix, le Directeur du stock régulateur ne doit ni acheter ni vendre de caoutchouc naturel, sauf dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 35 concernant la rotation du stock;

d) Est inférieur au prix d'intervention inférieur, le Directeur du stock régulateur peut acheter du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement inférieur;

e) Est égal ou inférieur au prix de déclenchement inférieur, le Directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement inférieur en procédant à des offres d'achat de caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicateur du marché dépasse le prix de déclenchement inférieur.

2. Quand les ventes ou les achats du stock régulateur atteignent le niveau de 400 000 tonnes, le Conseil décide, par un vote spécial, s'il faut faire intervenir le stock régulateur d'urgence :

a) Au prix de déclenchement inférieur ou supérieur; ou

b) A un prix se situant entre le prix de déclenchement inférieur et le prix indicatif inférieur, ou entre le prix de déclenchement supérieur et le prix indicatif supérieur.

3. A moins que, par un vote spécial, le Conseil n'en décide autrement en application du paragraphe 2 du présent article, le Directeur du stock régulateur utilise le stock régulateur d'urgence pour défendre le prix indicatif inférieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau de deux cents de Malaisie/Singapour par kilogramme au-dessus du prix indicatif inférieur, et pour défendre le prix indicatif supérieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicateur du marché se situe à un niveau de deux cents de Malaisie/Singapour par kilogramme au-dessous du prix indicatif supérieur.

4. La totalité du caoutchouc naturel détenu par le stock régulateur, y compris le stock régulateur normal et le stock régulateur d'urgence, est utilisé pour empêcher que le prix indicateur du marché ne tombe au-dessous du prix indicatif inférieur ou ne s'élève au-dessus du prix indicatif supérieur.

5. Le Directeur du stock régulateur effectue ses ventes et ses achats sur les marchés commerciaux existants, aux prix en vigueur, et toutes ses transactions portent sur du caoutchouc physique disponible pour expédition un mois au plus après la fin du premier mois de cotation sur le marché considéré, ou pour livraison sur un marché consommateur au cours du ou des mois de livraison correspondant normalement auxdits mois d'expédition sur ce marché. Pour un fonctionnement efficace du stock régulateur, le Conseil peut décider par consensus d'autoriser le Directeur du stock régulateur à acquérir des contrats à terme de deux mois au plus à la condition stricte et absolue que les livraisons soient effectuées à l'échéance.

6. Pour faciliter le fonctionnement du stock régulateur, le Conseil met en place, dans les cas où cela est nécessaire, des bureaux locaux et des services du Bureau du Directeur du stock régulateur sur les marchés établis du caoutchouc et sur les emplacements d'entrepôts agréés.

7. Le Directeur du stock régulateur prépare un rapport mensuel sur les transactions du stock régulateur et la position financière du Compte du stock régulateur. Le rapport de chaque mois est mis à la disposition des membres trente jours après la fin de ce mois.

8. Les renseignements sur les transactions du stock régulateur concernent notamment les quantités, les prix, les types, les qualités et les marchés pour toutes les opérations du stock régulateur, y compris les rotations effectuées. Les renseignements sur la position financière du Compte du stock régulateur concernent aussi les taux d'intérêt, conditions et modalités des dépôts, les monnaies utilisées dans les opérations et les autres informations pertinentes sur les questions visées au paragraphe 2 de l'article 21.

Article 31

Réexamen et révision de la fourchette de prix

A. Prix de référence

1. Le prix de référence est revu et révisé en fonction des tendances du marché, notamment à la suite de variations nettes du stock régulateur, conformément au paragraphe 2 du présent article. Immédiatement avant la première session tenue par le Conseil apres l'entrée en vigueur de l'Accord, et par la suite, tous les 12 mois, le Directeur du stock régulateur calcule le prix indicateur quotidien moyen du marché pour le semestre précédent et le compare aux prix d'intervention inférieur et supérieur. La date à laquelle ce calcul est effectué est fixée au moins trois mois à l'avance, sauf dans le cas du premier réexamen et elle précède immédiatement une session du Conseil.

a) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédent est égale au prix d'intervention supérieur ou au prix d'intervention inférieur, ou si elle se situe entre ces deux prix, le prix de référence n'est pas révisé.

b) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédent est inférieure au prix d'intervention inférieur, le prix de référence est automatiquement révisé et réduit de 5 %, avec effet le jour suivant. En principe, le Conseil se réunit ce jour-là et prend acte de la révision. Il peut réexaminer le prix de référence et décider, par un vote spécial, d'appliquer un pourcentage de réduction plus élevé.

c) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédent est supérieure au prix d'intervention supérieur, le prix de référence est automatiquement révisé et relevé de 5 %, avec effet le jour suivant. En principe, le Conseil se réunit ce jour-là et prend acte de la révision. Il peut réexaminer le prix de référence et décider, par un vote spécial, d'appliquer un pourcentage de relèvement plus élevé.

d) Toutefois, à la première session ordinaire tenue par le Conseil après l'entrée en vigueur de l'Accord, toute révision automatique en application de l'alinéa b) ou c) du paragraphe 1 de l'article 31 est de 4 %.

e) Aux fins de la comparaison, le prix de référence et le prix indicateur quotidien moyen au marché pour le semestre précédent sont calcules à la deuxième décimale près.

2. S'il s'est produit, depuis la dernière session ordinaire du Conseil, une variation nette du stock régulateur égale à 100 000 tonnes, le Directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil pour évaluer la situation. Le Conseil peut décider, par un vote spécial, de prendre des mesures appropriées qui peuvent comprendre :

a) La suspension des opérations du stock régulateur;

b) Un changement dans le rythme des achats ou des ventes du stock régulateur;

c) La révision du prix de référence.

3. Si des achats ou des ventes du stock régulateur d'un montant net de 300 000 tonnes ont eu lieu depuis a) la dernière révision en application du paragraphe 3 de l'article 31 de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel, b) la dernière révision en application du présent paragraphe ou c) la dernière révision en application du paragraphe 2 du présent article, la plus récente des trois dates correspondantes étant retenue, le prix de référence est diminué ou augmenté, selon le cas, de 3 % par rapport à son niveau du moment, à moins que le Conseil ne décide, par un vote spécial, de le diminuer ou de l'augmenter, selon le cas, d'un pourcentage plus élevé.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 29, aucune révision du prix de référence ne doit être telle que le prix de déclenchement déborde le prix indicatif.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 3 de l'article 31, aucune révision du prix de référence ne doit être telle que le prix d'intervention déborde le niveau auquel le stock régulateur d'urgence est mobilisé conformément au paragraphe 3 de l'article 30.

B. Prix indicatifs

6. Le Conseil peut réviser, par un vote spécial, les prix indicatifs inférieur ou supérieur lors des réexamens prévus dans la présente section du présent article.

7. Le Conseil veille à ce que toute révision des prix indicatifs soit compatible avec l'évolution des tendances et de la situation du marché. A cet égard, il prend en considération les tendances des prix, de la consommation, de l'offre, des coûts de production et des stocks de caoutchouc naturel, ainsi que la quantité de caoutchouc naturel détenue par le stock régulateur et la position financière du Compte du stock régulateur.

8. Les prix indicatifs inférieur et supérieur sont revus

a) 24 mois après le dernier réexamen aux termes du paragraphe 7 a) de l'article 31 de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel ou, si le présent Accord entre en vigueur après le 1er mai 1996, à la première session tenue par le Conseil en vertu du présent Accord, et par la suite tous les 24 mois;

b) Dans des circonstances exceptionnelles, à la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix ou davantage au Conseil;

c) Lorsque le prix de référence a été révisé i) en baisse depuis la dernière révision du prix indicatif inférieur ou depuis l'entrée en vigueur de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel ou ii) en hausse depuis la dernière révision du prix indicatif supérieur, ou depuis l'entrée en vigueur de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel, cette baisse ou cette hausse étant d'au moins 3 % conformément au paragraphe 3 du présent article et d'au moins 5 % conformément au paragraphe 1 du présent article, ou d'un montant au moins égal à ce pourcentage conformément aux paragraphes 1, 2 et/ou 3 du présent article, à condition que la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les 60 jours suivant la dernière révision du prix de référence soit, selon le cas, inférieure au prix d'intervention inférieur ou supérieure au prix d'intervention supérieur.

9. Nonobstant les paragraphes 6, 7 et 8 du présent article, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en hausse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen de la fourchette de prix prévu par le présent article est inférieure au prix de référence. De même, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en baisse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un réexamen de la fourchette de prix prévu par le présent article est supérieure au prix de référence.

Article 32

Prix indicateur du marché

1. Il est institué un prix indicateur quotidien du marché, qui est une moyenne composite pondérée - représentative du marché du caoutchouc naturel - des prix officiels quotidiens tels qu'ils sont définis par le Conseil sur les places de Kuala Lumpur, Londres, New York et Singapour, et sur tous autres marchés commerciaux établis que le Conseil peut décider. Initialement, le prix indicateur quotidien du marché est établi d'après les prix du RSS 1, du RSS 3 et du TSR 20, dont les coefficients de pondération doivent se chiffrer selon le rapport 2:3:5. Toutes les cotations sont converties en prix f.o.b. aux ports malaisiens/port de Singapour, exprimé en monnaie malaisienne/singapourienne.

2. La composition par type/qualité, les coefficients de pondération, la méthode de calcul du prix indicateur quotidien du marché et le nombre de marchés sont passés en revue et peuvent être révisés par le Conseil par un vote spécial, afin d'assurer que ce prix soit représentatif du marché

3. — Libreria - Suppl. ord. alla G.U. n. 251.

du caoutchouc naturel. Le Conseil peut décider, par un vote spécial, d'inclure d'autres marchés commerciaux établis dans le calcul du prix indicateur quotidien du marché si ces marchés sont réputés influer sur le prix international du caoutchouc naturel.

3. Le prix indicateur du marché est réputé supérieur, égal ou inférieur aux niveaux de prix spécifiés dans le présent Accord si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les cinq derniers jours de place est supérieure, égale ou inférieure à ces niveaux de prix.

Article 33

Composition des stocks constituant le stock régulateur

1. A sa première session après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil désigne les qualités et types internationalement reconnus de feuilles de caoutchouc fumé et les caoutchoucs faisant l'objet de spécifications techniques qui peuvent entrer dans le stock régulateur, sous réserve que les critères suivants soient respectés :

a) Les types et qualités inférieurs de caoutchouc naturel agréés pour inclusion dans le stock régulateur sont le RSS 3 et le TSR 20;

b) Tous les types et qualités agréés en application de l'alinéa a) du présent paragraphe qui représentent 3 % au moins du commerce international du caoutchouc naturel pendant l'année civile précédente sont désignés.

2. Le Conseil peut modifier, par un vote spécial, ces critères ou les types/qualités retenus si cela est nécessaire pour que la composition du stock régulateur reflète l'évolution de la situation du marché, pour que les objectifs du présent Accord en matière de stabilisation soient atteints et pour maintenir à un niveau élevé la qualité commerciale des stocks composant le stock régulateur.

3. Le Directeur du stock régulateur fait tous les efforts possibles pour que la composition du stock régulateur reflète effectivement la structure des exportations/importations de caoutchouc naturel, tout en répondant aux objectifs du présent Accord en matière de stabilisation.

4. Le Conseil peut, par un vote spécial, charger le Directeur du stock régulateur de modifier la composition du stock régulateur si l'objectif de stabilisation des prix l'exige.

Article 34

Emplacement des stocks composant le stock régulateur

1. L'emplacement des stocks composant le stock régulateur doit permettre des opérations commerciales économiques et efficaces. En vertu de ce principe, les stocks sont situés sur le territoire de membres exportateurs et de membres

importateurs, à moins que, par un vote spécial, le Conseil n'en décide autrement. La répartition du caoutchouc du stock régulateur est compatible avec la réalisation des objectifs de stabilisation visés par le présent Accord, tout en maintenant les coûts au niveau minimal.

2. Pour maintenir des normes de qualité commerciale élevées, le stockage se fait uniquement dans des entrepôts agréés en fonction de critères établis par le Conseil du l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel ou révisés par le Conseil en vertu du présent Accord.

3. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil établit et approuve une liste d'entrepôts ainsi que les dispositions nécessaires pour leur utilisation. Le Conseil peut, si nécessaire, revoir la liste des entrepôts approuvés par le Conseil de l'Accord international de 1987 sur le caoutchouc naturel et les critères établis par ledit Conseil, et les maintenir ou les réviser en conséquence.

4. Le Conseil revoit aussi périodiquement l'emplacement des stocks composant le stock régulateur et peut, par un vote spécial, charger le Directeur du stock régulateur de modifier l'emplacement de ces stocks pour assurer des opérations commerciales économiques et efficaces.

Article 35

Maintien de la qualité des stocks composant le stock régulateur

Le Directeur du stock régulateur veille à ce que tous les stocks composant le stock régulateur soient achetés et entretenus selon des normes de qualité commerciale élevées. A cette fin, il peut renouveler le caoutchouc naturel entreposé dans le stock régulateur de la manière nécessaire pour assurer le respect de ces normes, en prenant dûment en considération le coût de la rotation et ses répercussions sur la stabilité du marché. Le coût de la rotation est imputé sur le Compte du stock régulateur.

Article 36

Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur

1. Nonobstant les dispositions de l'article 30, le Conseil, s'il est en session, peut, par un vote spécial, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au Directeur du stock régulateur par ledit article ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent Accord.

2. Si le Conseil n'est pas en session, le Directeur exécutif peut, après consultation avec le Président, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au Directeur du stock régulateur par l'article 30 ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent Accord.

3. Immédiatement après une décision de limiter ou de suspendre les opérations du stock régulateur en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Directeur exécutif convoque une session du Conseil à l'effet d'examiner cette décision. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13, le Conseil se réunit dans les 10 jours qui suivent la date de la limitation ou de la suspension et, par un vote spécial, confirme ou annule ladite limitation ou suspension. Si, au cours de cette session, le Conseil ne peut arriver à une décision, les opérations du stock régulateur reprennent sans aucune restriction imposée au titre du présent article.

4. Aussi longtemps qu'une limitation ou une suspension des opérations du stock régulateur, décidée en application du présent article, reste en vigueur, le Conseil revoit cette décision à des intervalles qui ne dépassent pas trois mois. Si, lors d'une session où il doit revoir la décision, le Conseil ne confirme pas, par un vote spécial, la limitation ou la suspension, ou s'il n'arrive pas à une décision, les opérations du stock régulateur reprennent sans limitation.

Article 37

Pénalisation pour non-acquittement des contributions au Compte du stock régulateur

1. Si un membre ne s'est pas acquitté de son obligation de contribuer au Compte du stock régulateur au dernier jour où sa contribution est exigible, il est réputé être en retard de paiement. Un membre en retard de 60 jours ou plus ne compte pas comme membre dans un vote sur les questions visées au paragraphe 2 du présent article.

2. Les droits de vote et autres droits au Conseil d'un membre en retard de 60 jours ou plus dans ses versements aux termes du paragraphe 1 du présent article sont suspendus, à moins que, par un vote spécial, le Conseil n'en décide autrement.

3. Un membre en retard de paiement verse des intérêts calculés au taux préférentiel en vigueur dans le pays hôte à compter du dernier jour où ces paiements sont exigibles. L'arriéré couvert par les autres membres importateurs et membres exportateurs l'est à titre volontaire.

4. Un membre n'est pas réputé être en retard de paiement si le non-versement de l'intégralité de sa contribution résulte uniquement de fluctuations des taux de change dans les 60 jours suivant l'appel de contributions. Dans ce cas, aucun intérêt n'est appliqué au montant non versé. Toutefois, la partie de la contribution non versée devrait être acquittée par le membre dans un délai de 60 jours suivant le versement.

5. Lorsqu'il a été mis fin au défaut de paiement à la satisfaction du Conseil, le membre en retard de 60 jours ou plus dans ses versements est rétabli dans ses droits de vote et autres droits. Si les sommes non versées ont été avancées par d'autres membres, ceux-ci sont remboursés intégralement.

Article 38

Ajustement des contributions au Compte du stock régulateur

1. Quand il est procédé à la répartition des voix à la première session ordinaire de chaque exercice ou toutes les fois que la composition de l'Organisation change, le Conseil réalise l'ajustement nécessaire de la contribution de chaque membre au Compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article. A cette fin, le Directeur exécutif calcule :

a) La contribution nette en espèces de chaque membre, en retranchant les contributions remboursées à ce membre conformément au paragraphe 2 du présent article de la somme de toutes les contributions versées par ce membre depuis l'entrée en vigueur du présent Accord;

b) Le montant total net des appels de contributions, en additionnant les appels de contributions consécutifs et en retranchant le total des remboursements effectués conformément au paragraphe 2 du présent article;

c) La contribution nette révisée de chaque membre, en répartissant le montant total net des appels de contributions entre les membres en fonction de la part révisée de chaque membre dans le total des voix au Conseil en application de l'article 14, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 27 et étant entendu que la part de chaque membre dans le total des voix, aux fins du présent article, est calculée sans tenir compte de la suspension des droits de vote d'un membre ni de la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

Quand la contribution nette en espèces d'un membre dépasse sa contribution nette révisée, la différence lui est remboursée par prélèvement sur le Compte du stock régulateur, déduction faite d'éventuels intérêts de pénalisation. Quand la contribution nette révisée d'un membre dépasse sa contribution nette en espèces, il verse au Compte du stock régulateur la différence majorée d'éventuels intérêts de pénalisation.

2. Si, eu égard aux paragraphes 2 et 3 de l'article 28, le Conseil constate qu'il y a des contributions nettes en espèces en sus des fonds nécessaires pour soutenir les opérations du stock régulateur dans les quatre mois à venir, il rembourse cet excédent de contributions nettes en espèces déduction faite des contributions initiales, à moins qu'il ne décide, par un vote spécial, de ne pas procéder à ce remboursement ou de rembourser un montant moindre. La part des membres dans le montant à rembourser est proportionnelle à leurs contributions nettes en espèces, déduction faite d'éventuels intérêts de pénalisation. Les contributions qui restent dues par des membres en retard de paiement sont réduites dans la proportion qui existe entre le montant à rembourser et la somme des contributions nettes en espèces.

3. A la demande d'un membre, le montant du remboursement auquel il a droit peut être conservé dans le Compte du stock régulateur. Si un membre demande que le montant qui doit lui être remboursé soit conservé dans le Compte du stock régulateur, ce montant vient en déduction de toute contribution additionnelle demandée en application de l'article 28. Le crédit conservé

dans le Compte du stock régulateur à la demande d'un membre porte un intérêt calculé au taux d'intérêt moyen appliqué aux fonds détenus sur le Compte du stock régulateur à partir du dernier jour où le montant devrait normalement être remboursé audit membre jusqu'au jour qui précède celui où il lui est effectivement rendu.

4. Le Directeur exécutif notifie immédiatement aux membres les versements, ou les remboursements, qu'il faut effectuer par suite d'ajustements réalisés conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ces versements demandés aux membres, ou des remboursements en leur faveur, sont effectués dans les 60 jours suivant la date à laquelle le Directeur exécutif a envoyé la notification.

5. Si l'encaisse disponible au Compte du stock régulateur dépasse la valeur totale des contributions nettes en espèces des membres, les fonds excédentaires sont distribués à la fin du présent Accord.

Article 39

Le stock régulateur et les modifications des taux de change

1. Si le taux de change entre le ringgit malaisien/dollar singapourien et les monnaies des principaux membres exportateurs et importateurs de caoutchouc naturel subit une modification d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Directeur exécutif doit, conformément à l'article 36, ou des membres peuvent, conformément à l'article 13, convoquer une session extraordinaire du Conseil. Le Conseil se réunit dans les 10 jours pour confirmer ou annuler les mesures déjà prises par le Directeur exécutif en application de l'article 36, et peut décider, par un vote spécial, de prendre des mesures appropriées, y compris la possibilité de réviser la fourchette de prix, en application des principes énoncés à la première phrase des paragraphes 1 et 6 de l'article 31.

2. Le Conseil établit, par un vote spécial, une procédure pour déterminer ce qu'est une modification importante de la parité de ces monnaies à la seule fin d'assurer la convocation en temps voulu du Conseil.

3. S'il existe entre le ringitt malaisien et le dollar singapourien une divergence d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Conseil se réunit pour examiner la situation et peut envisager l'adoption d'une seule monnaie.

Article 40

Procédures de liquidation du Compte du stock régulateur

1. A la fin du présent Accord, le Directeur du stock régulateur établit un état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation, ou du transfert à un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, des avoirs du Compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article, et réserve le montant correspondant dans un compte distinct.

.Si ces soldes sont insuffisants, le Directeur du stock régulateur vend une quantité sufficante de caoutchouc naturel du stock régulateur pour se procurer le montant additionnel nécessaire.

2. La part de chaque membre dans le Compte du stock régulateur est calculée comme suit :

a) La valeur du stock régulateur est la valeur de la quantité totale de caoutchouc naturel de chaque type/qualité qu'il détient, calculée d'après le plus faible des prix courants des types/qualités respectifs sur les places visées à l'article 32 pendant les 30 jours précédant la date à laquelle le présent Accord prend fin;

b) La valeur du Compte du stock régulateur est la valeur du stock régulateur majorée des avoirs en espèces du Compte du stock régulateur à la date à laquelle le présent Accord prend fin et déduction faite du montant réservé en application du paragraphe 1 du présent article;

c) La contribution nette en espèces de chaque membre est la somme des contributions qu'il a versées pendant toute la durée du présent Accord, déduction faite de tous les remboursements qu'il a reçus en application de l'article 38; les intérêts de pénalisation payés conformément au paragraphe 3 de l'article 37 ne constituent pas une contribution au Compte du stock régulateur;

d) Si la valeur du Compte du stock régulateur est supérieure ou inférieure au montant total des contributions nettes en espèces, l'excédent est réparti entre les membres proportionnellement à leur part des contributions nettes pondérée par un coefficient temps en application du présent Accord. Tout déficit est réparti entre les membres proportionnellement au nombre moyen de voix détenu par chacun pendant la période où il a été membre. Pour fixer la part des déficits à la charge de chaque membre, les voix de chaque membre sont calculées sans qu'il soit tenu compte de la suspension de ses droits de vote ou de toute redistribution des voix en résultant;

e) La part de chaque membre dans le Compte du stock régulateur correspond à sa contribution nette en espèces, diminuée ou majorée de sa part dans les déficits ou les excédents du Compte du stock régulateur, déduction faite de ses obligations éventuelles au titre d'intérêts exigibles impayés.

3. Si le présent Accord doit être immédiatement remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, le Conseil adopte, par un vote spécial, les procédures propres à assurer le transfert effectif au nouvel accord, selon ce qu'exige ledit accord, des parts dans le Compte du stock régulateur des membres qui ont l'intention de participer au nouvel accord. Tout membre qui ne veut pas participer au nouvel accord a droit au remboursement de sa part :

a) Par un prélèvement sur l'encaisse disponible proportionnel à sa part en pourcentage dans le montant total des contributions nettes en espèces au Compte du stock régulateur, dans les trois mois;

b) Par prélèvement sur le produit net de l'écoulement des stocks constituant le stock régulateur, au moyen de ventes méthodiques ou au moyen d'un transfert au nouvel accord international sur le caoutchouc naturel aux prix courants du marché, l'opération devant être terminée dans un délai de 12 mois; à moins que, par un vote spécial, le Conseil ne décide d'augmenter les paiements visés à l'alinéa a) du présent paragraphe.

4. Si le présent Accord prend fin sans être remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel prévoyant un stock régulateur, le Conseil adopte, par un vote spécial, des procédures devant régir l'écoulement méthodique du stock régulateur dans le délai maximal spécifié au paragraphe 6 de l'article 67, sous réserve des prescriptions suivantes :

a) Il n'est procédé à aucun autre achat de caoutchouc naturel;

b) L'Organisation n'engage pas de nouvelles dépenses à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écouler le stock régulateur.

5. Sous réserve du droit qu'ont les membres de choisir de se faire rembourser leur part sous forme de caoutchouc naturel conformément au paragraphe 6 du présent article, tout montant en espèces restant éventuellement au Compte du stock régulateur est immédiatement distribué aux membres en proportion de leur part telle qu'elle est définie au paragraphe 2 du présent article.

6. Au lieu de se faire rembourser en espèces la totalité ou une fraction de sa part, chaque membre peut choisir de prendre sa part dans les avoirs du Compte du stock régulateur sous forme de caoutchouc naturel, sous réserve des procédures adoptées par le Conseil.

7. Le Conseil adopte des procédures appropriées pour l'ajustement et le remboursement des parts des membres dans le Compte du stock régulateur. Cet ajustement tient compte :

a) De tout écart pouvant exister entre le prix du caoutchouc naturel spécifié à l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article et les prix auxquels une partie ou la totalité du stock régulateur est vendue en application des procédures d'écoulement du stock régulateur;

b) De la différence entre le montant estimatif et le montant effectif des dépenses de liquidation.

8. Le Conseil se réunit dans les 30 jours suivant la fin des transactions du Compte du stock régulateur pour procéder à la liquidation définitive des comptes des membres dans les 30 jours suivants.

CHAPITRE IX. RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

Article 41

Relations avec le Fonds commun pour les produits de base

1. L'Organisation tire pleinement parti des facilités offertes par le Fonds commun pour les produits de base.

2. En ce qui concerne la mise en oeuvre de tout projet financé sur le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base, l'Organisation, en tant qu'organisme international de produit désigné, n'assume aucune obligation financière, y compris au titre de garanties données par des membres ou par d'autres entités. Ni l'Organisation, ni aucun membre au motif de son appartenance à l'Organisation n'assument une quelconque responsabilité du fait des emprunts contractés ou des prêts consentis par tout autre membre ou toute autre entité dans le cadre de tels projets.

CHAPITRE X. APPROVISIONNEMENTS ET ACCES AUX MARCHES ET AUTRES MESURES

Article 42

Approvisionnements et accès aux marchés

1. Dans toute la mesure possible, les membres exportateurs s'engagent à mettre en oeuvre des politiques et des programmes permettant de maintenir un approvisionnement régulier des consommateurs en caoutchouc naturel.

2. Dans toute la mesure possible, les membres importateurs s'engagent à mettre en oeuvre des politiques permettant de maintenir l'accès à leurs marchés du caoutchouc naturel.

Article 43

Autres mesures

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent Accord, le Conseil définit et propose des mesures et des techniques appropriées tendant à promouvoir :

a) Le développement de l'économie du caoutchouc naturel par les membres producteurs grâce à l'accroissement et à l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation, augmentant ainsi les recettes d'exportation des membres producteurs tout en améliorant la sécurité de l'offre. A cet effet, le Comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques afin de définir :

i) Des programmes et des projets de recherche-développement sur le caoutchouc naturel présentant un intérêt pour les membres exportateurs et les membres importateurs, y compris une recherche scientifique dans des domaines spécifiques;

ii) Des programmes et des projets de nature à améliorer la productivité de l'industrie du caoutchouc naturel;

iii) Des moyens d'améliorer la qualité des approvisionnements en caoutchouc naturel et d'uniformiser la spécification des qualités et la présentation du caoutchouc naturel;

iv) Des méthodes permettant d'améliorer le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut;

b) La mise au point d'utilisations finales du caoutchouc naturel. A cet effet, le Comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques appropriées afin de définir des programmes et des projets qui aboutissent à un accroissement de l'usage du caoutchouc naturel et à de nouvelles utilisations.

2. Le Conseil examine les incidences financières de ces mesures et techniques et s'efforce de promouvoir et de faciliter l'apport de ressources financières suffisantes, de la manière appropriée, par des sources telles que les institutions financières internationales et le deuxième compte du Fonds commun pour les produits de base.

3. Le Conseil peut accepter des contributions volontaires à l'appui de projets approuvés pour donner effet au présent article. La gestion des contributions financières est soumise aux règles fixées en vertu d'un vote spécial du Conseil.

4. Le Conseil peut faire des recommandations, s'il y a lieu, aux membres, aux institutions internationales et autres organisations en vue de promouvoir la mise en oeuvre de mesures spécifiques en application du présent article.

5. Le Comité des autres mesures revoit périodiquement l'application des mesures que le Conseil décide de promouvoir et de recommander, et fait rapport à ce sujet au Conseil.

CHAPITRE XI. CONSULTATIONS AU SUJET DES POLITIQUES INTERIEURES

Article 44

Consultations

Le Conseil procède à des consultations, quand un membre le demande, sur les politiques gouvernementales concernant le caoutchouc naturel qui ont des incidences directes sur l'offre ou sur la demande. Il peut soumettre ses recommandations aux membres pour examen.

CHAPITRE XII. STATISTIQUES, ETUDES ET INFORMATION

Article 45

Statistiques et information

1. Le Conseil rassemble, classe et, au besoin, publie les statistiques sur le caoutchouc naturel et les domaines connexes qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

2. Les membres doivent communiquer rapidement de façon aussi complète que possible au Conseil les données disponibles par types et qualités spécifiques concernant la production, la consommation et le commerce international du caoutchouc naturel.

3. Le Conseil peut aussi demander aux membres de fournir d'autres informations disponibles, y compris des renseignements sur des domaines connexes, qui peuvent être nécessaires au bon fonctionnement du présent Accord.

4. Les membres doivent fournir, dans un délai raisonnable, toutes les statistiques et informations susmentionnées dans toute la mesure possible compatible avec leur législation nationale et par les moyens qui leur conviennent le mieux.

5. Le Conseil établit des relations étroites avec les organismes internationaux appropriés, dont le Groupe international d'étude du caoutchouc, et avec les bourses de commerce pour veiller à ce que ces données récentes et fiables soient disponibles sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix du caoutchouc naturel et sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre de caoutchouc naturel.

6. Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent le caoutchouc naturel ou des produits apparentés.

Article 46

Evaluation annuelle, estimations et études

1. Le Conseil établit une évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc naturel et des domaines connexes, compte tenu des renseignements communiqués par les membres et par tous les organismes intergouvernementaux et internationaux compétents.

2. Au moins une fois par semestre, le Conseil procède en outre à une estimation de la production, de la consommation, des exportations et des importations de caoutchouc naturel, si possible par types et qualités spécifiques, pour le semestre suivant. Il communique ces estimations aux membres.

3. Le Conseil établit, ou prend les dispositions voulues pour établir, des études sur les tendances de la production, de la consommation, du commerce, de la commercialisation et des prix du caoutchouc naturel, ainsi que sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du caoutchouc naturel.

Article 47

Examen annuel

Le Conseil examine chaque année le fonctionnement du présent Accord et sa conformité à l'esprit et aux objectifs dudit Accord. Il peut ensuite formuler à l'intention des membres des recommandations concernant les moyens d'améliorer ce fonctionnement.

CHAPITRE XIII. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 48

Obligations générales et responsabilités des membres

1. Pendant la durée du présent Accord, les membres mettent tout en oeuvre et coopèrent pour favoriser la réalisation des objectifs du présent Accord et ne prennent aucune mesure allant à l'encontre desdits objectifs.

2. Les membres cherchent en particulier à améliorer la situation de l'économie du caoutchouc naturel et à encourager la production et l'emploi de ce produit de manière à promouvoir la croissance et la modernisation de l'économie du caoutchouc naturel dans l'intérêt mutuel des producteurs et des consommateurs.

3. Les membres acceptent de se considérer comme liés par toutes les décisions que le Conseil prend en application du présent Accord et ne prennent pas de mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

4. La responsabilité des membres découlant du fonctionnement du présent Accord, que ce soit envers l'Organisation ou envers des tierces parties, est limitée à leurs seules obligations concernant les contributions au budget administratif et au financement du stock régulateur en application des chapitres VII et VIII du présent Accord, ainsi qu'à toutes obligations pouvant être assumées par le Conseil en vertu de l'article 41.

Article 49

Obstacles au commerce

1. Le Conseil détermine, d'après l'évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc visée à l'article 46, les obstacles à l'expansion du commerce du caoutchouc naturel sous forme brute, semi-transformée ou modifiée.

2. Le Conseil peut, aux fins du présent article, recommander aux membres de rechercher dans les organismes internationaux appropriés des mesures concrètes mutuellement acceptables destinées à supprimer progressivement ces obstacles et, si possible, à les éliminer complètement. Il examine périodiquement les résultats de ces recommandations.

Article 50

Transport et structure du marché du caoutchouc naturel

Le Conseil devrait encourager et faciliter la promotion de taux de fret raisonnables et équitables et l'amélioration du système de transport, de façon à assurer des approvisionnements réguliers aux marchés et à permettre des économies sur le coût des produits commercialisés.

Article 51

Mesures différenciées et correctives

Les membres en développement importateurs, et ceux des pays les moins avancés qui sont membres, dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent Accord, peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre de telles mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Article 52

Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut dispenser, par un vote spécial, un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

Article 53

Normes de travail équitables

Les membres déclarent qu'ils s'efforceront d'appliquer des normes de travail propres à améliorer le niveau de vie de la main-d'oeuvre dans leur secteur du caoutchouc naturel.

Article 54

Aspects écologiques

Les membres s'efforcent d'accorder l'attention voulue aux aspects écologiques, comme convenu à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue en 1992.

CHAPITRE XIV. PLAINTES ET DIFFERENDS

Article 55

Plaintes

1. Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent Accord lui impose est, à la demande du membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui statue après consultation des membres intéressés.

2. La décision par laquelle le Conseil estime qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose spécifie la nature du manquement.

3. Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre a enfreint le présent Accord, le Conseil peut, par un vote spécial et sans préjudice des autres mesures expressément prévues dans d'autres articles du présent Accord :

a) Suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et, s'il le juge nécessaire, suspendre tous autres droits du membre en question, y compris le droit d'exercer une fonction au Conseil ou dans l'un quelconque des comités institués en application de l'article 18 ainsi que le droit d'être admis comme membre de ces comités, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations; ou

b) Prendre la décision prévue à l'article 65, si le manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord.

Article 56

Différends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé entre les membres en cause est, à la demande de tout membre partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, une majorité des membres détenant au moins le tiers du total des voix peut demander au Conseil de prendre, après examen de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion, sur la question en litige, d'une commission consultative, constituée ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 du présent article.

3. a) A moins que, par un vote spécial, le Conseil n'en décide autrement, la commission consultative est composée de cinq personnes se répartissant comme suit :

i) Deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

ii) Deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs;

iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes désignées conformément aux sous-alinéas i) et ii) du présent alinéa ou, en cas de désaccord entre elles, par le Président du Conseil;

b) Des ressortissants de membres et de non-membres peuvent siéger à la commission consultative;

c) Les membres de la commission consultative siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement;

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil qui, après avoir pris en considération toutes les données pertinentes, statue par un vote spécial.

CHAPITRE XV. CLAUSES FINALES

Article 57

Signature

Le présent Accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel, 1994, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 3 avril 1995 au 28 décembre 1995 inclus.

Article 58

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire du présent Accord.

Article 59

Ratification, acceptation et approbation

1. Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire le 1er janvier 1997 au plus tard. Le Conseil pourra toutefois accorder des délais aux gouvernements signataires qui n'auront pu déposer leur instrument à cette date.

3. Chaque gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation se déclare, au moment du dépôt, membre exportateur ou membre importateur.

Article 60

Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera intégralement le présent Accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 61, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un gouvernement peut stipuler, dans sa notification d'application à titre provisoire, qu'il appliquera le présent Accord seulement dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives et de ses lois et règlements nationaux. Le gouvernement qui fait une telle stipulation doit

toutefois honorer toutes ses obligations financières au titre du présent Accord. La qualité de membre provisoire reconnue au gouvernement qui fait une telle notification ne l'est que pour les 12 mois suivant l'entrée en vigueur provisoire du présent Accord, à moins que le Conseil n'en décide autrement conformément au paragraphe 2 de l'article 59.

Article 61

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 29 décembre 1995 ou à toute date ultérieure, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 80 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord, et des gouvernements totalisant au moins 80 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou ont assumé dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent Accord.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 29 décembre 1995, ou à une date quelconque avant le 1er janvier 1997, si des gouvernements totalisant au moins 75 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent Accord, et des gouvernements totalisant au moins 75 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent Accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire en vertu du paragraphe 1 de l'article 60 qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire et qu'ils assumeront dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent Accord. Le présent Accord restera en vigueur à titre provisoire pendant 12 mois au maximum, à moins qu'il n'entre en vigueur à titre définitif en vertu du paragraphe 1 du présent article ou que le Conseil n'en décide autrement en application du paragraphe 4 du présent article.

3. Si le présent Accord n'entre pas en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 du présent article au 1er janvier 1997, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera, aussitôt qu'il le jugera possible après cette date, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir en vue de recommander s'ils devraient ou non prendre les dispositions nécessaires pour mettre le présent Accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune conclusion n'est arrêtée à cette réunion, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables, s'il le juge approprié.

4. Si les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article pour l'entrée en vigueur du présent Accord à titre définitif ne sont pas remplies pendant la période de 12 mois civils durant laquelle l'Accord est en vigueur à titre provisoire en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Conseil,

au plus tard un mois avant la fin de la période de 12 mois susmentionnée, examinera l'avenir du présent Accord et, sous réserve du paragraphe 1 du présent article, décidera, par un vote spécial :

a) De mettre le présent Accord en vigueur à titre définitif entre les membres du moment, en totalité ou en partie;

b) De maintenir le présent Accord en vigueur à titre provisoire entre les membres du moment, en totalité ou en partie, pour une année de plus; ou

c) De renégocier le présent Accord.

Si le Conseil n'arrive à aucune décision, le présent Accord prendra fin à l'expiration de la période de 12 mois. Le Conseil informera le dépositaire de toute décision prise en vertu du présent paragraphe.

5. Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt.

6. Le Directeur exécutif de l'Organisation convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 62

Adhésion

1. Les gouvernements de tous les Etats peuvent adhérer au présent Accord. L'adhésion est soumise aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent, notamment, un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion, le nombre de voix attribuées et les obligations financières. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui sont dans l'impossibilité de déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire. L'instrument d'adhésion stipule que le gouvernement accepte toutes les conditions fixées par le Conseil.

Article 63

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres des amendements au présent Accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres notifient au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Tout amendement prend effet 90 jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres

exportateurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres importateurs et totalisant au moins 65 % des voix des membres importateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour que l'amendement prenne effet ont été satisfaites et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant que l'amendement prenne effet.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement prend effet cesse d'être partie contractante au présent Accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour que l'amendement prenne effet ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

Article 64

Retrait

1. Tout membre peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci en notifiant son retrait au dépositaire. Ledit membre informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Un an après que sa notification a été reçue par le dépositaire, ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord.

Article 65

Exclusion

Si le Conseil constate qu'un membre a manqué aux obligations que le présent Accord lui impose et qu'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent Accord. Le Conseil en donne immédiatement notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord un an après la date de la décision du Conseil.

Article 66

Liquidation des comptes des membres qui se retirent ou sont exclus ou des membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie contractante au présent Accord en raison :

a) De la non-acceptation d'un amendement au présent Accord en application de l'article 63;

b) Du retrait du présent Accord en application de l'article 64; ou

c) De l'exclusion du présent Accord en application de l'article 65.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au Compte administratif par un membre qui cesse d'être partie contractante au présent Accord.

3. Le Conseil rembourse, conformément à l'article 40, la part que détient dans le Compte du stock régulateur un membre qui cesse d'être partie contractante par suite de non-acceptation d'un amendement au présent Accord, de retrait ou d'exclusion, déduction faite de la part dudit membre dans d'éventuels excédents.

a) Le remboursement à un membre qui cesse d'être partie contractante en raison de la non-acceptation d'un amendement au présent Accord est effectué un an après que l'amendement en cause est entré en vigueur.

b) Le remboursement à un membre qui se retire est effectué dans un délai de 60 jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord, à moins que par suite de ce retrait le Conseil ne décide de mettre fin au présent Accord, en application du paragraphe 5 de l'article 67, avant le remboursement, auquel cas les dispositions de l'article 40 et du paragraphe 6 de l'article 67 sont applicables.

c) Le remboursement à un membre qui est exclu est effectué dans un délai de 60 jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent Accord.

4. Si le Compte du stock régulateur ne peut effectuer le remboursement en espèces exigible en application de l'alinéa a), b) ou c) du paragraphe 3 du présent article sans que la viabilité du Compte du stock régulateur en soit compromise ou sans qu'il soit nécessaire de procéder à un appel de contributions supplémentaires auprès des membres pour couvrir le montant à rembourser, le remboursement est différé jusqu'à ce que la quantité nécessaire de caoutchouc naturel du stock régulateur puisse être vendue à un prix égal ou supérieur au prix d'intervention supérieur. Si, avant la fin de la période d'une année stipulée à l'article 64, le Conseil informe un membre

qui se retire que le remboursement devra être différé conformément au présent paragraphe, la période d'une année entre la notification de l'intention de retrait et le retrait effectif peut, si le membre qui se retire le désire, être prolongée jusqu'à ce que le Conseil informe ce membre que le remboursement de sa part peut être effectué dans les 60 jours.

5. Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'a droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation. Il ne peut lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement a été effectué.

Article 67

Durée, prorogation et fin du présent Accord

1. Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur, à moins qu'il ne soit prorogé en application du paragraphe 3 du présent article ou qu'il n'y soit mis fin en application du paragraphe 4 ou du paragraphe 5 du présent article.

2. Avant l'expiration de la période de quatre ans visée au paragraphe 1 du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial, décider de renégocier le présent Accord.

3. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent Accord pour une période ou des périodes ne dépassant pas deux ans au total, à partir de la date d'expiration de la période de quatre ans visée au paragraphe 1 du présent article.

4. Si un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel est négocié et entre en vigueur alors que le présent Accord est en cours de prorogation conformément au paragraphe 3 du présent article, le présent Accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

5. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord avec effet à la date de son choix.

6. Nonobstant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas trois ans pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes, et à la cession des avoirs en conformité des dispositions de l'article 40 et sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, et il a, pendant ladite période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

7. Le Conseil notifie au dépositaire toute décision prise en application du présent article.

Article 62

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures sous le présent Accord aux dates indiquées.

FAIT à Genève, le dix-sept février mil neuf cent quatre-vingt-quinze, les textes du présent Accord en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe faisant également foi.

ANNEXES

Annexe A

Pays exportateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 61, dans le total des exportations nettes des pays

	Pourcentages */
Bolivie	0,040
Cameroun	0,867
Côte d'Ivoire	1,764
Indonésie	31,108
Malaisie	27,971
Nigéria	2,946
Singapour	0,000
Sri Lanka	2,096
Thaïlande	33,208
TOTAL	100,000

*/ Les parts sont exprimées en pourcentage du total des exportations nettes de caoutchouc naturel pendant la période quinquennale 1989-1993.

Annexe P

Pays et groupes de pays importateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 61, dans le total des importations nettes des pays

	Pourcentages */
Argentine	0,943
Chine	8,843
Colombie	0,700
Cuba	0,043
Communauté européenne :	26,968
Allemagne	6,437
Autriche	0,723
Belgique-Luxembourg	1,535
Danemark	0,067
Espagne	3,397
Finlande	0,221
France	5,559
Grèce	0,276
Irlande	0,224
Italie	3,754
Pays-Bas	0,321
Portugal	0,239
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3,923
Suède	0,292
Etats-Unis d'Amérique	28,815
Fédération de Russie	1,149
Inde	0,450
Japon	11,694
Liban	0,003
Maroc	0,237
Norvège	0,022
Pakistan	0,715
République de Corée	8,830
République populaire démocratique de Corée	0,195
Slovaquie	0,334
Suisse	0,059
TOTAL	**100,000**

***/ Les parts sont exprimées en pourcentage du total des importations nettes de caoutchouc naturel pendant la période triennale 1991-1993.**

Annexe C

Coût estimatif du stock régulateur, calculé par le Président
de la Conférence des Nations Unies
sur le caoutchouc naturel, 1994

D'après le coût de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur existant d'environ 360 000 tonnes de 1982 à mars 1987 et d'environ 221 000 tonnes de 1990 à décembre 1994, le coût de l'acquisition et du fonctionnement d'un stock régulateur de 550 000 tonnes pourrait se calculer en multipliant ce chiffre par le prix de déclenchement inférieur et en ajoutant au résultat un montant équivalant à 30 % de ce prix.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO INTERNAZIONALE SULLA GOMMA NATURALE DEL 1994

PREAMBOLO

Le Parti contraenti

Richiamandosi la dichiarazione ed il programma di Azione relativi alla creazione di un nuovo ordine economico internazionale (*);

Riconoscendo in particolare l'importanza: delle risoluzioni 93(IV) e 124(V) e 155 (VI) relative al programma integrato per i prodotti di base; dell'Impegno di Cartagena e degli obiettivi pertinenti figuranti nello "Spirito di Cartagena", adottati dalla Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo,

Riconoscendo l'importanza della gomma naturale nell'economia dei membri, particolarmente per le esportazioni dei membri esportatori, e per il fabbisogno di quelli importatori,

Riconoscendo inoltre che la stabilizzazione dei prezzi della gomma naturale interessa i produttori, i consumatori ed i mercati del settore e che un accordo internazionale sulla gomma naturale può notevolmente contribuire all'espansione ed allo sviluppo dell'industria della gomma naturale a vantaggio dei produttori e dei consumatori,

HANNO DECISO QUANTO SEGUE:

CAPITOLO PRIMO - OBIETTIVI

Articolo primo

Obiettivi

1. Gli obiettivi dell'Accordo internazionale del 1994 sulla gomma naturale (di seguito denominato "il presente Accordo") alla luce della risoluzione 93 (IV), del "Nuovo partenariato per lo sviluppo: l'Impegno di Cartagena" e degli obiettivi pertinenti figuranti nello "Spirito di Cartagena", adottati dalla Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo. sono i seguenti:

a) equilibrare l'evoluzione dell'offerta e della domanda di gomma naturale, contribuendo ad attenuare le gravi difficoltà derivanti dalle eccedenze o dalla scarsità di gomma naturale;

----

*/ Risoluzioni dell'Assemblea generale, 3201 (S-VI) e 3202 (S-VI) del 1° maggio 1974.

b) rendere stabili le condizioni degli scambi di gomma naturale, evitando un'eccessiva fluttuazione dei prezzi, che nuoce agli interessi a lungo termine dei produttori e dei consumatori, e stabilizzando i prezzi senza provocare distorsioni nelle tendenze di mercato a lungo termine, nell'interesse dei produttori e dei consumatori;

c) contribuire a stabilizzare i proventi delle esportazioni di gomma naturale dei membri esportatori, e ad aumentare le loro entrate in base all'espansione del volume delle esportazioni di gomma naturale a prezzi equi e rimunerativi, contribuendo a fornire i necessari incentivi a favore di un tasso dinamico e crescente della produzione, nonché le risorse atte ad accelerare la crescita economica e lo sviluppo sociale;

d) cercare di ottenere un approvvigionamento adeguato di gomma naturale sufficiente per far fronte al fabbisogno dei paesi importatori a prezzi equi e ragionevoli nonché di migliorare la sicurezza e la continuità dell'offerta;

e) prendere le misure adeguate in caso di eccedenza o di scarsità di gomma naturale, per attenuare le eventuali difficoltà economiche dei membri;

f) cercare di espandere gli scambi internazionali e di migliorare l'accesso ai mercati per la gomma naturale ed i suoi prodotti trasformati;

g) migliorare la competitività della gomma naturale favorendo le ricerche e lo sviluppo sui problemi inerenti a questo prodotto;

h) promuovere l'espansione dell'economia della gomma naturale cercando di favorire e di migliorare le attività di trasformazione, commercializzazione e distribuzione del prodotto allo stato grezzo ;

i) favorire la cooperazione internazionale e le consultazioni sui problemi della domanda e dell'offerta,e facilitare la promozione ed il coordinamento dei programmi di ricerca,dei programmi di assistenza e di altri programmi nel settore della gomma naturale.

CAPITOLO II. DEFINIZIONI

Articolo 2
Definizioni

Ai fini del presente Accordo si intende per:

1. "Gomma naturale " l'elastomero non vulcanizzato, in forma solida oppure liquida, tratto dalla Hevea Brasiliensis o da qualsiasi altra pianta che il Consiglio possa designare a norma del presente Accordo;

2. "Parte contraente": un governo, oppure un organismo intergovernativo di cui all'articolo 5, che abbia aderito al presente Accordo a titolo provvisorio o definitivo;

3. "Membro": una parte contraente di cui alla definizione 2 del presente articolo;

4. "Membro esportatore": un membro che esporti gomma naturale ed abbia dichiarato di essere un membro esportatore, subordinatamente all'approvazione del Consiglio;

5. "Membro importatore": un membro che importi gomma naturale ed abbia dichiarato di essere un membro importatore, subordinatamente con riserva del consenso del Consiglio;

6. "Organizzazione" s'intende l'Organizzazione internazionale della gomma naturale di cui all'art.3;

7. "Consiglio" s'intende il Consiglio internazionale della gomma naturale di cui all'articolo 6;

8. "Voto speciale": un voto che richiede almeno due terzi dei voti dei membri esportatori presenti e votanti, e due terzi almeno dei membri importatori, contati separatamente, a condizione che essi siano espressi da almeno metà dei membri di ciascuna categoria presenti e votanti.

9. "Esportazioni di gomma naturale": qualsiasi tipo di gomma naturale che esca dal territorio doganale di uno Stato membro; e "importazione di gomma naturale": qualsiasi tipo di gomma naturale che sia messo in commercio nel territorio doganale di uno dei membri, a condizione che, ai sensi di questa definizione, qualora un membro comprenda piu territori doganali, i termini si riferiscano all'insieme dei territori doganali del membro stesso.

10. " Voto a maggioranza ripartita semplice": un voto che richieda piu della metà dei voti totali dei membri esportatori presenti e votanti e piu della metà dei voti totali dei membri importatori presenti e votanti, contati separatamente.

11. "Valute che si possono impiegare liberamente": il marco tedesco, il dollaro statunitense, il franco francese, la sterlina e lo yen giapponese;

12. "Anno finanziario ": il periodo compreso tra il 1° gennaio ed il 31 dicembre inclusivi.

13. " Entrata in vigore": la data in cui il presente Accordo entra in vigore a titolo provvisorio o definitivo in conformità dell'articolo 61;

14. "Tonnellata": una tonnellata metrica, vale a dire 1 000 Kg.,

15. "Centesimo malese o di Singapore": s'intende la media del sen di Malaysia et del cent di Singapore ai tassi di cambio correnti.

16. "Contributo netto di un Membro secondo una ponderazione temporale": i suoi contributi netti in contanti, ponderati per il numero di giorni in cui le parti costituenti del contributo netto in contanti sono rimaste a disposizione della scorta stabilizzatrice. Nel calcolare il numero di giorni, non saranno presi in considerazione ne il giorno in cui il contributo e stato ricevuto dall'Organizzazione, né il giorno di effettuazione del rimborso, né il giorno di scadenza del presente Accordo.

17. "Primo mese dichiarato" s'intende il mese civile di spedizione ufficialmente dichiarato all'Organizzazione da questo mercato per essere incluso nel prezzo indicatore giornaliero di mercato;

18. "Mercato commerciale ufficiale " s'intende un centro di commercio della gomma naturale in cui esiste un'associazione professionale per la gomma naturale o un organismo stabilizzatore in possesso dei seguenti requisiti:

a) l'atto costitutivo per iscritto che prevede le sanzioni che potrebbero essere prese contro i membri trasgressori;
b) le norme di qualifica, comprese le norme finanziarie, cui i membri si devono attenere;
c) contratti ufficiali scritti giuridicamente vincolanti;
d) un arbitrato con pieni obblighi giuridici per tutti i partecipanti al mercato;
e) la pubblicazione di prezzi ufficiali quotidiani per la gomma naturale.

CAPITOLO III. ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

Articolo 3
Istituzione, sede e struttura dell'Organizzazione internazionale della gomma naturale

1. L'Organizzazione internazionale della gomma naturale, istituita dall'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1979, continua ad esistere allo scopo di garantire l'attuazione delle disposizioni del presente accordo e di controllarne il funzionamento.

2. L'Organizzazione funziona per mezzo del Consiglio internazionale della gomma naturale, del suo direttore esecutivo e del restante personale, nonché degli altri organi istituiti dal presente accordo.

3. Fatta salva la condizione stabilita al paragrafo 4 del presente articolo, l'Organizzazione ha la propria sede a Kuala Lumpur a meno che il Consiglio non decida diversamente mediante un voto speciale.

4. La sede dell'Organizzazione sara comunque situata sul territorio di un membro.

Articolo 4
Membri dell'Organizzazione

1. Vi sono due categorie di membri dell'Organizzazione, vale a dire:

a) i membri esportatori; e
b) i membri importatori.

2. Il Consiglio determina i criteri relativi al cambiamento della categoria di appartenenza di un membro ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, in considerazione delle norme di cui agli articoli 24 e 27. Un membro che soddisfa tali criteri può cambiare la propria categoria di appartenenza previa approvazione del Consiglio con voto speciale.

3. Ogni parte contraente costituisce un membro singolo dell'Organizzazione.

Articolo 5
Partecipazione di organismi intergovernativi

1. Ogniqualvolta ricorrono nel presente accordo i termini "governo" o "governi", si intendono applicabili anche alla Comunità economica europea o qualsiasi altro organismo intergovernativo con responsabilità in materia di negoziazione, conclusione e applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi sulle materie prime. Analogamente, ogniqualvolta nel presente Accordo si fa riferimento alla firma, alla ratifica, all'accettazione o o all' approvazione, oppure alla notifica di applicazione provvisoria dell'Accordo, o all'adesione nel caso di tali organismi intergovernativi, si intende la firma, la ratifica,l'accettazione o l'approvazione, oppure la notifica di applicazione provvisoria, oppure l'adesione da parte di tali organismi intergovernativi.

2. In caso di voto su problemi che rientrano nella loro competenza, i suddetti organismi intergovernativi esercitano i diritti di voto con un numero di voti uguale al totale dei voti attribuiti ai rispettivi Stati membri, in conformità dell' l'articolo 14. In questo caso, gli Stati membri di tali organismi intergovernativi non possono esercitare il proprio diritto di voto individuale.

CAPITOLO IV - CONSIGLIO INTERNAZIONALE DELLA GOMMA NATURALE

Articolo 6
Composizione del Consiglio Internazionale della gomma naturale

1. La massima autorità dell'Organizzazione è costituita dal Consiglio internazionale della gomma naturale, formato da tutti i membri dell'Organizzazione.

2. Ciascun membro e rappresentato al Consiglio da un delegato e può designare sostituti e consiglieri che partecipino alle sessioni del Consiglio.

3. Un sostituto può essere autorizzato a deliberare ed a votare a nome del delegato durante l'assenza di quest'ultimo o in determinate circostanze.

Articolo 7
Poteri e funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri ed esegue o provvede all'esecuzione di tutte le funzioni necessarie per attuare le disposizioni del presente Accordo, mon non ha la facoltà, e non é da ritenersi autorizzato dai membri, a contrarre obblighi che esulino dalla portata del presente Accordo. In particolare esso non ha la capacità di contrarre prestiti, senza che tuttavia, questa disposizione limiti l'applicazione dell'articolo 41, ne puo stipulare un qualsiasi contratto di scambio commerciale per la gomma naturale, eccetto che per quanto previsto specificamente dall'articolo 30, par. 5. Nell'esercizio della sua capacità contrattuale, il Consiglio fa in modo che le condizioni del paragrafo 4 dell'articolo 48 siano portate mediante comunicazione scritta all'attenzione delle altre parti, ma l'eventuale omissione non invalida in se tali contratti, nè é da considerarsi una rinuncia a limitare in tal modo la responsabilità dei membri.

2. Il Consiglio approva, con voto speciale, i regolamenti necessari per l'esecuzione del presente Accordo, compatibili con le sue disposizioni, ed in particolare il proprio regolamento interno e quello relativo ai comitati di cui all'articolo 18, la disciplina in materia di gestione e di funzionamento della scorta stabilizzatrice, il regolamento finanziario dell'Organizzazione e lo statuto del personale. Nel suo regolamento interno, il Consiglio puo prevedere una procedura che gli consenta, senza riunirsi, di pronunciarsi su determinate questioni.

3. Ai fini del paragrafo 2 del presente articolo, nella sua prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio riesamina le norme ed i regolamenti istituiti a norma dell'accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987, e li approva con le modifiche ritenute opportune. In attesa di tale approvazione, valgono le norme ed i regolamenti istituiti a norma dell'accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987

4. Il Consiglio provvede a tenere gli archivi necessari per l'adempimento delle funzioni ad esso conferite dal presente accordo.

5. Il Consiglio pubblica una relazione annuale sull' attività dell'Organizzazione e comunica ogni altra informazione che ritenga opportuna.

Articolo 8
Delega dei poteri

1. Il Consiglio puo, con voto speciale, delegare ad ogni comitato istituito a norma dell'articolo 18, la facoltà di esercitare in parte o integralmente poteri che, in conformità con le disposizioni del presente accordo, non richiedono un voto speciale da parte del Consiglio. Nonostante la delega il Consiglio può in ogni momento discutere e deliberare su qualsiasi punto eventualmente delegato ad uno dei suoi comitati.

2. Il Consiglio puo, con voto speciale, revocare qualsiasi potere delegato ad un comitato.

Articolo 9
Cooperazione con altri organismi

1. Il Consiglio puo prendere le disposizioni che ritiene opportune in materia di consultazione o di cooperazione con le Nazioni Unite ed i suoi organi e istituti specializzati, nonché con gli altri organismi intergovernativi se del caso.
2. Il Consiglio puo anche prendere disposizioni per mantenere i contatti con le opportune organizzazioni internazionali non governative.

Articolo 10
Ammissione di osservatori

Il Consiglio puo invitare qualsiasi paese non membro, o qualsiasi organismo di cui all'articolo 9 a partecipare in qualità di osservatore alle riunioni del Consiglio o dei comitati istituiti a norma dell'articolo 18.

Articolo 11
Presidente e Vice-presidente del Consiglio

1. Il Consiglio elegge ogni anno il presidente ed il vice-presidente.

2. Il presidente ed il vice-presidente vengono eletti rispettivamente tra i rappresentanti dei membri esportatori e tra i rappresentanti dei membri importatori. La presidenza e la vice-presidenza si alterneranno ogni anno tra le due categorie di membri, a condizione, tuttavia che tale principio non impedisca la loro riconferma, in circostanze eccezionali, con voto speciale del Consiglio.

3. In caso di assenza temporanea il presidente viene sostitutio dal vicepresidente. In caso di assenza temporanea concomitante del presidente e del vicepresidente, o di assenza di uno dei due o di ambedue, il Consiglio può eleggere nuovi titolari di queste funzioni tra i rappresentanti dei membri esportatori e/o i rappresentanti dei membri importatori secondo il caso a titolo provvisorio oppure definitivo, conformemente alle necessità.

4. Né il Presidente, ne alcun altro funzionario dell'Ufficio di Presidenza che presiede una riunione del Consiglio possono votare nella riunione stessa. I diritti di voto del membro che egli rappresenta possono tuttavia essere esercitati conformemente alle disposizioni dell'articolo 6, paragrafo 3 o dell'articolo 15, paragrafi 2 e 3.

Articolo 12
Direttore esecutivo, vice direttore esecutivo, direttore dello scorta stabilizzatrice e altro personale

1. Il Consiglio, nomina con voto speciale, un direttore esecutivo, un vice direttore esecutivo ed un direttore della scorta stabilizzatrice.

2. Le condizioni relative alla nomina del direttore esecutivo, del vice direttore esecutivo e del direttore della scorta stabilizzatrice sono stabilite dal Consiglio.

3. Il direttore esecutivo e il principale funzionario amministrativo dell'Organizzazione ed e responsabile di fronte al Consiglio della gestione e del funzionamento del presente accordo, in conformità delle disposizioni del presente Accordo e delle decisioni del Consiglio.

4. Il vice direttore esecutivo e responsabile in qualunque momento di fronte al direttore esecutivo. Egli sostituisce il direttore esecutivo quando quest'ultimo,per qualsiasi motivo, e impossibilitato ad esercitare le sue funzioni, oppure se l'incarico di direttore esecutivo e temporaneamente vacante, nel qual caso e direttamente responsabile di fronte al Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento dell'Accordo. Il vice direttore esecutivo si occupa di tutti i problemi relativi all'Accordo.

5. Il direttore della scorta stabilizzatrice e responsabile di fronte al direttore esecutivo ed al Consiglio dell'esecuzione dei compiti che gli incombono ai sensi del presente Accordo,nonché dell'esecuzione di ogni altro compito che il Consiglio potrà affidargli. Il direttore della scorta stabilizzatrice e responsabile della gestione quotidiana della scorta stessa e informa il direttore esecutivo del funzionamento generale della scorta stabilizzatrice, in modo che quest'ultimo possa garantirne l'efficacia ai fini della realizzazione degli obiettivi del presente Accordo.

6. Il personale e nominato dal direttore esecutivo secondo le regole stabilite dal Consiglio. Il personale e' responsabile di fronte al Direttore esecutivo.

7. Il direttore esecutivo ed il restante personale, compreso il vice direttore esecutivo ed il direttore della scorta stabilizzatrice non devono avere interessi finanziari nell'industria o nel commercio della gomma naturale, o in attività commerciali affini.

7. Nell'esercizio delle loro funzioni, il direttore esecutivo, il vicedirettore esecutivo, il direttore della scorta stabilizzatrice ed il restante personale non sollecitano ne accettano istruzioni da alcun membro ne da alcuna autorità non appartenente al Consiglio o ad un comitato istituito a norma dell'articolo 18. Essi si astengono da ogni atto incompatibile con il loro statuto di funzionari internazionali responsabili unicamente di fronte al Consiglio. Tutti i membri debbono

rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del direttore esecutivo, del vice-direttore esecutivo, del direttore della scorta e degli altri funzionari e non cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro funzioni.

Articolo 13
Sessioni

1. Come regola generale, il Consiglio tiene una sessione regolare per semestre.

2. Oltre alle sessioni in circostanze espressamente stabilite nel presente Accordo, il Consiglio si riunisce in sessione speciale, per propria decisione oppure qualora ne facciano richiesta:

a) il presidente del Consiglio;
b) il direttore esecutivo;
c) la maggioranza dei membri esportatori;
d) la maggioranza dei membri importatori;
e) uno o piu membri esportatori che dispongano di almeno 200 voti, oppure
f) uno o piu membri importatori che dispongano di almeno 200 voti.

3. Le sessioni vengono tenute nella sede dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio, con voto speciale, non disponga altrimenti. Se, su invito di uno dei membri,il Consiglio non si riunisce nella sede dell'Organizzazione, detto membro deve pagare i costi supplementari sostenuti dal Consiglio.

4. I membri vengono avvertiti delle sessioni e dei relativi ordini del giorno dal direttore esecutivo, in consultazione con il presidente del Consiglio, con un preavviso di almeno 30 giorni, tranne in casi di emergenza, quando la comunicazione deve essere inviata con almeno dieci giorni di anticipo.

Articolo 14
Ripartizione dei voti

1. I membri esportatori ed i membri importatori dispongono rispettivamente di un totale di 1 000 voti.

2. Ciascun membro esportatore dispone di un voto iniziale su 1 000 da ripartire, tranne nel caso di un membro esportatore con esportazioni nette inferiori a 10 000 t annue. I voti rimanenti vengono ripartiti tra i membri esportatori per quanto possibile in proporzione al volume delle loro rispettive esportazioni nette di gomma naturale e per un periodo di cinque anni civili a decorrere dai sei anni civili precedenti alla ripartizione dei voti.

3. I voti dei membri importatori vengono nella misura del possibile ripartiti in proporzione alla media delle rispettive importazioni nette di gomma naturale nel periodo di tre anni civili, a decorrere dai quattro anni civili precedenti la

ripartizione dei voti. Ogni membro importatore tuttavia, riceve un voto anche se la propria quota proporzionale di importazioni nette non raggiunge un volume sufficiente da giustificare detta procedura.

4. Ai fini dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 27 relativi ai contributi dei membri importatori e dell'articolo 38, il Consiglio, nella sua prima sessione, elabora un quadro delle esportazioni nette dei membri esportatori, nonché un quadro delle importazioni nette dei membri importatori, soggetti a revisione annua in conformità del presente articolo.

5. Non vi sono voti frazionari.

6. Nella prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio ripartisce i voti per quell'anno, e tale ripartizione rimane in vigore fino alla prima sessione regolare dell'anno seguente, salvo quanto disposto dal paragrafo 7 del presente articolo. In seguito, il Consiglio ripartisce i voti per ciascun anno all'inizio della prima sessione regolare dell'anno. Detta ripartizione rimane in vigore fino alla prima sessione regolare dell'anno seguente, salvo quanto disposto dal paragrafo 7 del presente articolo.

7. Qualora intervenga un cambiamento della partecipazione all'Organizzazione, o qualora il diritto di voto di un membro sia sospeso o ripristinato a norma delle disposizioni del presente accordo, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti entro la categoria o le categorie interessate, in conformità del disposto del presente articolo.

8. Qualora l'esclusione, in virtù dell'articolo 65, oppure il recesso di un membro, in applicazione degli articoli 64 e 63, provochi una riduzione ad una percentuale inferiore all'80% della quota totale degli scambi dei membri restanti in una delle due categorie, il Consiglio si riunisce e decide in merito ai termini, alle condizioni ed al futuro del presente Accordo, considerando in particolare la necessità di mantenere un efficace funzionamento della scorta stabilizzatrice, senza imporre un eccessivo onere finanziario ai membri rimanenti.

Articolo 15
Procedura di voto

1. Ciascun membro dispone, per il voto, di tutti i voti che gli sono attribuiti in sede di Consiglio, e non e autorizzato a frazionarli

2. Con una notifica scritta al presidente del Consiglio, qualsiasi membro esportatore puo autorizzare un altro membro esportatore, e qualsiasi membro importatore puo autorizzare un altro membro importatore a rappresentare i suoi interessi ed a esercitare il suo diritto di voto in una sessione o in una riunione del Consiglio.

3. Un membro autorizzato da un altro membro ad utilizzare i voti di cui tale altro membro dispone deve utilizzare detti voti nelle forme autorizzate.

4. Se un membro si astiene, si considera che non ha utilizzato i suoi voti.Un membro presente che non vota e considerato astenuto.

Articolo 16
Quorum

1. Il quorum richiesto per ogni seduta del Consiglio e determinato dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, a condizione che i membri presenti detengano almeno due terzi dei voti totali delle rispettive categorie.

2. Qualora non si raggiunga il quorum in conformità del paragrafo 1 del presente articolo nel giorno stabilito per la riunione e nel giorno successivo, a decorrere dal terzo giorno e nei giorni successivi, il quroum e costituito dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, a condizione che detti membri detengano la maggioranza dei voti totali nelle rispettive categorie.

3. Ogni membro rappresentato in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 15 è considerato presente.

Articolo 17
Decisioni

1. Il Consiglio prende le proprie decisioni e formula le proprie raccomandazioni a maggioranza ripartita semplice, salvo disposizioni contrarie del presente Accordo.

2. Quando un membro si avvale delle disposizioni di cui all'articolo 15 ed il suo voto viene espresso in una riunione del Consiglio, ai sensi del paragrafo 1 di questo articolo, detto membro viene considerato presente e votante.

Articolo 18
Istituzione di comitati

1.Continuano ad esistere i seguenti comitati istituiti dall'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1979:

a) comitato di gestione;
b) comitato per il funzionamento della scorta stabilizzatrice
c) comitato per le statistiche;
d) comitato per le altre disposizioni.

Il Consiglio può anche istituire altri comitati mediante voto speciale.

2. Ogni comitato é responsabile di fronte al Consiglio. Il Consiglio, con voto speciale, determina la composizione ed i compiti di ogni comitato.

Articolo 19
Commissione di esperti

1. Il Consiglio può nominare una commissione di esperti scelti nel settore dell'industria e del commercio della gomma dei membri esportatori ed importatori.

2. Se questa commissione di esperti viene nominata, essa si mette a disposizione del Consiglio e dei comitati per esprimere pareri e fornire assistenza, in particolare sul funzionamento della scorta stabilizzatrice e sulle altre disposizioni di cui all'articolo 43.

3. Il Consiglio stabilisce la composizione, le funzioni ed il regolamento amministrativo della commissione.

CAPITOLO V- PRIVILEGI ED IMMUNITA'

Articolo 20
Privilegi ed immunità

1. L'Organizzazione e dotata di personalità giuridica, ed in particolare, ma ferme restando le disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 48, dispone della capacità di contrattare, acquistare ed alienare beni mobili ed immobili, nonché di stare in giudizio.

2. Lo statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del direttore esecutivo, del vicedirettore esecutivo, del direttore della scorta stabilizzatrice, del restante personale e degli esperti, nonché delle delegazioni dei membri, continuano ad essere regolati dall'Accordo di sede tra il governo ospite e l'Organizzazione firmato il 10 giugno 1987, a cui possono essere apportate le modifiche idonee a garantire il buon funzionamento del presente accordo.

3. Se la sede dell'Organizzazione e trasferita in un altro paese membro dell'Organizzazione, il governo di quest'ultimo provvederà a concludere al più presto un accordo di sede con l'Organizzazione, soggetto all'approvazione del Consiglio.

4. In attesa della conclusione dell'Accordo di sede di cui al paragrafo 3 del presente articolo, l'Organizzazione chiede al governo ospite di esonerare da ogni imposizione fiscale, entro i limiti della sua legislazione, gli emolumenti corrisposti dall'Organizzazione al proprio personale nonché gli averi, redditi ed altri beni dell'Organizzazione.

5. L'Organizzazione puo inoltre concludere, con uno o più altri governi, degli accordi che saranno soggetti all'approvazione del Consiglio, relativi ai privilegi ed alle immunità se del caso necessarie per la buona applicazione del presente accordo.

6. L'accordo di sede è indipendente dal presente accordo. Esso scade tuttavia alle seguenti condizioni:

a) per mutuo consenso del governo ospite e dell'Organizzazione;
b) qualora la sede dell'Organizzazione sia trasferita fuori dal territorio del governo ospite; oppure
c) qualora l'Organizzazione cessi di esistere.

CAPITOLO VI -CONTABILITA' E VERIFICA DEI CONTI

Articolo 21
Contabilità finanziaria

1. Per il funzionamento e la gestione del presente Accordo vengono istituiti due bilanci:

a) Il bilancio della scorta stabilizzatrice;

b) Il bilancio amministrativo.

2. Vengono iscritte nel bilancio della scorta stabilizzatrice le seguenti entrate e spese relative alla istituzione, al funzionamento ed alla gestione della scorta stabilizzatrice: i contributi versati da membri a norma dell'articolo 27,i ricavi delle vendite di scorte che formano la scorta stabilizzatrice o spese per acquisti di tali scorte; gli interessi sui depositi del bilancio della scorta stabilizzatrice;i costi relativi alle commissioni di acquisto e di vendita, all'immagazzinamento, al trasporto ed imballaggio, alla manutenzione e alla rotazione, e le spese assicurative. Tuttavia il Consiglio puo, con voto speciale, iscrivere nel bilancio della scorta stabilizzatrice qualsiasi altro tipo di entrata o spesa attribuibile a transazioni od operazioni connesse alla scorta stabilizzatrice.

3. Tutte le altre entrate e spese relative al funzionamento del presente accordo vengono iscritte nel bilancio amministrativo. Tali altre spese vengono normalmente coperte dai contributi dei membri valutati in conformità all'articolo 24.

4. L'Organizzazione non e responsabile delle spese delle delegazioni o degli osservatori inviati presso il Consiglio o qualsiasi comitato creato a norma dell'articolo 18.

Articolo 22
Modalità di pagamento

1. I pagamenti in contanti destinati al bilancio amministrativo o al bilancio della scorta stabilizzatrice devono essere effettuati in valute che si possono impiegare liberamente, oppure in valute convertibili sui principali mercati dei cambi esteri in altre impiegabili liberamente, e devono essere esenti da restrizioni di cambio.

Articolo 23
Revisione dei conti

1. Ogni esercizio finanziario,il Consiglio nomina dei revisori dei conti per verificare i libri contabili.

2. Un rendiconto del bilancio amministrativo dopo una revisione indipendente, viene presentato ai membri il prima possibile ma non oltre quattro mesi dopo la chiusura di ogni esercizio finanziario. Un rendiconto del bilancio della scorta

stabilizzatrice dopo una revisione indipendente viene presentato ai membri non prima di 60 giorni, ma non oltre quattro mesi dopo la chiusura di ogni esercizio finanziario. I rendiconti verificati del bilancio amministrativo e del bilancio della scorta stabilizzatrice sono sottoposti, nelle forme appropriate,all'approvazione del Consiglio nella sessione regolare successiva. In seguito viene pubblicato un sommario dei conti e del bilancio revisionati.

CAPITOLO VII. BILANCIO AMMINISTRATIVO

Articolo 24
Approvazione del bilancio preventivo amministrativo e fissazione dei contributi

1. Nella prima sessione dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Consiglio approva il bilancio preventivo per il periodo compreso tra la data di entrata in vigore ed il termine del primo anno finanziario. In seguito il Consíglio approva il bilancio preventivo amministrativo per il successivo anno finanziario nella seconda metà di ciascun anno finanziario. Il Consiglio stabilisce il contributo di ogni membro a tale bilancio in conformità del paragrafo 2 del presente articolo.

2. Il contributo di ciascun membro al bilancio preventivo amministrativo per ciascun anno finanziario deve rispettare la proporzione esistente tra il numero dei voti attribuiti al paese stesso al momento dell'approvazione del bilancio preventivo amministrativo per quell'anno finanziario ed il totale dei voti dei membri. Nella valutazione dei contributi i voti di ciascun membro devono essere calcolati indipendentemente dalla sospensione dei diritti di voto oppure dalla relativa nuova ripartizione dei voti.

3. Il Consiglio determina il contributo iniziale al bilancio preventivo amministrativo di ogni governo che diviene membro dell'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, ih base al numero dei voti attribuiti a tale governo ed al periodo che decorre dalla data di adesione fino al termine dell'anno finanziario corrente. I contributi richiesti agli altri membri per lo stesso anno finanziario rimangono tuttavia invariati.

Articolo 25
Pagamento dei contributi al bilancio preventivo amministrativo

1. I contributi al primo bilancio amministrativo devono essere pagati ad ad una data stabilita dal Consiglio nella sua prima sessione. I contributi ai successivi bilanci amministrativi scadranno al 28 febbraio di ciascun anno finanziario. Il contributo iniziale di un governo che aderisce all'accordo dopo l'entrata in vigore di quest'ultimo, valutato in conformità del paragrafo 3 dell'articolo 24, per l'anno finanziario in questione, scadrà 60 giorni dopo la data di adesione.

2. Se un membro non ha versato integralmente il proprio contributo al bilancio preventivo amministrativo entro due due mesi dalla scadenza in conformità del paragrafo 1 del presente articolo, il direttore esecutivo chiede al membro stesso di effettuare il

pagamento nel più breve tempo possibile. Se un membro non versa il proprio contributo entro due mesi dalla richiesta del direttore esecutivo, vengono sospesi i suoi diritti di voto nell'Organizzazione, salvo diversa deliberazione del Consiglio. Se, quattro mesi dopo detta richiesta da parte del direttore esecutivo, un membro non ha ancora pagato i propri contributi, tutti i suoi diritti a norma del presente accordo vengono sospesi dal Consiglio, salvo diversa deliberazione di quest'ultimo con voto speciale.

3. Per i contributi versati oltre il termine stabilito, il Consiglio applica una maggiorazione di mora calcolata in base al tasso d'interesse preferenziale del paese ospite a decorrere dalla data alla quale i contributi sono esigibili. Un membro può, su sua domanda, essere dispensato dal Consiglio dal pagamento di tale maggiorazione di mora fino al 31 marzo dello stesso anno finanziario se , in ragione delle sue leggi e dei suoi regolamenti interni, non é in grado di versare il suo contributo al bilancio amministrativo alla data in cui é esigibile, in conformità con il paragrafo 1 del presente articolo.

4. Un membro i cui diritti sono stati sospesi in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo, conserva l'obbligo, in particolare, di versare il suo contributo e di pagare tutti gli altri obblighi finanziari che gli spettano ai sensi del presente accordo.

CAPITOLO VIII - SCORTA STABILIZZATRICE

Articolo 26
Volume della scorta stabilizzatrice

Per realizzare gli obiettivi del presente accordo, viene creata una scorta stabilizzatrice internazionale con un volume globale di 550.000 t, compreso l'insieme delle scorte ancora detenute a norma dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987. Ai sensi del presente accordo, la scorta rappresenta l'unico strumento di intervento sul mercato ai fini della stabilizzazione dei prezzi. Essa comprende:

(a) una scorta stabilizzatrice normale di 400 000 t, e
(b) una scorta stabilizzatrice di emergenza di 150 000 t.

Articolo 27
Finanziamento della scorta stabilizzatrice

1. I membri si impegnano a finanziare il costo totale della scorta stabilizzatrice internazionale istituita in virtù dell'articolo 26, a condizione che le quote nel bilancio della scorta stabilizzatrice dell'accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987, detenute da quei membri di quello stesso accordo del 1987 che hanno aderito al presente accordo vengano riportate, con il consenso di ciascun membro, al bilancio della scorta stabilizzatrice a norma del presente accordo, conformemente alle procedure fissate a norma delle disposizioni

dell'articolo 40, paragrafo 3, dell'accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987.

2. il finanziamento della scorta stabilizzatrice normale e della scorta di emergenza viene equamente suddiviso tra le categorie dei membri esportatori ed importatori. I contributi dei membri al bilancio della scorta vengono calcolati secondo il numero dei voti loro attribuiti in sede di Consiglio, ad eccezione di quanto disposto ai paragrafi 3 e 4 del presente articolo.

3. Un membro importatore la cui quota di importazioni nette totali, secondo la tabella istituita dal Consiglio in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 14, e pari o inferiore allo 0,1% delle importazioni totali nette, contribuisce al bilancio della scorta nei seguenti modi:

(a) se la quota di importazioni nette totali di un membro e uguale o inferiore a 0,1% ma superiore a 0,05%, il suo contributo sara calcolato in base alla sua quota effettiva di importazioni nette totali;

(b) Se la quota di importazioni nette totali di un membro e uguale o inferiore a 0,05% ,il suo contributo viene valutato in base ad una quota di 0,05% delle importazioni nette totali.

4. Nel periodo in cui il presente accordo e in vigore provvisoriamente a norma del paragrafo 2 oppure della lettera b) del paragrafo 4 dell'articolo 61, l'impegno finanziario di ciascun membro esportatore o importatore nei confronti del bilancio della scorta stabilizzatrice non deve superare nel complesso il contributo del membro stesso, calcolato in base al numero di voti corrispondenti alle quote di percentuale, stabilite nelle tabelle redatte dal Consiglio in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 14, dei totali di 275 000 t che spettano rispettivamente alle categorie dei membri esportatori ed importatori. Quando l'accordo e in vigore a titolo provvisorio, gli obblighi finanziari dei membri devono essere suddivisi equamente tra le categorie degli importatori e degli esportatori. Ogni qualvolta l'impegno globale di una categoria sia superiore quello dell'altra, il maggiore dei due importi complessivi deve essere riportato a livello del minore riducendo i corrispondenti voti di ciascun membro proporzionalmente alle quote di voti derivate dalle tabelle stabilite dal Consiglio a norma del paragrafo 4 dell'articolo 14. In deroga alle disposizioni del presente paragrafo, e del paragrafo 1 dell'articolo 28, il contributo di un membro non può superare il 125% dell'importo del suo contributo totale, calcolato sulla base della quota del commercio mondiale quale risulta dall'allegato 1 o allegato B al presente accordo.

5. I costi totali della scorta stabilizzatrice normale e della scorta stabilizzatrice di emergenza di 550 000 t vengono finanziati con i contributi dei membri pagati in contanti al bilancio della scorta stabilizzatrice. Se del caso, detti contributi possono essere versati da opportune istituzioni dei membri interessati.

6. I costi totali della scorta stabilizzatrice internazionale di 550 000 t vengono pagati mediante prelievi sul conto della scorta stabilizzatrice e includono tutte le spese relative all'acquisto ed alla gestione della scorta stessa. Qualora il costo previsto di cui all'allegato C del presente accordo sia inferiore al costo totale relativo all'acquisto ed alla gestione della scorta, il Consiglio si riunisce e prende le disposizioni necessarie per chiedere i contributi necessari per coprire questi costi secondo le quote percentuali dei voti.

Articolo 28
Pagamento di contributi al bilancio della scorta stabilizzatrice

1. Viene versato un contributo iniziale in contanti al bilancio della scorta pari a 70 milioni di ringgit malesi. Questa somma, che rappresenta una riserva del capitale d'esercizio per le operazioni relative alla scorta stabilizzatrice, viene suddivisa fra tutti i membri secondo le loro quote percentuali di voti in applicazione dell'articolo 27, paragrafo 3, e diventa esigibile entro 60 giorni dalla prima sessione del Consiglio dopo l'entrata in vigore del presente accordo. Il contributo iniziale di un membro esigibile a norma del presente paragrafo viene versato in tutto o in parte, con il consenso del membro, mediante trasferimento della quota in contanti detenuta da quest'ultimo nel bilancio della scorta, in applicazione dell'accordo internazionale sulla gomma naturale del 1979.

2. Il direttore esecutivo puo richiedere i contributi in qualsiasi momento e indipendentemente dalle disposizioni contenute nel paragrafo 1 del presente articolo, a condizione che il direttore della scorta attesti che i detti fondi sono necessari per il bilancio della scorta nei successivi quattro mesi.

3. Un contributo richiesto deve essere pagato dai membri entro 60 giorni a decorrere dalla data della notifica. Su richiesta di un membro o di piu membri che rappresentano 200 voti nel Consiglio, quest'ultimo si riunisce in sessione speciale e puo modificare o disapprovare la richiesta in base ad una valutazione dei fondi necessari per far fronte al funzionamento della scorta nei successivi quattro mesi. Se il Consiglio non riesce a prendere una decisione, i membri devono pagare i contributi in conformità della notifica del direttore esecutivo.

4. I contributi richiesti per la scorta stabilizzatrice normale e per quella di emergenza vengono valutati al prezzo limite di azione minimo in vigore al momento in cui vengono richiesti detti contributi.

5. La richiesta di contributi destinati alla scorta di emergenza segue la seguente procedura:

(a) Al momento della revisione della scorta stabilizzatrice effettuata a 300 000 t, di cui all'articolo 31, il Consiglio adotta tutte le disposizioni di carattere finanziario e di altro tipo necessarie alla sollecita entrata in funzione della scorta stabilizzatrice di emergenza, compresa se del caso la richiesta di fondi;

(b) Se, con voto speciale in conformità con il paragrafo 2 dell'articolo 30, il Consiglio decide di fare intervenire la scorta stabilizzatrice d'emergenza, esso si accerta:

(i) che tutti i membri abbiano adottato tutte le disposizioni necessarie per finanziare la loro rispettiva quota nella scorta stabilizzatrice di emergenza; e

(ii) che l'intervento della scorta stabilizzatrice di emergenza sia stato richiesto e che essa e in grado di intervenire ai sensi dell'articolo 30.

Articolo 29
Gamma dei prezzi

1. Per le operazioni della scorta stabilizzatrice vengono fissati i seguenti prezzi:

(a) prezzo di riferimento;
(b) prezzo minimo di intervento;
(c) prezzo massimo di intervento;
(d) prezzo limite di azione minimo;
(e) prezzo limite di azione massimo,
(f) prezzo indicativo minimo, e
(g) prezzo indicativo massimo

2. Al momento dell'entrata in vigore del presente accordo, il prezzo di riferimento sara il prezzo di riferimento applicabile il 28 dicembre 1995.

3. Il prezzo d'intervento massimo ed il prezzo d'intervento minimo saranno rispettivamente calcolati ad un livello superiore ed inferiore al 15% del prezzo di riferimento, salvo diversa decisione del Consiglio con voto speciale.

4. Il prezzo limite di azione massimo e minimo verrà calcolato rispettivamente ad un livello superiore ed inferiore al 20% del prezzo di riferimento, a meno che il Consiglio non decida altrimenti con voto speciale.

5. I prezzi calcolati in conformità dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo vengono arrotondati alla frazione di centesimo.

6. Al momento dell'entrata in vigore del presente accordo, i prezzi indicativi minimi e massimi vengono stabiliti inizialmente a 157 e 270 centesimi malesi o di Singapore per chilogrammo, rispettivamente.

Articolo 30
Gestione della scorta stabilizzatrice

1. Se, rispetto alla gamma dei prezzi stabilita all'articolo 29, o successivamente riveduta in conformità degli articoli 31 e 39, il prezzo indicatore di mercato di cui all'articolo 32 :

(a) e pari o superiore al prezzo limite di azione massimo, il direttore della scorta stabilizzatrice deve difendere il prezzo

limite di azione massimo offrendo in vendita gomma naturale, finchè il prezzo indicatore di mercato non risulti inferiore al prezzo limite di azione massimo:

(b) supera il prezzo di intervento massimo, il direttore della scorta puo vendere gomma naturale, in difesa del prezzo limite di azione massimo;

(c) é pari al prezzo di intervento massimo o minimo, o ad un livello intermedio, il direttore della scorta stabilizzatrice non deve acquistare o vendere gomma naturale tranne che per far fronte alle responsabilità che gli incombono ai sensi dell'articolo 35 per la rotazione della scorta;

(d) é inferiore al prezzo di intervento minimo, il direttore della scorta puo acquistare gomma naturale in difesa del prezzo limite di azione minimo;

(e) e pari o inferiore al prezzo limite di azione minimo, il direttore della scorta stabilizzatrice deve difendere il prezzo limite di azione minimo offrendo di comprare gomma naturale finché il prezzo indicatore di mercato non superi il prezzo limite di azione minimo.

2. Quando le vendite o gli acquisti per la scorta stabilizzatrice raggiungono il livello di 400 000 t, il Consiglio decide, con voto speciale, sull'opportunità di rendere operante la scorta stabilizzatrice di emergenza alle seguenti condizioni:
(a) al prezzo limite di azione minimo o massimo, oppure
(b) ad ogni prezzo compreso tra il prezzo limite di azione minimo ed il prezzo indicativo minimo, oppure tra il prezzo limite di azione massimo ed il prezzo indicativo massimo.

3. Salvo diversa decisione del Consiglio formulata con voto speciale, a norma del paragrafo 2 del presente articolo, il direttore della scorta deve usare la scorta stabilizzatrice di emergenza per difendere il prezzo indicativo minimo rendendo operativa la scorta di emergenza quando il prezzo indicatore di mercato raggiunge un livello superiore a 2 centesimi malesi o di Singapore per chilogrammo al prezzo indicativo minimo, nonchè per difendere il prezzo indicativo massimo rendendo operativa la scorta stabilizzatrice di emergenza quando il prezzo indicatore di mercato si trova a d un livello inferiore di 2 centesimi malesi o di Singapore per chilogrammo al prezzo indicativo massimo.

4. Deve essere utilizzata la totalità di gomma naturale della scorta stabilizzatrice compresa la scorta stabilizzatrice normale e quella di emergenza per evitare che il prezzo indicatore di mercato scenda ad un livello inferiore al prezzo indicativo minimo o superi il prezzo indicativo massimo.

5. Gli acquisti e le vendite trattate dal direttore della scorta stabilizzatrice devono essere effettuati tramite i mercati commerciali ufficiali, ai prezzi correnti, e tutte le sue transazioni devono vertere sulla gomma naturale, concretamente disponibile per la spedizione al massimo un mese dopo la fine del primo mese di quotazione sul mercato in oggetto, o per la consegna su un mercato di consumo nel mese (o nei mesi) di

consegna che corrispondono di regola ai mesi di spedizione su detto mercato. Ai fini del funzionamento efficace della scorta stabilizzatrice, il Consiglio puo decidere per consenso di autorizzare il direttore della scorta stabilizzatrice a acquistare contratti a termine, di due mesi al massimo, alla condizione imprescindibile che le consegne siano effettuate alla scadenza.

6. Per facilitare la gestione della scorta stabilizzatrice il Consiglio istituisce filiali ed altri servizi dell'Ufficio del direttore della scorta stabilizzatrice, se necessario, sui mercati ufficiali della gomma e nelle sedi di magazzini riconosciuti.

7. Il direttore della scorta stabilizzatrice prepara un resoconto mensile sulle transazioni e sulla situazione finanziaria del bilancio della scorta stabilizzatrice. Trenta giorni dopo la fine di ogni mese, la relativa relazione sara trasmessa ai membri.

8. Le informazioni sulle transazioni relative alla scorta devono comprendere le quantità, i prezzi, i tipi, i livelli ed i mercati di tutte le operazioni, comprese le rotazioni effettuate. I dati sulla situazione finanziaria del bilancio della scorta, devono includere inoltre i tassi di interesse, i termini e le condizioni relative ai depositi, le valute trattate e le altre informazioni pertinenti sulle voci di cui al paragrafo 2 dell'articolo 21.

Articolo 31
Riesame e revisione della gamma dei prezzi

A. Prezzo di riferimento

1. L'esame e la revisione del prezzo di riferimento devono basarsi sulle tendenze di mercato e/o sulle variazioni nette della scorta stabilizzatrice, subordinatamente al paragrafo 2 del presente articolo. Immediatamente prima della la sessione del Consiglio dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, ed in seguito ogni 12 mesi, il direttore della scorta stabilizzatrice calcola il prezzo indicatore giornaliero medio di mercato per il semestre precedente e lo confronta con i prezzi d'intervento minimo e massimo. La data alla quale si procederà a detto calcolo e stabilita con almeno tre mesi di anticipo, salvo nel caso del primo riesame ed é immediatamente precedente ad una sessione del Consiglio.

(a) Se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione si trova al medesimo livello del prezzo d'intervento massimo o del prezzo d'intervento minimo, o se é compresa tra questi due prezzi, il prezzo di riferimento non deve essere modificato.

(b) Se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione si trova ad un livello inferiore al prezzo di intervento minimo, il prezzo di riferimento sara automaticamente diminuito del 5% rispetto al suo livello al momento della revisione e con effetto a

decorrere dal giorno successivo.Di regola il Consiglio si riunisce in tale giorno e prende atto della revisione. Il Consiglio può riesaminare il prezzo di riferimento e con voto speciale decidere di ridurlo di una percentuale piu elevata.

(c) Se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione e superiore al prezzo d'intervento massimo,il prezzo di riferimento sara aumentato automaticamente del 5% rispetto al suo livello al momento della revisione, e con effetto a decorrere dal giorno successivo.Di regola il Consiglio si riunisce in tale giorno e prende atto della revisione. Il Consiglio può riesaminare il prezzo di riferimento e con voto speciale decidere di ridurlo di una percentuale più elevata.

d) Tuttavia, nella prima sessione ordinaria tenuta dal consiglio dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, ogni revisione automatica in applicazione del capoverso b)o c) del paragrafo 1 dell'articolo 31 e del 4%

e) Ai fini del confronto, il prezzo di riferimento ed il prezzo indicatore giornaliero medio del mercato per il semestre precedente sono calcolati approssimativamente al secondo decimale.

2. Se, dopo l'ultima sessione regolare del Consiglio, si e verificata una variazione netta della scorta stabilizzatrice pari a 100 000 t, il direttore esecutivo convoca una sessione speciale del Consiglio per valutare la situazione. Il Consiglio, con voto speciale, puo decidere di prendere le misure adeguate, tra cui:
(a) sospensione delle operazioni relative alla scorta stabilizzatrice;
(b) modifica del tasso di acquisto o di vendita della scorta;
(c) revisione del prezzo di riferimento.

3. Se si sono verificati acquisti o vendite della scorta stabilizzatrice per un ammontare netto di 300 000 t a decorrere da: a) l'ultima revisione a norma del paragrafo 3 dell'articolo 31 dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987, (b) l'ultima revisione a norma del presente paragrafo, oppure (c) l'ultima revisione a norma del paragrafo 2 del presente articolo, con prevalenza per la situazione piu recente, il prezzo di riferimento deve essere diminuito o aumentato rispettivamente del 3% rispetto al livello del momento, a meno che il Consiglio con voto speciale decida di aumentarlo o di diminuirlo, a seconda dei casi, di una percentuale più elevata.

4. In deroga alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 29, nessun adeguamento del prezzo di riferimento deve essere tale da far sì che il prezzo limite di azioni oltrepassi il prezzo indicativo.

5. In deroga alle disposizioni dei paragrafi 1 e 3 dell'articolo 31, nessun adeguamento del prezzo di riferimento deve essere tale da far sì che il prezzo d'intervento oltrepassi il livello al quale viene mobilitata la scorta stabilizzatrice d'emergenza, secondo il paragrafo 3 dell'articolo 30.

B. Prezzi indicativi

6. Il Consiglio, con voto speciale, puo modificare i prezzi indicativi massimi e minimi durante le revisioni di cui alla presente sezione di questo articolo.

7. Il Consiglio provvede ad armonizzare qualsiasi revisione dei prezzi indicativi con l'evoluzione delle tendenze e della situazione del mercato. A questo proposito, il Consiglio deve prendere in considerazione le tendenze relative ai prezzi, al consumo, all'offerta, ai costi di produzione ed alle scorte di gomma naturale, nonchè la quantità di gomma naturale della scorta stabilizzâtrice e la situazione finanziaria del relativo bilancio.

8. I prezzi indicativi minimi e massimi sono soggetti a revisione nei seguenti casi;

(a) 24 mesi dopo l'ultimo esame a norma dell'articolo 31, paragrafo 7, lettera (a) dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987, oppure, qualora tale accordo entri in vigore dopo il 1° maggio 1996, nella prima sessione del Consiglio ai sensi del presente accordo, e successivamente, ad intervalli di 24 mesi;

(b) in circostanze eccezionali, su richiesta di uno o piu membri che rappresentino almeno 200 voti in sede di Consiglio, e

(c) quando il prezzo di riferimento e stato (i) ridotto dopo l'ultima revisione del prezzo indicativo minimo o l'entrata in vigore dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987 oppure (ii) aumentato dopo l'ultima revisione del prezzo indicativo massimo, o dopo l'entrata in vigore dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987, di una percentuale di almeno il 3% di cui al paragrafo 3 del presente articolo e di almeno il 5% di cui al paragrafo 1 del presente articolo, o di almeno la stessa percentuale in applicazione dei paragrafi 1,2 e/o 3 del presente articolo, a condizione che la media del prezzo indicatore di mercato giornaliero nei sessanta giorni successivi all'ultima revisione del prezzo di riferimento sia, rispettivamente, inferiore al prezzo di intervento minimo o superiore al prezzo di intervento massimo.

9. In deroga ai paragrafi da 6,7 e 8 del presente articolo, il prezzo indicativo massimo o minimo non viene aumentato se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione della gamma dei prezzi, in applicazione del presente articolo, é inferiore al prezzo di riferimento. Analogamente,il prezzo indicativo massimo o minimo non deve essere diminuito se la media dei prezzi indicatori di mercato giornalieri nel semestre precedente alla revisione della gamma dei prezzi, a norma del presente articolo, é superiore al prezzo di riferimento.

Articolo 32
Prezzo indicatore di mercato

1. Il prezzo indicatore di mercato giornaliero e costituito dalla media ponderata e composta- rappresentativa del mercato della gomma naturale - dei prezzı ufficiali gıornalieri come definiti dal Consiglio sulle pıazze di Kuala Lumpur, Londra, New York e Singapore e su tutti gli altri mercati commercıali ufficiali che ıl Consiglio potrà determinare. Inizialmente il prezzo indicatore di mercato gıornaliero é stabilito secondo ı prezzi del RSS 1, del RSS 3 e del TSR 20, ı cuı coefficienti di ponderazione devono essere calcolati secondo il rapporto 2:3:5. Tutte le quotazioni devono essere convertite ın valori fob porti di Malysia e Singapore nelle valute malesi e di Singapore.

2. La composızıone per tipo/qualità,i coefficienti di ponderazione, ıl metodo di calcolo del prezzo ındicatore giornaliero del mercato ed ıl numero di mercati sono soggetti a revısıone e possono essere modificati dal Consiglio con voto specıale affinché tale prezzo sıa rappresentativo del mercato della gomma naturale. Il Consiglio può decidere, con voto specıale, di ıncludere altri mercati commercıali ufficiali nel calcolo del prezzo ındicatore gıornaliero del mercato se tali mercati sono consıderati come aventi ınfluenza sul prezzo ınternazionale della gomma naturale.

3. Il prezzo indicatore di mercato e consıderato superıore, parı o ınferiore aı livelli di prezzo specıficati nel presente Accordo se la media dei prezzı ındicatori di mercato gıornalieri di mercato regıstrata negli ultimi cınque giornı di mercato é superıore, parı o ınferiore a detti livelli di prezzı.

Articolo 33
Composizione delle scorte stabilizzatrici

1. Nella prima sessıone dopo l'entrata ın vigore del presente accordo, il Consiglio deve definire i tipi ed i gradi rıconoscıuti a livello ınternazionale relativi aı fogli affumicati rigati nonché alle qualità di gomme specıfiche da inserıre nella scorta stabilizzatrice, a condizione che sıano soddisfatti ı seguenti crıteri;

(a) ı tipi ed ı gradi ınferiori di gomma naturale autorizzata da inserıre nella scorta stabilizzatrice, devono essere RSS 3 e TSR 20, e

(b) devono essere cıtati tutti ı tipi ed i gradi autorizzati in applicazione della lettera (a) del presente paragrafo, che rappresentano almeno il 3% degli scambi ınternazionali del precedente anno cıvile nel settore della gomma naturale.

2. Con voto specıale ıl Consiglio puo modificare detti criteri e/o tipi/gradi scelti, se necessarıo, a far sì che la composızıone della scorta stabilizzatrice corrısponda all'evoluzione della sıtuazione del mercato, agli obiettivi di stabilizzazione del presente Accordo, nonchè all'esigenza di mantenere ad un alto livello commercıale la qualità della scorta stabilizzatrice.

3. Nel promuovere gli obiettivi di stabilizzazione del presente Accordo, il direttore della scorta deve fare in modo che la composizione della scorta stabilizzatrice rifletta concretamente la struttura delle esportazioni e delle importazioni nel settore della gomma naturale.

4. Con voto speciale, il Consiglio può ordinare al direttore della scortastabilizzatrice di modificare la composizione della scorta stessa, se questa misura é necessaria ai fini della stabilizzazione dei prezzi.

Articolo 34
Ubicazione delle scorte che compongono la scorta stabilizzatrice

1. L'ubicazione delle scorte che compongono la scorta stabilizzatrice deve consentire un funzionamento economico ed efficiente sul piano commerciale. In base a questo principio, le scorte devono esser situate nel territorio dei membri esportatori ed importatori a meno che, con voto speciale, il Consiglio non decida altrimenti. La ripartizione della gomma naturale della scorta stabilizzatrice tra i membri deve essere effettuata compatibilmente con gli obiettivi di stabilizzazione del presente accordo, e con costi minimi.

2. Per mantenere un alto livello di qualità commerciale, le scorte stabilizzatrici devono essere depositate unicamente in magazzini approvati in base a criteri definiti dal Consiglio dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987 o modificati dal Consiglio ai sensi del presente Accordo.

3. Dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il Consiglio deve compilare ed approvare l'elenco dei magazzini, insieme alle norme necessarie per il loro impiego. Se necessario, il Consiglio può rivedere l'elenco di magazzini approvato dal Consiglio dell'Accordo internazionale sulla gomma naturale del 1987, nonché i criteri fissati dallo stesso Consiglio, e mantenerli in vigore oppure riesaminarli di conseguenza.

4. Il Consiglio deve inoltre rivedere periodicamente l'ubicazione delle scorte che compongono la scorta stabilizzatrice e, con un voto speciale, può incaricare il direttore della scorta stabilizzatrice di modificare l'ubicazione delle scorte stesse ai fini di un funzionamento economico ed efficiente sul piano commerciale.

Articolo 35
Mantenimento della qualità delle scorte che compongono la scorta stabilizzatrice

Il direttore della scorta stabilizzatrice si accerta che tutte le scorte che compongono la scorta stabilizzatrice siano acquistate e mantenute ad un alto livello commerciale di qualità. Pertanto egli deve provvedere al rinnovo della gomma naturale depositata nella scorta stabilizzatrice in misura necessaria per mantenere tali livelli, tenendo opportunamente conto del costo della rotazione, nonché della sua incidenza sulla stabilità del mercato. I costi della rotazione vengono iscritti nel bilancio della scorta stabilizzatrice.

Articolo 36
Limitazione o sospensione delle operazioni relative alla scorta stabilizzatrice

1- In deroga all'articolo 30, il Consiglio, se riunito in sessione può limitare o sospendere con voto speciale le operazioni della scorta stabilizzatrice, se ritiene che l'adempimento degli obblighi attribuiti da detto articolo al direttore della scorta non consente di raggiungere gli obiettivi del presente accordo.

2. Se il Consiglio non e riunito in sessione, il direttore esecutivo, previa consultazione del presidente può limitare o sospendere le operazioni della scorta stabilizzatrice, se ritiene che l'adempimento degli obblighi imposti dall'articolo 30 al direttore della scorta non consenta di raggiungere gli obiettivi del presente accordo.

3. Immediatamente dopo la decisione di limitare o di sospendere le operazioni della scorta stabilizzatrice in conformità del paragrafo 2 del presente articolo, il direttore esecutivo convoca una sessione del Consiglio per esaminare detta decisione. In deroga alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 13, il Consiglio si riunisce entro dieci giorni dalla data della restrizione o della sospensione, e con voto speciale, conferma o annulla detta restrizione o sospensione. Se il Consiglio non giunge ad una decisione durante questa sessione, le operazioni della scorta stabilizzatrice vengono riprese senza alcuna restrizione in virtù del presente articolo.

4. Finché resta in vigore una qualsiasi restrizione o sospensione delle operazioni della scorta stabilizzatrice decisa in conformità del presente articolo, il Consiglio rivede tale decisione ad intervalli non superiori a tre mesi. Se in una sessione dedicata a tale riesame, il Consiglio non conferma, con voto speciale, il proseguimento della restrizione o sospensione, o non perviene ad una decisione, le operazioni della scorta stabilizzatrice vengono riprese senza restrizioni.

Articolo 37
Penalità per il mancato pagamento dei contributi al bilancio della scorta stabilizzatrice

1. Qualora non adempia all'obbligo di contribuire al bilancio della scorta stabilizzatrice entro il giorno di scadenza dei contributi richiesti, un membro viene considerato in arretrato. Un membro in arretrato di 60 giorni e oltre, non viene considerato membro ai fini del voto sui problemi di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

2. In sede di Consiglio vengono sospesi i diritti di voto e di altro tipo di un membro in arretrato di 60 giorni e oltre, a norma del paragrafo 1 del presente articolo, salvo diversa decisione del Consiglio con voto speciale.

3. Un membro in arretrato di pagamento deve sostenere l'onere degli interessi calcolati al tasso preferenziale in vigore nel paese ospite a decorrere dall'ultimo giorno di scadenza dei

pagamenti. Gli altri membri importatori ed esportatori possono coprire gli arretrati su base volontaria.

4. Un membro non é considerato in arretrato di pagamento se il mancato versamento dei suoi contributi nella loro integralità deriva unicamente da fluttuazioni del tasso di cambio nei 60 giorni successivi alla chiamata di contributi. In questo caso, nessun interesse é applicato all'ammontare non pagato. Tuttavia la parte di contributi non versata dovrà essere pagata dal membro entro 60 giorni dopo il versamento.

5. Qualora venga effettuato il pagamento in arretrato con soddisfazione del Consiglio, vengono ripristinati i diritti di voto e di altro tipo del membro interessato. Se gli arretrati sono stati anticipati da altri membri, questi ultimi sono rimborsati integralmente.

Articolo 38
Adeguamento dei contributi al bilancio della scorta stabilizzatrice

1. Al momento della ripartizione dei voti nella prima sessione regolare di ogni anno finanziario, oppure ogni volta che si verifica un cambiamento dei membri dell'Organizzazione, il Consiglio provvede ad apportare i necessari adeguamenti al contributo di ciascun membro al bilancio della scorta stabilizzatrice, in applicazione delle disposizioni del presente articolo. Il direttore esecutivo deve quindi stabilire quanto segue:

(a) il contributo netto in contanti di ciascun membro, calcolato sottraendo i rimborsi dei contributi effettuatigli in conformità del paragrafo 2 del presente articolo, dalla somma di tutti i contributi pagati dal membro stesso a decorrere dall'entrata in vigore del presente Accordo;

(b) il totale netto delle richieste di contributi rappresentato dalla somma delle richieste consecutive, al quale viene sottratto il totale dei rimborsi effettuati a norma del paragrafo 2 del presente articolo.

(c) il contributo netto riveduto di ciascun membro, ottenuto dividendo il totale netto delle richieste di contributi tra i membri, in base alla quota di voti riveduta di ciascun membro (nell'ambito del totale dei voti in sede di Consiglio), in conformità dell'articolo 14, fatto salvo il paragrafo 3 dell'articolo 27, purché la quota di voti di ciascun membro ai fini del presente articolo venga calcolata indipendentemente dalla sospensione dei diritti di voto di un membro o dalla corrispondente ripartizione dei voti.

Quando il contributo netto in contanti di un membro supera il suo contributo netto riveduto, la differenza, al netto di eventuali interessi ancora da pagare sugli arretrati, gli viene rimborsata mediante prelievo sul bilancio della scorta stabilizzatrice. Quando invece il contributo netto in contanti e inferiore al contributo netto riveduto di un membro, quest'ultimo deve versare, sul bilancio della scorta

stabilizzatrice, la differenza maggiorata di eventuali interessi ancora da pagare su arretrati.

2. Se il Consiglio, in considerazione dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 28, riscontra un'eccedenza di contributi netti in contante rispetto ai fondi richiesti per finanziare le operazioni della scorta stabilizzatrice nei quattro mesi successivi, detti contributi netti in contanti eccedentari detratti quelli iniziali, devono essere rimborsati dal Consiglio, a meno che quest'ultimo non decida con voto speciale di non effettuare detto rimborso o di corrispondere un importo inferiore. Le quote dell'importo da rimborsare dovute ai membri sono proporzionali ai rispettivi contributi netti in contanti e al netto di eventuali interessi ancora da pagare sugli arretrati. Il contributo richiesto ai membri in arretrato viene ridotto in proporzione pari a quella del rimborso rispetto al totale di contributi netti in contanti.

3. Su richiesta di un membro, il rimborso cui ha diritto puo essere trattenuto nel bilancio della scorta stabilizzatrice. Se un membro decide di mantenere il proprio rimborso in bilancio, l'importo gli sara accreditato per eventuali contributi supplementari chiesti in conformità dell'articolo 28. L'importo accreditato trattenuto nel bilancio della scorta stabilizzatrice, su richiesta di un membro, frutta un interesse calcolato in base al tasso d'interesse medio applicato ai fondi del bilancio della scorta stabilizzatrice, con decorrenza dall'ultimo giorno in cui l'importo dovrebbe di regola venire rimborsato al membro in questione, fino al giorno precedente l'effettivo rimborso.

4. Il direttore esecutivo informa immediatamente i membri di eventuali pagamenti o rimborsi da effettuare a seguito di adeguamenti apportati in conformità dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo. Detti pagamenti da parte dei membri o i rimborsi ad essi dovuti, devono essere effettuati entro 60 giorni a decorrere dalla data di notifica inviata dal direttore esecutivo.

5. Qualora l'importo in contanti della scorta stabilizzatrice superi il valore totale dei contributi netti in contanti dei membri, tali fondi in eccedenza devono essere distribuiti alla scadenza del presente Accordo.

Articolo 39
Scorta stabilizzatrice e modifiche dei tassi di cambio

1. Qualora il tasso di cambio tra il ringgit malese/dollaro di Singapore e le valute dei principali esportatori ed importatori di gomma naturale cambi in modo tale da influenzare in modo significativo il funzionamento della scorta stabilizzatrice, il direttore esecutivo, a norma dell'articolo 36, oppure i membri in conformità dell'articolo 13, possono chiedere la convocazione di una sessione speciale del Consiglio. Il Consiglio si riunisce entro dieci giorni per confermare od annullare disposizioni gia adottate dal Direttore esecutivo in virtù dell'articolo 36 e può decidere con voto speciale di

prendere gli adeguati provvedimenti compresa la possibilità di rivedere la gamma dei prezzi, secondo i principi di cui alla prima frase dei paragrafi 1 e 6 dell'articolo 31.

2. Con voto speciale il Consiglio puo stabilire una procedura per determinare una variazione significativa nelle parità di dette valute, unicamente al fine di una tempestiva convocazione del Consiglio.

3. Qualora tra il ringgit malese e il dollaro di Singapore si verifichi una divergenza tale da influenzare in modo significativo il funzionamento della scorta stabilizzatrice, il Consiglio si riunisce per esaminare la situazione e considerare la possibilità di impiegare un'unica valuta.

<u>Articolo 40</u>
<u>Procedure di liquidazione relative al bilancio della scorta stabilizzatrice</u>

1. Al momento della scadenza del presente accordo, il direttore della scorta provvede a valutare il totale delle spese relative alla liquidazione o al trasferimento ad un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale, dell'attivo del bilancio della scorta stabilizzatrice, in conformità del presente articolo e riserva detto importo in un conto separato. Se il saldo e insufficiente, il direttore della scorta vende una quantità di gomma naturale della scorta stabilizzatrice, sufficiente a fornire la somma supplementare richiesta.

2. La quota di ogni membro nel bilancio della scorta stabilizzatrice viene calcolata come segue:

(a) il valore della scorta stabilizzatrice corrisponde al valore del quantitativo totale di gomma naturale di ciascun tipo/grado, calcolato in base al livello inferiore dei prezzi correnti dei rispettivi tipi/gradi registrati sui mercati di cui all'articolo 32 nei trenta giorni di mercato precedenti la data di scadenza del presente accordo;

(b) il valore del bilancio della scorta stabilizzatrice corrisponde al valore della scorta stessa, oltre al saldo in contanti alla data di scadenza del presente Accordo, al netto di ogni importo di riserva di cui al paragrafo 1 del presente articolo;

(c) il contributo netto in contanti di ogni membro corrisponde alla somma dei suoi contributi versati per la durata del presente accordo, al netto di tutti i rimborsi ricevuti a norma dell'articolo 38; gli interessi sugli arretrati versati in conformità all'articolo 37 paragrafo 3, non costituiscono un contributo al bilancio della scorta stabilizzatrice;

(d) se il valore del bilancio della scorta stabilizzatrice, é superiore o inferiore all'ammontare totale dei contributi netti in contanti, l'eccedenza deve essere distribuita tra i membri in proporzione alla quota del contributo netto di ciascun membro calcolata in base alla ponderazione temporale a norma del presente accordo. L'eventuale disavanzo deve essere distribuito fra i membri in proporzione al numero medio di voti

detenuto da ciascuno durante il suo periodo di partecipazione all'accordo. Nel valutare la quota di disavanzi a carico di ciascun membro, i voti di ciascuno devono essere calcolati indipendentemente dall'eventuale sospensione dei diritti di voto o dall'eventuale ridistribuzione dei voti ad essa conseguente;

(e) la quota di ciascun membro nel bilancio della scorta stabilizzatrice deve comprendere il contributo netto in contanti ridotto o aumentato delle proprie quote in disavanzo o in eccedenza nel bilancio della scorta stabilizzatrice, e diminuito del suo eventuale passivo dovuto ad interessi insoluti.

3. Se il presente Accordo viene immediatamente sostituito da un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale, il Consiglio, con voto speciale, approva le procedure necessarie per trasferire adeguatamente nel nuovo accordo, secondo le norme ivi contenute, le quote del bilancio della scorta stabilizzatrice dei membri che intendono partecipare al nuovo accordo. I membri che non desiderano partecipare al nuovo Accordo hanno diritto al rimborso della propria quota:

(a) dai fondi liquidi disponibili in proporzione alla loro quota percentuale sull'ammontare totale dei contributi netti in contanti al bilancio della scorta stabilizzatrice, entro tre mesi;

(b) dai proventi netti ottenuti dalla cessione delle scorte che compongo la scorta stabilizzatrice,per mezzo di normali vendite o di trasferimento al nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale a prezzi di mercato correnti, operazione da concludere entro dodici mesi; a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida di aumentare i pagamenti a norma della lettera (a) del presente paragrafo.

4. Se il presente Accordo scade senza essere sostituito da un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale dotato di una scorta stabilizzatrice, il Consiglio con voto speciale, approva le procedure volte a disciplinare una regolare cessione della scorta stabilizzatrice entro il periodo massimo di cui al paragrafo 6 dell'articolo 67, fatte salve le seguenti condizioni:

(a) non devono essere effettuati altri acquisti di gomma naturale;
(b) l'Organizzazione non deve sostenere nuove spese ad eccezione di quelle necessarie per esaurire la scorta stabilizzatrice,

5. Fatta salva la possibilità offerta ai membri di farsi rimborsare la propria quota in forma di gomma naturale in conformità al paragrafo 6 del presente articolo, l'eventuale saldo in contanti del bilancio della scorta stabilizzatrice deve essere immediatamente distribuito ai membri in proporzione alle rispettive quote, determinate ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo.

6. In sostituzione parziale o globale del pagamento in contanti, i membri possono scegliere di ritirare la propria quota nelle disponibilità di bilancio della scorta stabilizzatrice in forma di gomma naturale, secondo le procedure approvate dal Consiglio.

7. Il Consiglio approva le opportune procedure in materia di adeguamento e di rimborso delle quote dei membri nel bilancio della scorta stabilizzatrice. Detti adeguamenti intervengono nei seguenti casi:

(a) un'eventuale discrepanza tra il prezzo della gomma naturale di cui alla lettera (a) del paragrafo 2 del presente articolo e i prezzi ai quali la scorta stabilizzatrice é venduta in parte o globalmente, secondo le procedure relative alla cessione della scorta stessa;

(b) differenza tra le spese di liquidazione previste e quelle effettive.

8. Entro i trenta giorni successivi alle operazioni finali del bilancio della scorta stabilizzatrice, il Consiglio si riunisce per procedere alla liquidazione definitiva dei conti tra i membri entro i trenta giorni successivi.

CAPITOLO IX - RAPPORTI CON IL FONDO COMUNE PER I PRODOTTI DI BASE

Articolo 41

Relazioni con il Fondo comune per i prodotti di base

1. L'Organizzazione trae pienamente profitto dalle agevolazioni fornite dal Fondo comune per i prodotti di base.

2. Circa la realizzazione di qualsiasi progetto finanziato mediante il secondo bilancio del Fondo comune per i prodotti di base, l'Organizzazione,in quanto organismo internazionale del prodotto designato, non si assume alcun obbligo finanziario neppure a titolo di garanzie fornite dai membri o da altri enti. Né l'Organizzazione, né alcun membro per via della sua appartenenza all'Organizzazione, si assumono qualsivoglia responsabilità in ragione di mutui stipulati o di prestiti concessi da ogni altro membro o ente nell'ambito di tali progetti.

CAPITOLO X - DISPOSIZIONI IN MATERIA DI APPROVVIGIONAMENTO, DI ACCESSO AL MERCATO ED ALTRE

Articolo 42

Approvvigionamento e accesso al mercato

1. I membri esportatori si impegnano per quanto possibile ad attuare politiche e programmi in grado di salvaguardare per i consumatori la continua disponibilità degli approvvigionamenti di gomma naturale.

2. I membri importatori si impegnano per quanto possibile ad attuare politiche in grado di salvaguardare l'accesso ai loro mercati per la gomma naturale.

Articolo 43
Altri provvedimenti

1. Al fine di realizzare gli obiettivi del presente Accordo, il Consiglio individua e propone le opportune disposizioni e le tecniche volte a promuovere:

(a) lo sviluppo dell'economia della gomma naturale da parte dei membri produttori per mezzo dell'espansione e del miglioramento della produzione, della produttività e della commercializzazione, aumentando quindi i proventi dell'esportazione dei membri produttori e contemporaneamente migliorando la sicurezza degli approvvigionamenti. A questo scopo, il comitato per gli altri provvedimenti avvia analisi economiche e tecniche per definire:

(i) programmi di ricerca e di sviluppo nel settore della gomma naturale e progetti a vantaggio dei membri esportatori e importatori, compresa la ricerca scientifica in settori specifici;

(ii) programmi e progetti volti a migliorare la produttività dell'industria della gomma naturale;

(iii) mezzi per migliorare la qualità delle forniture di gomma naturale e per uniformare le norme qualitative e la presentazione del prodotto;

(iv) metodi per migliorare la trasformazione, la commercializzazione e la distribuzione della gomma naturale allo stato grezzo.

(b) lo sviluppo di forme di utilizzazione finale della gomma naturale.

A questo scopo, il Comitato per gli altri provvedimenti avvia le opportune analisi economiche e tecniche per definire i programmi ed i progetti atti a tradursi nell'individuazione di ulteriori e più avanzate forme di utilizzazione della gomma.

2. Il Consiglio esamina gli aspetti finanziari di dette disposizioni e tecniche e cerca di promuovere e facilitare l'apporto di adeguate risorse finanziarie, se del caso, da fonti quali le istituzioni finanziarie internazionali ed il secondo bilancio del Fondo comune per i prodotti di base.

3. Il Consiglio può accettare contributi volontari a sostegno dei progetti approvati per dare effetto al presente articolo. La gestione dei contributi finanziari é sottoposta alle regole stabilite in virtù di un voto speciale del Consiglio.

4. Se del caso, il Consiglio puo formulare raccomandazioni ai membri, alle istituzioni internazionali, nonché ad altre organizzazioni per promuovere l'attuazione di misure specifiche a norma del presente articolo.

5. Il Comitato per gli altri provvedimenti esamina periodicamente l'applicazione delle disposizioni che il Consiglio decide di promuovere e di raccomandare, e presenta al Consiglio la relativa relazione.

CAPITOLO XI - CONSULTAZIONI IN MATERIA DI POLITICA INTERNA

Articolo 44
Consultazioni

Su richiesta di uno dei membri, il Consiglio si consulta sulle politiche governative relative alla gomma naturale che hanno un'incidenza diretta sull'offerta o la domanda. Il Consiglio può sottoporre le proprie raccomandazioni all'esame dei membri.

CAPITOLO XII - STATISTICHE, STUDI E INFORMAZIONI

Articolo 45
Statistiche ed informazioni

1. Il Consiglio raccoglie, confronta e se del caso, pubblica le statistiche sulla gomma naturale e sui settori affini necessari al buon funzionamento del presente Accordo.

2. I membri forniscono al Consiglio sollecitamente e con la massima ampiezza i dati disponibili secondo gli specifici tipi e gradi sulla produzione, sul consumo e sugli scambi internazionali di gomma naturale.

3. Il Consiglio puo chiedere inoltre ai membri di fornire altre informazioni disponibili, comprese quelle su settori affini eventualmente necessarie al buon funzionamento del presente Accordo.

4. I membri devono fornire le suddette statistiche ed informazioni entro un termine ragionevole e con la massima ampiezza, compatibilmente con la rispettiva legislazione nazionale e con i mezzi per loro piu idonei.

5. Il Consiglio stabilisce stretti rapporti con le adeguate organizzazioni internazionali, compreso il Gruppo di studio internazionale sulla gomma naturale e con le borse di commercio per garantire la disponibilità di dati recenti e sicuri relativi a produzione, consumo, scorte, scambi internazionali e prezzi della gomma naturale nonché ad altri settori che influenzano la domanda e l'offerta del settore.

6. Il Consiglio cerca di evitare che le informazioni pubblicate possano pregiudicare il carattere riservato delle funzioni di persone o società che producono, trasformano o commercializzano la gomma naturale o prodotti affini.

Articolo 46
Valutazione annuale, stime e studi

1. Il Consiglio prepara una valutazione annuale sulla siutazione mondiale della gomma naturale e dei settori affini, alla luce delle informazioni fornite dai membri e da tutte le organizzazioni intergovernative e internazionali interessate.

2. Almeno una volta ogni sei mesi, il Consiglio valuta inoltre la produzione, il consumo, le esportazioni e le importazioni di

gomma naturale secondo gli specifici tipi e gradi per i sei mesi successivi e informa i membri delle stime effettuate.

3. Il Consiglio provvede (oppure prende le necessarie disposizioni in materia) ad effettuare studi sulle tendenze nei settori della produzione, del consumo, degli scambi, della commercializzazione e dei prezzi della gomma naturale nonché sui problemi a breve e a lungo termine dell'economia mondiale nel settore.

Articolo 47

Esame annuale

1. Il Consiglio effettua annualmente un esame del funzionamento del presente Accordo e della sua conformità all'intento ed gli obiettivi di detto Accordo. Può successivamente formulare raccomandazioni dirette ai membri per migliorare il funzionamento del presente Accordo.

CAPITOLO XIII - DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 48

Obblighi e responsabilità generali dei membri

1. Per tutta la durata del presente Accordo, i membri si adoperano e collaborano alla realizzazione degli obiettivi del presente Accordo e non prendono iniziative contrarie a detti obiettivi.

2. In particolare i membri tentano di migliorare le condizioni dell'economia della gomma naturale e di favorire la produzione e l'impiego di detto prodotto per promuovere la crescita e l' ammodernamento dell'economia del settore a vantaggio reciproco dei produttori e dei consumatori.

3. I membri accettano come vincolanti tutte le decisioni del Consiglio a norma del presente accordo e non mettono in atto disposizioni volte a limitare o a contrastare dette decisioni.

4. La responsabilità dei membri derivante dal funzionamento del presente accordo, sia essa nei confronti dell'Organizzazione o nei confronti di terzi, e limitata ai soli obblighi relativi ai contributi al bilancio preventivo amministrativo ed al finanziamento della scorta stabilizzatrice in applicazione dei capitoli VII e VIII del presente Accordo e di eventuali obblighi che possano essere assunti dal Consiglio a norma dell'articolo 41.

Articolo 49

Ostacoli agli scambi

1. Secondo la valutazione annuale della situazione mondiale della gomma naturale di cui all'articolo 46, il Consiglio individua gli ostacoli all'espansione degli scambi di gomma naturale allo stato grezzo, semilavorato o trasformato.

2. Ai fini del presente articolo, il Consiglio puo raccomandare ai membri di reperire, nelle adeguate organizzazioni internazionali, misure concrete e reciprocamente accettabili intese ad attenuare progressivamente detti ostacoli e quando

possibile, ad eliminarli completamente. Il Consiglio esamina periodicamente i risultati di dette raccomandazioni.

Articolo 50
Trasporto e strutture di mercato nel settore della gomma naturale

Il Consiglio dovrebbe incoraggiare e facilitare la promozione di tariffe di trasporto ragionevoli e eque, nonché il miglioramento del sistema dei trasporti, al fine di assicurare forniture regolari ai mercati e un risparmio sul costo dei prodotti commercializzati.

Articolo 51
Provvedimenti differenziali e riparatori

1. I membri in via di sviluppo importatori ed i paesi membri meno sviluppati, i cui interessi vengano pregiudicati dalle disposizioni prese a norma del presente Accordo, possono chiedere al Consiglio di attuare adeguati provvedimenti differenziali e riparatori. Il Consiglio prende in considerazione la possibilità di adottare detti provvedimenti in conformità dei paragrafi 3 e 4 della sezione III della risoluzione 93 (IV) della Conferenza delle Nazioni unite per il commercio e lo sviluppo.

Articolo 52
Esenzione dagli obblighi

1. Qualora sia necessario, in caso di circostanze eccezionali, o di forza maggiore non esplicitamente considerate nel presente Accordo, il Consiglio, con voto speciale, puo esentare un membro da un obbligo disposto dal presente accordo, se accetta la spiegazione del membro stesso sulle ragioni che gli impediscono di soddisfare detto obbligo.

2. Qualora conceda un'esenzione ad un membro a norma del paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio deve stabilirne chiaramente i termini, le condizioni ed il periodo di applicazione, oltre a fornire le ragioni per cui l'esenzione viene concessa.

Articolo 53
Norme di lavoro eque

I membri dichiarano di impegnarsi a mantenere le norme di lavoro intese a migliorare il tenore di vita dei lavoratori nei rispettivi settori della gomma naturale.

Articolo 54
Aspetti ecologici

I membri prenderanno in debita considerazione gli aspetti ecologici, come stabilito di comune accordo nella ottava sessione della Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo e nella Conferenza delle Nazioni Unite per l'ambiente e lo sviluppo del 1992.

CAPITOLO XIV - RICORSI E CONTROVERSIE

Articolo 55
Ricorsi

1. Qualsiasi ricorso contro un membro per mancato adempimento agli obblighi stabiliti dal presente Accordo e , su richiesta del membro autore del ricorso, deferito al Consiglio che, previa consultazione dei membri interessati, delibera in proposito.

2. Qualsiasi decisione da parte del Consiglio che attesti la violazione degli obblighi stabiliti dal presente accordo da parte di un membro deve specificare il carattere della violazione.

3. Ogni qualvolta , in seguito ad un ricorso o con altra procedura, il Consiglio concluda che un membro ha commesso un'infrazione al presente Accordo, esso puo prendere le seguenti disposizioni, con voto speciale, lasciando impregiudicati gli altri provvedimenti appositamente disposti in altri articoli del presente Accordo:

(a) sospendere i diritti di voto di detto membro in sede di Consiglio e, se lo ritiene necessario, sospendere gli altri diritti di detto membro, compresi quelli di occupare una carica in sede di Consiglio o nei comitati creati a norma dell'articolo 18 e di far parte di tali comitati finché non abbia adempiuto ai propri obblighi; oppure

(b) prendere la decisione prevista all'articolo 65, se la violazione pregiudica seriamente il funzionamento del presente Accordo.

Articolo 56
Controversie

1. Qualsiasi controversia sull'interpretazione o sull'applicazione del presente Accordo che non venga composta dai membri interessati, su richiesta di un membro parte della controversia, deve essere deferita al Consiglio per la decisione.

2. Qualora una controversia sia deferita al Consiglio a norma del paragrafo 1 del presente articolo, la maggioranza dei membri, con almeno un terzo del totale di voti, può domandare al Consiglio previo esame del caso e prima di comunicare la propria decisione, di chiedere per le questioni oggetto di controversia, il parere di una commissione consultiva costituita a norma del paragrafo 3 del presente articolo.

3. (a) Salvo decisione contraria del Consiglio, approvata con voto speciale, la commissione consultiva é composta di cinque persone secondo i seguenti criteri:

(i) due persone, di cui un esperto di problemi analoghi a quelli oggetto di controversia ed un esperto qualificato e avente esperienza in campo giuridico, nominate dai membri esportatori;

(ii) due persone con qualifiche analoghe nominate dai membri importatori;

(iii) un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone nominate ai sensi dei punti (i) e (ii) del presente paragrafo, oppure, in mancanza di un accordo, dal presidente del Consiglio;

(b) I cittadini dei membri e dei paesi terzi possono partecipare alla commissione consultiva;

(c) I membri della commissione consultiva devono agire a titolo personale e senza ricevere istruzioni da alcun governo;

(d) le spese della commissione consultiva sono a carico dell'Organizzazione.

4. Il parere della commissione consultiva con i relativi motivi viene sottoposto al Consiglio che, dopo aver considerato tutte le informazioni pertinenti, decide la controversia con voto speciale.

CAPITOLO XV - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 57
Firma

Dal 3 aprile 1995 al 28 dicembre 1995 compreso, il presente Accordo sara aperto presso la sede delle Nazioni Unite, alla firma dei governi invitati alla Conferenza delle Nazioni Unite sulla gomma naturale del 1994.

Articolo 58
Depositario

IL Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite viene designato depositario del presente Accordo.

Articolo 59
Ratifica, accettazione e approvazione

1. Il presente Accordo e sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione dei governi firmatari in conformità delle rispettive procedure costituzionali o istituzionali.

2. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione devono essere depositati presso il depositario non oltre il 1 gennaio 1997. Tuttavia il Consiglio può concedere una proroga ai governi firmatari che non siano in grado di depositare i propri strumenti entro tale data.

3. Al momento del deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, ciascun governo si qualifica come membro esportatore o importatore.

Articolo 60
Notifica di applicazione provvisoria

1. Un governo firmatario che intende ratificare, accettare o approvare il presente Accordo, oppure un governo per il quale il Consiglio ha stabilito le condizioni per l'adesione ma che non sia ancora in grado di depositare il proprio strumento, puo informare il depositario in qualsiasi momento della propria intenzione di applicare integralmente il presente accordo a titolo provvisorio al momento dell'entrata in vigore di quest'ultimo in conformità dell'articolo 61, oppure,se é già e in vigore,ad una data determinata.

2. In deroga al paragrafo 1 del presente articolo, un governo puo dichiarare nella notifica di applicazione provvisoria l'intenzione di applicare il presente accordo unicamente nei limiti delle proprie procedure costituzionali e/o legislative e delle sue leggi e regolamenti. Tuttavia detto governo deve adempiere tutti i suoi obblighi finanziari in base al presente Accordo. La qualità di membro provvisorio riconosciuta al governo che effettua detta notifica, sara valida solo per i dodici mesi successivi all'entrata in vigore provvisoria del presente Accordo, a meno che il Consiglio decida altrimenti in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 59.

Articolo 61
Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entra in vigore definitivamente il 29 dicembre 1995 o in qualsiasi data successiva se entro quel termine i governi che rappresentano almeno l'80% delle esportazioni nette secondo le disposizioni dell'allegato A del presente Accordo, ed i governi che rappresentano almeno l' 80% delle importazioni nette, secondo le disposizioni di cui all'allegato B del presente Accordo, hanno depositato i propri strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o hanno assunto integralmente gli impegni finanziari relativi al presente accordo.

2. Il presente Accordo entra in vigore a titolo provvisorio il 29 dicembre 1995 o comunque entro e non oltre il 1° gennaio 1997, se i governi che rappresentano almeno il 75% delle esportazioni nette, secondo le disposizioni di cui all'allegato A del presente accordo ed i governi che rappresentano almeno il 75% delle importazioni nette secondo le disposizioni di cui all'allegato B del presente Accordo, hanno depositato i propri strumenti di ratifica, accettazione o approvazione oppure hanno informato il depositario, in conformità del par. 1 dell'articolo 60, della propria intenzione di applicare il presente Accordo a titolo provvisorio ed assumere nella loro totalità gli impegni finanziari relativi all'Accordo. L'Accordo rimane in vigore provvisoriamente sino ad un massimo di 12 mesi, a meno che non entri in vigore definitivamente a norma

del paragrafo 1 del presente articolo, o che il Consiglio non decida altrimenti in conformità del paragrafo 4 del presente articolo.

3. Se, a norma del paragrafo 2 del presente articolo, il presente Accordo non entra in vigore provvisoriamente alla data del 1° gennaio 1997, il Segretario generale delle Nazioni Unite, nel più breve termine dopo quella data invita i governi che hanno depositato gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione oppure che gli hanno notificato l'intenzione di applicare il presente Accordo a titolo provvisorio, a riunirsi allo scopo di raccomandare eventualmente a tali governi di valutare se prendere o meno i provvedimenti del caso per mettere tra loro in vigore il presente Accordo, integralmente o parzialmente, a titolo provvisorio o definitivo. Se durante questa riunione non si raggiunge alcuna conclusione, il Segretario generale delle Nazioni Unite, se lo ritiene opportuno, puo convocare ulteriori riunioni.

4. Se, entro dodici mesi civili dall'entrata in vigore provvisoria del presente Accordo a norma del paragrafo 2 del presente articolo, non sono riunite le condizioni per l'entrata in vigore definitiva del presente Accordo a norma del paragrafo 1, non oltre un mese prima dello scadere del summenzionato periodo di dodici mesi, il Consiglio esamina il futuro del presente Accordo e, salvo quanto previsto dal paragrafo 1 del presente articolo, decide con voto speciale sulle seguenti possibilità:

(a) mettere definitivamente in vigore il presente Accordo tra i membri esistenti, integralmente o parzialmente;

(b) mantenere l'Accordo provvisoriamente in vigore tra i membri esistenti, integralmente o parzialmente per un altro anno; oppure

(c) negoziare nuovamente l'accordo.

Se il Consiglio non raggiunge alcuna decisione, il presente Accordo scade alla fine del periodo di dodici mesi. Il Consiglio informa il depositario di ogni decisione a norma del presente paragrafo.

5. Se un governo deposita i propri strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, quest'ultimo entra in vigore, per detto governo, alla data del deposito.

6. Il Direttore esecutivo dell'Organizzazione convoca la prima sessione del Consiglio al più presto dopo l'entrata in vigore del presente Accordo.

Articolo 62
Adesione

1. Possono aderire al presente accordo i governi di tutti gli Stati. L'adesione é subordinata alle condizioni che saranno fissate dal Consiglio, tra cui un limite di tempo per il deposito degli strumenti di adesione, il numero di voti attribuiti a ciascuno e gli obblighi finanziari. Tuttavia il Consiglio puo concedere una proroga ai governi che non siano in grado di depositare i propri strumenti di adesione entro il termine stabilito.

2. L'adesione si effettua con il deposito di uno strumento di adesione presso il depositario. Lo strumento di adesione specifica che il Governo accetta tutte le condizioni fissate dal Consiglio.

Articolo 63
Emendamenti

1. Il Consiglio, con voto speciale, puo raccomandare ai membri degli emendamenti al presente Accordo.

2. Il Consiglio stabilisce una data entro la quale i membri notificano al depositario la rispettiva accettazione dell'emendamento.

3. Un emendamento acquista efficacia novanta giorni dopo che il depositario ha ricevuto la notifica di accettazione da parte di almeno due terzi dei membri esportatori che dispongono come minimo dell'85% dei voti dei membri esportatori, e da parte di almeno due terzi di membri importatori che dispongono come minimo dell'85% dei voti dei membri importatori.

4. Dopo che il depositario ha informato il Consiglio che sono state soddisfatte le condizioni in base alle quali l'emendamento acquista efficacia, e in deroga alle disposizioni di cui al paragrafo 2 del presente articolo relative alla data stabilita dal Consiglio, un membro puo ancora notificare al depositario la propria accettazione dell'emendamento a condizione che detta notifica avvenga prima che acquisti efficacia l'emendamento stesso.

5. Un membro che non abbia notificato l'accettazione di un emendamento alla data in cui acquista efficacia l'emendamento stesso, cessa di essere parte contraente al presente Accordo a decorrere da tale data a meno che esso non abbia dimostrato al Consiglio l'impossibilità di comunicare la propria accettazione in tempo a causa di difficoltà emerse nell'espletamento delle procedure costituzionali o istituzionali e sempre che il Consiglio decida di prorogare per detto membro il termine per l'accettazione dell'emendamento. L'emendamento non sara vincolante per il suddetto membro fino a quando quest'ultimo non abbia notificato la sua accettazione.

6. Se alla data stabilita dal Consiglio in conformità del paragrafo 2 del presente articolo non sono soddisfatte le condizioni in base alle quali l'emendamento acquista efficacia, quest'ultimo deve considerarsi ritirato.

Articolo 64
Recesso

1. Un membro può recedere dal presente accordo in qualsiasi momento dopo l'entrata in vigore dell'Accordo stesso, informandone il depositario. Simultaneamente il membro comunica la propria decisione al Consiglio.

2. Un anno dopo che il depositario abbia ricevuto la sua notifica, il membro cessa di essere parte contraente del presente Accordo.

Articolo 65
Esclusione

Se il Consiglio ritiene che un membro abbia commesso un'infrazione agli obblighi derivanti dal presente Accordo e che tale inadempienza pregiudichi notevolmente il funzionamento del presente Accordo, può con voto speciale escludere detto membro dall'Accordo. Il Consiglio ne informa immediatamente il depositario. Un anno dopo la data della decisione del Consiglio, il membro cessa di essere parte contraente del presente Accordo.

Articolo 66
Liquidazione dei conti dei membri in caso di recesso o di esclusione, o dei membri che non sono in grado di accettare un emendamento

1. In conformità del presente articolo, il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di un membro che cessa di essere parte contraente del presente Accordo a causa dei seguenti motivi:

(a) non accettazione di un emendamento al presente Accordo in conformità dell' articolo 63;

(b) recesso del presente Accordo in virtù dell'articolo 64, oppure

(c) esclusione dal presente Accordo in conformità dell'articolo 65.

2. Il Consiglio trattiene le somme pagate al bilancio amministrativo da un membro che cessa di essere parte contraente del presente Accordo.

3. Il Consiglio in conformità dell'articolo 40, rimborsa la sua quota del bilancio della scorta stabilizzatrice ad un membro che cessa di essere parte contraente a causa della mancata accettazione di un emendamento del presente Accordo, oppure a causa di recesso o di esclusione, al netto della sua quota di eventuali eccedenze.

(a) Il rimborso ad un membro che cessa di essere parte contraente perché non può accettare un emendamento al presente Accordo e effettuato un anno dopo l'entrata in vigore dell'emendamento in questione.

(b) Il rimborso ad un membro che recede dall'Accordo e effettuato entro sessanta giorni a decorrere dalla data in cui il membro cessa di essere parte contraente, a meno che, in seguito a tale recesso, il Consiglio decida di porre fine al presente Accordo prima del rimborso, a norma del paragrafo 5 dell'articolo 67, ed in questo caso si applicano le disposizioni di cui all'articolo 40 e al paragrafo 6 dell'articolo 67.

(c) Il rimborso ad un membro che viene escluso e effettuato entro sessanta giorni dopo che il membro cessa di essere parte contraente del presente Accordo.

4. Qualora il bilancio della scorta stabilizzatrice non consenta di effettuare il pagamento in contanti dovuto a norma delle lettere (a), (b), o (c) del paragrafo 3 del presente articolo, senza pregiudicare la solvibilità del bilancio della scorta stabilizzatrice o procedere ad una richiesta di contributi supplementari da parte dei membri per coprire detti rimborsi, il rimborso e rinviato fino al momento in cui il quantitativo necessario di gomma naturale della scorta stabilizzatrice puo essere venduto ad un prezzo pari o superiore al prezzo d'intervento massimo. Qualora, prima della fine del periodo di un anno stabilito all'articolo 64, il Consiglio informi il membro che recede che il rimborso deve essere differito in conformità del presente paragrafo, il periodo di un anno tra la notifica dell'intento di recedere ed il recesso effettivo, puo essere prorogato su richiesta del membro interessato, fino al momento in cui il Consiglio informa detto membro che il rimborso della sua quota puo essere effettuato entro sessanta giorni.

5. Un membro che ha ricevuto un adeguato rimborso a norma del presente articolo non ha diritto ad alcuna quota del ricavo della liquidazione dell'Organizzazione. Ad esso non potrà peraltro venire imputato, dopo il pagamento del rimborso, alcuna quota dell'eventuale disavanzo dell'Organizzazione.

Articolo 67
Durata, proroga e cessazione del presente Accordo

1. Il presente Accordo rimane in vigore per un periodo di quattro anni a decorrere dalla data di entrata in vigore, a meno che non venga prorogato in virtù del paragrafo 3 del presente articolo, oppure risolto a norma del paragrafo 4 o del paragrafo 5 del medesimo.

2. Prima della scadenza del periodo di quattro anni di cui al paragrafo 1 del presente articolo, il Consiglio, con voto speciale, puo decidere di rinegoziare il presente Accordo.

3. Il Consiglio, con voto speciale, puo prorogare il presente accordo per un periodo o periodi non superiori complessivamente

a due anni, a decorrere dalla data di scadenza del periodo di quattro anni di cui al paragrafo 1 del presente articolo.

4. Se un nuovo accordo internazionale sulla gomma naturale viene negoziato ed entra in vigore durante il periodo di proroga del presente Accordo in virtù del paragrafo 3 di questo articolo, il presente Accordo, qualora sia stato prorogato, scade al momento dell'entrata in vigore del nuovo Accordo.

5. In qualsiasi momento, con voto speciale, il Consiglio può decidere di porre fine al presente Accordo con effetto a decorrere dalla data di sua scelta.

6. Nonostante la risoluzione dell'Accordo, il Consiglio continua ad esistere per un periodo non superiore a tre anni per procedere alla liquidazione dell'Organizzazione, ivi compresa la liquidazione dei conti e la cessione dell'attivo, in conformità del disposto dell'articolo 40, fatte salve le pertinenti decisioni da adottare con voto speciale, e durante tale periodo ha i poteri e le funzioni che possono essergli necessarie a tal fine.

7. Il Consiglio notifica al depositario ogni decisione presa a norma del presente articolo.

Articolo 68
Riserve

Nessuna delle disposizioni del presente Accordo puo costituire oggetto di riserve.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo alle date indicate.

FATTO a Ginevra, il diciassette di febbraio millenovecento novantacinque, i testi del presente Accordo redatti in arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo facenti egualmente fede.

ALLEGATO A

Quote dei singoli paesi esportatori nelle esportazioni globali nette dei paesi, fissate ai sensi dell'articolo 61

	Percentuale */
Bolivia	0.040
Camerun	0.867
Costa d'avorio	1.764
Indonesia	31.108
Malesia	27.971
Nigeria	2.946
Singapore	0.000
Sri Lanka	2.096
Tailandia	33.208
TOTALE	100.000

*/ Le quote sono espresse in percentuale rispetto alle esportazioni globali nette di gomma naturale nel quinquennio 1989-1993.

ALLEGATO B

Quote dei singoli paesi e gruppi di paesi importatori nelle importazioni globali nette dei paesi fissate ai sensi dell'articolo 61

	Percentuale */
Argentina	0.943
Cina	8.843
Colombia	0.700
Cuba	0.043
Comunità europea:	26.968
Austria	0.723
Belgio Lussemburgo	1.535
Danimarca	0.067
Finlandia	0.221
Francia	5.559
Germania	6.437
Grecia	0.276
Irlanda	0.224
Italia	3.754
Paesi Bassi	0.321
Portogallo	0.239
Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord	3.923
Spagna	3.397
Svezia	0.292
Federazione di Russia	1.149
Giappone	21.694
India	0.450
Libano	0.003
Marocco	0.237
Norvegia	0.022
Pakistan	0.715
Repubblica di Corea	8.830
Repubblica popolare democratica di Corea	0.195
Slovacchia	0.334
Stati Uniti d'America	28.815
Svizzera	0.059
TOTALE	100.000

*/ Le quote sono espresse in percentuale rispetto alle importazioni nette globali di gomma naturale nel triennio 1991-1993

ALLEGATO C

Costo preventivo della scorta stabilizzatrice secondo le valutazioni effettuate dal Presidente della Conferenza delle nazioni Unite sulla gomma naturale - 1994

In base al costo d'acquisto e di gestione della scorta stabilizzatrice attuale di circa 360.000 t dal 1982 fino a marzo 1987, e di circa 221 000 t dal 1990 fino a dicembre 1994, e possibile calcolare il costo di acquisto e di gestione di una scorta stabilizzatrice di 550.000 t moltiplicando questa cifra per il prezzo di azione limite minimo ed aggiungendo al risultato un importo equivalente al 30% di detto prezzo.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2619):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 4 novembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 gennaio 1997, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VIII e X.

Esaminato dalla III commissione il 26 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2478):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 9ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 24 settembre 1997.

Relazione scritta annunciata il 1° ottobre 1997 (atto n. 2478/*A* - relatore sen. BOCO).

Esaminato in aula e approvato il 7 ottobre 1997.

97G0396

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **360.**

Adesione del Governo della Repubblica italiana allo statuto del Gruppo internazionale di studio sulla gomma (IRSG) con sede in Londra, istituito il 9 agosto 1944.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Governo della Repubblica italiana aderisce allo statuto del Gruppo internazionale di studio sulla gomma (IRSG) con sede in Londra, istituito il 9 agosto 1944.

Art. 2.

1. È autorizzata la concessione al Gruppo di cui all'articolo 1 di un contributo di lire 55 milioni per l'anno 1996 e di lire 55 milioni annue a decorrere dal 1997.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 110 milioni nell'anno 1997 e in lire 55 milioni annue a decorrere dal 1998, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

International Rubber Study Group

Constitution,
Rules of Procedure
and
Headquarters Agreement
between the Group and the
Government of the United Kingdom

INTERNATIONAL RUBBER STUDY GROUP

The International Rubber Study Group was established in 1944 following the termination of the International Rubber Regulation Scheme that had operated from 1934.

The Group is an intergovernmental organisation with the status of a recognised international body in the United Kingdom, as formally established by a Headquarters Agreement with the United Kingdom Government, that defines the privileges and immunities enjoyed by the Group and its Secretariat.

The object of the Group is to provide a forum for the discussion of problems affecting the production and consumption of, and trade in, natural and synthetic rubbers and to collect and disseminate comprehensive statistical information on the world rubber industry.

The Group meets annually in an Assembly or Group Meeting, Assemblies normally alternating between producer and consumer member countries. If an invitation from a Member Government is not received, a Group Meeting is held in London. As well as representatives of Member Governments, industry advisers and other experts and observers attend the Annual Meeting.

The Group has established a Secretariat for the proper conduct of its work and appoints a Secretary-General as its executive head.

The Secretariat publishes regularly a Rubber Statistical Bulletin and an International Rubber Digest as well as reports of Proceedings of the Annual Meeting and International Rubber Forum. It also carries out and publishes studies on subjects of importance to the industry.

The Group may provide advice and issue recommendations, but these are not binding on Member Governments.

Contents

Constitution

Terms of Reference

1. Membership of the International Rubber Study Group shall be open to countries interested in the production or consumption of, or trade in, natural and synthetic rubbers.

2. Members shall contribute on an agreed basis the income required for the activities of the Group.

3. The headquarters of the Group shall be in London and the Group shall maintain there a Secretariat for conducting its work, primarily for the collection and dissemination of statistics.

4. The Group shall meet periodically at times and places convenient to members for the purposes of reviewing the statistical position and of discussing common problems of the rubber industry.

5. The Group shall make or commission such studies of the world rubber situation as it sees fit, paying regard particularly to the provision of comprehensive information on the supply and demand position and its probable development.

6. The Group shall consider measures designed to expand world consumption of rubber.

7. The Group shall consider how best to deal with any special difficulties of concern to members, and may submit reports and recommendations thereon.

8. Other governments and intergovernmental organizations which express an interest may be informed of the studies made and of the results of discussions as thought fit.

Obligations of Members

9. Members undertake in so far as possible to furnish the Secretariat with statistics concerning the production and consumption of, and trade in, rubber for their respective territories and with such other information as is pertinent to current estimates and future trends.

10. Of the approved annual budget, 60% shall be met by basic contributions as paid in equal amount by all Member Governments.

11. The balance of 40% of the approved budget shall be paid by Member Governments in proportion to their production or consumption (whichever is the larger) of new rubber in the calendar year previous to the financial year in question. Provided that if the absence of the necessary statistics makes it impossible to assess a contribution according to this rule, the

Executive Committee shall determine by the best information available the contribution to be paid and shall invite the Government concerned to agree to this assessment.

12. New members joining the Group during the course of a financial year shall contribute to the budget as follows:-

(i) from 1st July to 30th September, the full basic contribution; (ii) from 1st October to 31st December, three-quarters of the basic contribution; (iii) from 1st January to 31st March, one-half of the basic contribution; (iv) from 1st April to 30th June, one-quarter of the basic contribution.

13. All sums due from Member Governments shall be paid in their respective national currencies if convertible into United Kingdom currency; otherwise in United Kingdom currency.

14. Members with two years' contributions unpaid shall, unless the Group otherwise decides, cease to enjoy privileges of membership until arrears and contributions for the current year have been met.

Organization and Procedures

15. The Group shall meet at least once each calendar year and at such other times as the Executive Committee may determine.

16. The Group shall meet in London or such other place as it or the Executive Committee may decide on the invitation of a Member Government.

17. The Member Governments constituting the Group shall each appoint one representative who may be accompanied by advisers at any Group meeting.

18. If its representative is unable to be present at a meeting of the Group, any Member Government may be represented by an alternate.

19. The presence of a simple majority of Group members including at least three natural rubber producers and six consumers, including at least three synthetic rubber producers, shall be necessary to constitute a quorum at any meeting of the Group.

20. The officers of the Group shall comprise a Chairman, a Vice-Chairman and the Secretary-General.

21. The Chairman and Vice-Chairman shall be elected by the Group and shall hold office for two financial years of the Group; they shall be eligible for re-election. When in any calendar year the Group's annual meeting takes place after the 30th June, the current Chairman and Vice-Chairman shall continue to hold office until a new Chairman and Vice-Chairman shall be elected at the next meeting of the Group.

22. The Group shall appoint the Secretary-General who shall be the executive head of the Secretariat and shall be responsible to the Group and the Executive Committee for its work.

23. The Group shall appoint an Executive Committee which shall exercise such powers, for and on behalf of the Group, as the Group shall decide and delegate, and which is empowered to act on urgent matters in a manner consistent with the objectives and policies of the Group.

24. The Group may appoint such committees or advisory panels as may from time to time be deemed necessary and shall determine their membership and functions.

25. The Group shall authorise the preparation and publishing of such studies of the world rubber position and such other subjects as it sees fit.

26. An observer wishing to speak at a meeting of the Group shall inform the Chairman of his wish to speak prior to the session and the Chairman may, at his discretion, invite the observer to speak at an appropriate time. An observer may be invited by the Chairman at a meeting of the Group to take part in the work of any committee.

27. The Group may at any time amend or revise these Rules of Procedure

Finance Rules

28. The financial year shall run from the 1st July to the 30th June.

29. A banking account in the name of the Secretariat of the International Rubber Study Group shall be maintained in London.

30. The banking account shall be operated on cheques signed by (i) the Secretary-General, or (ii) in his absence by the Chairman or Vice-Chairman of the Group or of the Executive Committee, or (iii) in their absence by any other substantive member of the Executive Committee. Beyond a certain limit to be determined by the Executive Committee, the cheques will require two signatures.

31. The accounts of the Secretariat shall be kept by the Secretary-General.

32. All monies received shall promptly be deposited in the Bank. An imprest account shall be kept by the Secretary-General for petty cash payments and receipts to an amount as decided by the Executive Committee.

33. Auditors shall be appointed by the Group.

34. The Secretary-General shall circulate to all Member Governments as soon as possible after the end of the financial year an annual statement of accounts certified by the Chairman or Vice-Chairman, the Secretary-General and the auditors.

35. The Secretary-General shall be responsible for drawing up and submitting to the Executive Committee not later than the 31st March each year a provisional budget for the following financial year for approval by the Group. When in any calendar year the Group's annual meeting takes place after the 30th June, the provisional budget recommended for approval by the Executive Committee not later than the 31st March shall be circulated to Member Governments for comments and the Executive Committee shall be empowered to approve the budget for the ensuing year, taking into account any comments received from Member Governments.

36. The Secretary-General shall be responsible for submitting to Member Governments the approved budget and shall require payment of the total contribution due from each government as set out in the said budget.

37. The travelling and subsistence expenses of members attending meetings of the Group shall be borne by the respective Member Governments, and shall not be a charge on the funds of the Group.

Executive Committee

38. The Executive Committee shall consist of Member Governments who are elected at the Group's annual meeting. The Chairman and Vice-Chairman of the Group shall be members *ex officio*. All members of the Committee wishing to serve for a second or subsequent year shall submit to re-election at the annual meeting.

39. The presence of a simple majority including two natural rubber producers and two consumers (including at least one synthetic rubber producer) shall form a quorum.

40. The Chairman and the Vice-Chairman of the Committee shall be elected by the members of the Committee at the meeting of the Committee immediately following the annual meeting of the Group.

41. The Committee shall be responsible for:

(a) reviewing progress on action outstanding between Group meetings and giving, when necessary, further instructions thereon to the Secretary-General;

(b) considering such other matters as may arise between meetings of the Group, making such recommendations as may be appropriate (see paragraph 45 below), and, where necessary and urgent, taking such action as is consistent with the objectives and policies of the Group;

(c) exercising such supervision of the administrative and financial work of the Secretariat as may be required;

(d) recommending a budget for approval by the Group or, as by the provision of paragraph 35 above, approving a budget for the ensuing year;

(e) submitting to the Group's annual meeting a report on the activities since the previous annual meeting of the Group;

(f) undertaking such other work for and on its behalf as the Group may decide.

42. The Committee shall meet at times to be decided by its members or as may be convened by the Secretary-General and in any case within six months of the previous annual Group meeting.

43. All Member Governments shall receive the agenda of meetings of the Committee in advance and shall receive the Minutes of meetings when approved.

44. Any Member Government may, on request to the Chairman of the Committee, attend any meeting of the Committee for a particular item or the whole meeting.

45. All recommendations of the Committee shall be circulated to Member Governments of the Group by the Secretary-General before they are implemented, with sufficient time for objections to be raised by any member if so desired.

Statistical Committee

46. The Statistical Committee shall consist of all members of the Group who wish to serve on it, and it shall have the assistance of a Committee of Expert Rubber Statisticians which shall be appointed annually by the Group on the recommendation of the Statistical Committee.

47. The Committee shall elect its own Chairman who normally will also be Chairman of the Committee of Expert Rubber Statisticians and who shall hold office for one financial year and be eligible for re-election. When in any calendar year the Group's annual meeting takes place after the 30th June, the current Chairman shall continue to hold office until re-elected or a new Chairman is appointed at the next meeting of the Group.

48. The Committee shall be responsible for:

(i) reviewing and reporting on rubber supply/demand positions;
(ii) examining and reporting on any cognate subject referred to it by the Group.

49. The Committee shall not issue press releases unless approved by the Group at a meeting or at other times by the Executive Committee or by the Secretary-General.

The Secretary-General and the Secretariat

50. The Secretary-General shall be the executive head of the Secretariat and responsible to the Group for its work.

51. The detailed responsibilities of the Secretary-General on such matters as finance, appointment of personnel, etc., shall be decided by the Executive Committee subject to directive by the Group. In all such matters the Secretary-General is deemed to act as an agent for all members of the Group.

52. The Secretariat shall carry out all its work impartially, shall not publish previously unpublished material supplied by Member Governments without their prior approval, and shall not initiate discussions on policy questions.

53. The functions of the Secretariat are:-

(i) to provide the Group with the best possible information on statistics and on wider economic matters as these relate to rubber;
(ii) to provide a link between Member Governments on rubber matters between meetings of the Group;
(iii) to make the necessary preparations for meetings of the Group;
(iv) to maintain liaison with the other international organisations whose work is relevant and of interest to the work of the Group;
(v) to make such studies as the Group may direct in accordance with paragraphs 5 and 25.

Rules of Procedure

These amendments to the Rules of Procedure were adopted by the Group at the Meeting of Heads of Delegations held on 1st and 2nd March 1995 during the 36th Assembly of Nations in Tokyo, and became effective on 2nd March 1995.

1 Voting procedures

(a) Decisions at all Group, Executive Committee, and Committee meetings shall, whenever possible, be made by consensus without contrary votes, formal objections or reservations of position. Chairmen of meetings shall at all times strive to obtain consensus for all decisions, and where positions are reserved, sufficient time shall if at all possible be allowed for compromise and consensus to be achieved.

(b) If, in the opinion of the Chairman of the meeting there is no possibility of achieving consensus on any matter, it shall be put to a vote.

(c) Voting shall normally be conducted so as to maintain the maximum transparency in decision-making, and shall at the sole discretion of the Chairman of the meeting be by show of hands or by roll call. In exceptional circumstances the Chairman may, with the approval of a simple majority of those present and voting, decide that a secret ballot or a postal vote of the appropriate membership may be required.

(d) Decisions by vote shall, subject to the provisions of (e) below, normally be made by a simple majority of those present and voting, provided that a decision of the Group shall require an affirmative vote from at least three natural rubber producers and three rubber consumers, including two synthetic rubber producers, and that a decision of the Executive Committee shall require an affirmative vote from at least two natural rubber producers and two consumers, including one synthetic rubber producer.

(e) Decisions by vote concerning
- (i) approval or recommendation of the budget,
- (ii) relief of obligations, suspension of rights or exclusion of Member Governments,

shall require a two-thirds majority of those present and voting provided that an affirmative vote of a simple majority of natural rubber producers and of consumers counted separately shall be required.

(f) Decisions by vote concerning
- (i) revision or termination of the Headquarters Agreement,
- (ii) amendment of the Constitution or the Rules of Procedure,
- (iii) location of Headquarters,

shall be determined only by consensus.

(g) The Secretary-General may, with the consent of the Chairman of the Executive Committee, submit a proposal to a postal vote of the Executive Committee when an urgent decision is required. Members shall have the option of approval, disapproval or reference to the next meeting of the Executive Committee. Approval shall require affirmative votes as provided for in (d) and (e) above, except that if two natural rubber producers and two consumers (including one synthetic rubber producer) so require, the decision shall be deferred to the next meeting of the Executive Committee.

(h) The Chairman of the Executive Committee may, with the approval of a simple majority of the Executive Committee, refer any proposal to a postal vote of Members of the Group. Members of the Group shall have the option of approval, disapproval or reference to an Annual or Special Meeting of the Group. Approval shall require affirmative votes as provided for in (d) and (e) above, provided that if three natural rubber producers and three consumers (including two synthetic rubber producers) so require the decision shall be referred to an Annual or Special Group Meeting.

(i) The time period allowed for postal voting shall normally be 30 days from the date of posting, but in cases of extreme urgency a shorter period of not less than seven days may be approved by the Chairman of the Executive Committee.

2 Powers of the Executive Committee

Notwithstanding the powers conferred on it by Clauses 35 and 41 of the Constitution, the Executive Committee shall not be empowered to make decisions upon

(a) relief of Member Governments from obligations of membership,
(b) suspension of rights of Member Governments,
(c) exclusion of Member Governments,
(d) renegotiation, extension or termination of the Headquarters Agreement,
(e) amendment of the Constitution or the Rules of Procedure,
(f) location of Headquarters,
(g) appointment of the Secretary-General,

but may discuss all such matters with a view to making recommendations to Group Meetings.

3 Membership contributions

(a) Membership contributions shall be due on 1st July each year.

(b) If a Member Government has not paid its contribution in full by 1st December, the Secretary-General shall make an urgent request for immediate payment.

(c) If payment is not made in full by 1st February, the Secretary-General shall report the arrears to the Executive Committee which shall, unless in the particular circumstances it decides

otherwise, recommend to the Group the suspension of all voting rights of the Member Government.

(d) If payment is not made in full by 1st April, the Executive Committee shall, unless in the particular circumstances it decides otherwise, recommend to the Group the suspension of all Secretariat services to the Member Government.

(e) The recommendations required under (c) and (d) above may be submitted to the Group by postal ballot as provided for under paragraph 1(h) above.

(f) If a Member Government has not paid its contribution in full by the end of the financial year the value of the payment due shall be maintained by increasing it by the annual rate of inflation in the Headquarters country used in the calculation of the budget for each year for which the payment remains in arrears. The revised payment shall be calculated and notified to the Member Government by the Secretary-General at the end of each quarter of the financial year provided that this provision shall not apply to contributions due before 30 June 1995.

(g) No decision or action taken under the provisions of this clause shall prejudice the rights of the Member Government concerned to be represented at any Group Meeting at which the conditions of its membership are to be discussed, or to make representations to such meetings, nor shall such decisions or actions prevent or delay the consideration by the Group of suspension of the Member Government as provided under Clause 14 of the Constitution.

4 Re-admission to the Group

Any request for re-admission to the Group by a Government suspended under Clause 14 of the Constitution with outstanding financial obligations shall be considered by the Executive Committee with a view to reaching an agreement for the discharge of the financial obligations. Any such agreement shall be submitted to a Group Meeting for approval.

5 Withdrawal from the Group

Notice of withdrawal by a Member Government shall be delivered in writing to the Secretary-General by 1st February to be effective on 30th June and Member Governments giving notice after 1st February shall be liable for the Membership Contribution for the next ensuing financial year, except where the decision to withdraw is consequent upon changes to the Constitution or Rules of Procedure unacceptable to the Member Government, whereupon the requirements for notice and financial liability shall be waived. Any such notice of withdrawal shall be communicated by the Secretary-General to other Member Governments as soon as possible after its receipt.

6 Appointment and terms of reference of auditors

(a) The appointment of auditors under Clause 33 of the Constitution shall be made on the recommendation of the Secretary-General who shall, in consultation with the Chairman of the Executive Committee, be responsible for monitoring the performance of the auditors and inviting, at least every four years, competitive tenders from legally qualified auditing companies.

(b) The terms of appointment of the auditors shall be determined annually by the Executive Committee bearing in mind the need to review the efficiency of the administration and management of the Secretariat at appropriate intervals.

7 Annual Assembly

(a) The Secretary-General shall provide in the budget a sum sufficient to hold a Group Meeting in London.

(b) When the Group holds an Assembly at the invitation of a Member Government, the host Government shall undertake to meet all costs borne by the Secretariat in connection with the Assembly in excess of the budgetary provision.

(c) Where the expenses incurred by the Secretariat in connection with the Assembly are less than the amount provided in the budget, the balance shall be credited to the Operating Fund.

8 Economic Committee

(a) The Group shall establish an Economic Committee which shall meet at every Assembly and Group Meeting. It shall comprise all Members of the Group who wish to serve on it, and shall have the assistance of an Industry Advisory Panel.

(b) The Chairman of the Economic Committee, who shall be a named individual, shall be elected by the Committee from among its members for a term of two years.

(c) The function of the Committee shall be to agree, monitor and review the economic and techno-economic items on the Secretariat Work Programme and to make recommendations to the Group concerning the initiation, continuation and publication of papers prepared in the Work Programme.

(d) In its consideration of the Work Programme the Economic Committee shall take account of any views and recommendations made to it by the Industry Advisory Panel.

9 Industry Advisory Panel

(a) The Economic Committee shall establish an Industry Advisory Panel to provide a channel of communication with and input from all sides of the rubber sector, including industry, commerce, academy, research and technology, concerning the direction and content of the Secretariat Work Programme, and to make comments and recommendations thereon to the Economic Committee.

(b) The Chairman of the Industry Advisory Panel shall be the Secretary-General.

(c) Members of the Industry Advisory Panel shall be recommended to the Economic Committee by the Secretariat and the Panel members, bearing in mind the need to involve a wide cross-section of interests and the availability of members to participate in meetings. An agreed list of members shall be submitted by the Panel to every meeting of the Economic Committee for approval.

(d) The Industry Advisory Panel shall meet immediately before every Assembly and Group Meeting and to such other times as may be agreed by the Executive Committee to

- (i) discuss the economic and techno-economic factors affecting the elastomer industry, and its future development,
- (ii) review and discuss the progress of the Secretariat Work Programme and to make recommendations for the inclusion of items in the Programme,
- (iii) review and monitor the progress of projects funded by the Common Fund for Commodities or other bodies, and to review new proposals for submission for funding,
- (iv) make reports and recommendations as considered appropriate to the Economic Committee.

(e) Members of the Industry Advisory Panel shall entitled to free attendance at the International Rubber Forum if they attend the Panel meeting immediately before the Forum

10 Panel of Associates

(a) The Secretary-General shall establish a Panel of Associates to encourage interaction between industry and the Secretariat. Membership shall be available to any company or organization with an interest in the rubber industry on payment of the appropriate annual membership fee.

(b) The annual membership fee shall be approved annually by the Executive Committee, and shall be fixed with regard to the benefits of membership with an appropriate differential between companies/organizations based in Member and non-Member countries.

(c) Members of the Panel of Associates shall be entitled to the following benefits:

(i) free subscription to the Rubber Statistical Bulletin and International Rubber Digest,
(ii) free copies of all Secretariat papers arising from the Work Programme,
(iii) free access of all Secretariat's information data base and to information from the Secretariat staff provided that the provision of this information is within the normal workload of the staff concerned,
(iv) one free place at every International Rubber Forum,
(v) an invitation for one person to attend meetings if the Committee of Expert Rubber Statisticians and the Industry Advisory Panel, provided that the cost of attendance is borne by the Panel Member.

(d) Entitlement to the benefits of Membership of the Panel of Associates shall be forfeited if the annual fee is not paid within six months of the anniversary of membership, and papers and reports shall not be provided until the membership fee is paid.

HEADQUARTERS AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE INTERNATIONAL RUBBER STUDY GROUP

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the International Rubber Study Group;

Desiring to define the status, privileges and immunities of the Group and persons connected with it;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

Use of terms

For the purpose of this Agreement:

(a) "Group" means the International Rubber Study Group;

(b) "Government" means the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

(c) "representatives" means representatives of members of the Group and in each case means heads of delegations and alternates;

(d) "premises of the Group" means the buildings or parts of buildings and the land ancillary thereto used for the official purposes of the Group;

(e) "official activities of the Group" includes its administrative activities and those undertaken pursuant to its Terms of Reference in force at any one time; and

(f) "staff member" means the Secretary-General and all persons appointed or recruited for full-time employment with the Group and subject to its staff regulations, other than experts, persons in the domestic service of the Group and persons recruited locally and assigned to hourly rates of pay.

ARTICLE 2

Interpretation

This Agreement shall be interpreted in the light of the primary objective of enabling the Group at its Headquarters in the United Kingdom fully and efficiently to discharge its responsibilities and fulfil its purposes and functions.

Legal personality

The Group shall have legal personality. It shall in particular have the capacity to contract, to acquire and dispose of movable and immovable property and to institute legal proceedings.

ARTICLE 4

Inviolability of archives

(1) The archives of the Group shall be inviolable. The term "archives" includes all records, correspondence, documents, manuscripts, photographs, films and recordings belonging to or held by the Group and to all information contained therein.

(2) The location of the archives shall be made known to the Government by the Secretary-General who shall also inform the Government of any change in their location.

ARTICLE 5

Immunity from Jurisdiction

(1) Within the scope of its official activities, the Group shall have immunity from jurisdiction and execution except:

(a) to the extent that the Group waives it in a particular case. The group shall be deemed to have waived its immunity if, after receiving a request for waiver of immunity in a particular case by either another party to the proceedings or by the person or body before which the proceedings are pending, the Group has not given notice, within 15 days of receipt, that it does not waive such immunity;

(b) in respect of a civil action by a third party for damage arising from an accident caused by a motor vehicle belonging to or operated on behalf of the Group or in respect of a motor traffic offence involving such a vehicle;

(c) in respect of an enforcement of an arbitration award made under either Article 19 or Article 20 of this Agreement; and

(d) in the event of the attachment pursuant to the order of the court of law, of the salaries, wages or other emoluments owed by the Group to an officer of the Group.

(2) Subject to paragraph (1) of this Article, the Group's property and assets wherever situated shall be immune from any form of administrative or provisional judicial constraint such as requisition, confiscation, expropriation or attachment, except insofar as may be temporarily necessary in connection with the prevention of, and investigation into, accidents involving motor vehicles belonging to, or operated on behalf of, the Group.

ARTICLE 6

Flag and emblem

The Group shall be entitled to display its flag and emblem on the premises and means of transport of the Group and of the Secretary-General.

ARTICLE 7

Exemption from taxes

(1) Within the scope of its official activities, the Group and its property and income shall be exempt from all direct taxes. Direct taxes include income tax, capital gains tax, corporation tax and municipal rates levied on the premises of the Group with the exception of the proportion which, as in the case of diplomatic missions, represents payments for specific services rendered. Municipal rates shall in the first instance be paid by the Government and the proportion which represents payments for specific services rendered shall be recovered by them from the Group.

(2) The Group shall be accorded a refund of car tax and value added tax paid on the purchase of new motor cars of United Kingdom manufacture, and, where it is readily identifiable, value added tax paid on the supply of goods or services of substantial value, necessary for the official activities of the Group. In this connection it is envisaged that claims for refund will be made only in respect of goods or services supplied on a recurring basis or involving considerable quantities of goods or involving considerable expenditure such as the furnishing of the premises of the Group. No refund shall be made in respect of any claim for goods or services where the value of the goods or services does not amount in the aggregate to £100 sterling or more.

ARTICLE 8

Exemption from customs duties

(1) Goods whose import or export by the Group is necessary for the exercise of its official activities shall be exempt from all customs duties and other charges (except mere payments for services) and from all prohibitions and restrictions on import or export.

(2) The Group shall be accorded a refund of the customs duty and value added tax paid on the importation of hydrocarbon oils purchased by it and necessary for the exercise of its official activities.

ARTICLE 9

Exemption from taxes and duties

Exemption in respect of taxes or duties under Article 7 or Article 8 of this Agreement shall not be granted in respect of goods or services which may be purchased or imported for the personal benefit of a staff member of the Group.

ARTICLE 10

Re-Sale

Goods which have been acquired under Article 7 or imported under Article 8 of this Agreement shall not be given away, sold, hired out or otherwise disposed of unless the appropriate authorities have been notified in advance and any necessary duties and taxes paid.

ARTICLE 11

Funds, currency and securities

The Group may receive, acquire, hold and dispose of freely any kinds of funds, currencies or securities.

ARTICLE 12

Circulation of publications

The circulation of publications and other information material sent by or to the Group within the scope of its official activities shall not be restricted in any way.

ARTICLE 13

Representatives

(1) Representatives shall enjoy, while exercising their functions and in the course of their journeys to and from the place of meeting, the following privileges and immunities:

(a) immunity from jurisdiction (even after the termination of their mission) in respect of acts, including words written or spoken, done by them in the exercise of their functions; this immunity shall not however apply in the case of a motor offence committed by a representative nor in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by him;

(b) inviolability for all their official papers and documents;

(c) exemption for themselves and their spouses from all measures restricting entry, from charges for visas and from registration formalities for the purpose of immigration control; and

(d) unless they are residents of the United Kingdom for the purpose of exchange control, the same exchange control treatment as is accorded to diplomatic agents.

(2) The provisions of the preceding paragraph shall be applicable irrespective of the relations existing between the Governments which the persons referred to represent and the Government of the United Kingdom and are without prejudice to any special immunities to which such persons may be entitled.

(3) The privileges and immunities described in paragraph (1) of this Article shall not be accorded to any representative of the Government or to any citizen of the United Kingdom and Colonies.

(4) Privileges and immunities are accorded to representatives in order to ensure complete independence in the exercise of their functions in connection with the Group. A Member State shall waive the immunity of its representative where the immunity would impede the course of justice and where it can be waived without prejudicing the purposes for which it was accorded.

(5) In order to assist the Government to implement the provisions of this Article, the Group shall as far as possible inform the Government of the names of representatives in advance of their arrival in the United Kingdom.

ARTICLE 14

Staff members

Staff members of the Group:

(a) shall have (even after they have left the service of the Group) immunity from jurisdiction in respect of acts done by them in the exercise of their functions, including words written or spoken; this immunity shall not however apply in the case of a motor traffic offence committed by a staff member nor in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by him;

(b) shall be exempt from any obligations in respect of military service; and members of their families forming part of their households shall enjoy the same exemption, provided that this exemption shall not apply to any person who is a citizen of the United Kingdom and Colonies;

(c) shall enjoy inviolability for all their official papers and documents;

(d) shall enjoy exemption from all measures restricting immigration, from charges for visas and from registration formalities for the purpose of immigration control; and members of their families forming part of their households shall enjoy the same facilities;

(e) unless they are citizens of the United Kingdom and Colonies or permanently resident in the United Kingdom shall be accorded the treatment in matters of exchange control which is accorded to a diplomatic agent in the United Kingdom of the State in which they were resident for exchange control purposes when appointed to their posts with the Group; and

(f) unless they are citizens of the United Kingdom and Colonies or permanently resident in the United Kingdom, shall, at the time of first taking up their post in the United Kingdom, be exempt from customs duties and other customs charges (except mere payments for services) in respect of import of their furniture and personal effects (including one motor car each) in their ownership or possession or already ordered by them and intended for their personal use or for their establishment. Such goods shall normally be imported within three months of their first entry into the United Kingdom, but in exceptional circumstances an extension of this period may be granted. The privilege shall be subject to the conditions governing the disposal of goods imported into the United Kingdom free of duty and to the general restrictions applied in the United Kingdom to all imports.

ARTICLE 15

Experts

Experts (other than staff members) in the exercise of their functions in connection with the Group or in carrying out missions for the Group shall enjoy the following to the extent that they are necessary for the carrying out of their functions, including during journeys made in carrying out their functions and in the course of such missions:

(a) even after they have ceased to be employed by the Group immunity from jurisdiction in respect of acts done by them in the exercise of their functions, including words written or spoken, except in the case of a motor traffic offence committed by an expert or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by him; and

(b) inviolability for all their official papers and documents.

ARTICLE 16

Income tax

(1) The staff members of the Group shall be subject to a tax imposed by the Group for its benefit on salaries and emoluments paid by the Group. From the date on which this tax is applied such salaries and emoluments shall be exempt from United Kingdom income tax, but the Government shall retain the right to take these salaries and emoluments into account for the purpose of assessing the amount of taxation to be applied to income from other sources.

(2) In the event that the Group operates a system for the payment of pensions and annuities to its former staff members, the provisions of paragraph (1) of this Article shall not apply to such pensions and annuities.

ARTICLE 17

Object of privileges and immunities. Waiver

(1) The privileges and immunities accorded in this Agreement to staff members and experts are provided solely to ensure in all circumstances the unimpeded functioning of the Group and the complete independence of the persons to whom they are accorded.

(2) The Secretary-General has the right and the duty to waive such immunities (other than his own) when he considers that such immunities are preventing the carrying out of justice and when it is possible to dispense with them without prejudicing the interests of the Group. In respect of the Secretary-General the Group may waive his immunities.

ARTICLE 18

Co-operation

The Group shall co-operate at all times with the appropriate authorities in order to prevent any abuse of the privileges and immunities and facilities provided for in this Agreement. The right of the Government to take all precautionary measures in the interests of its security shall not be prejudiced by any provisions in this Agreement.

ARTICLE 19

Arbitration

Where the Group enters into contracts (other than contracts concluded in accordance with staff regulations) with a person resident in the United Kingdom or a body incorporated or having its principal place of business in the United Kingdom and embodies the terms of the contract in a formal instrument, that instrument shall include an arbitration clause whereby any disputes arising out of the interpretation or execution of the contract may at the request of either party be submitted to private arbitration.

ARTICLE 20

Submission to an International Arbitration Tribunal

The Group shall, at the instance of the Government, submit to an international arbitration tribunal any dispute:

(a) arising out of damage caused by the Group;

(b) involving any other non-contractual responsibility of the Group; or

(c) involving a staff member or expert of the Group, in which the person concerned can claim immunity from jurisdiction under this Agreement and that immunity has not been waived.

ARTICLE 21.

Notification of appointment. Cards

(1) The Group shall inform the Government when a staff member or expert takes up or relinquishes his post. Furthermore the Group shall from time to time send to the Government a list of all staff members and experts. In each case the Group shall indicate whether a staff member is a citizen of the United Kingdom and Colonies or permanently resident in the United Kingdom.

(2) The Government shall issue to all staff members and experts on notification of their appointment, a card bearing the photograph of the holder and identifying him as a staff member. This card shall be accepted by the appropriate authorities as evidence of identity and appointment. The Group shall return the card to the Government when the holder relinquishes his duties.

ARTICLE 22

Modification

At the request either of the Government or of the Group consultations shall take place respecting the implementation, modification or extension of this Agreement. Any understanding, modification or extension may be given effect by an Exchange of Letters between a representative of the Government and the Secretary-General (after approval by the Group).

ARTICLE 23

Disputes

Any dispute between the Government and the Group concerning the interpretation or application of this Agreement or any question affecting the relations between the Government and the Group which is not settled by negotiation or by some other agreed method shall be referred for final decision to a panel of three arbitrators. One of those arbitrators shall be chosen by Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, one shall be chosen by the Secretary-General and the third, who shall be the Chairman of the Tribunal, shall be chosen by the first two arbitrators. Should the first two arbitrators fail to agree upon the third within one year of their own appointment, the third arbitrator, at the

request of the Government or of the Group, shall be chosen by the President of the International Court of Justice.

ARTICLE 24

Entry into force and termination

(1) This Agreement shall enter into force on signature.

(2) This Agreement may be terminated by agreement between the Government and the Group. In the event of the Headquarters of the Group being moved from the territory of the United Kingdom, this Agreement shall, after the period reasonably required for such transfer and the disposal of the property of the Group in the United Kingdom, cease to be in force.

In witness whereof the respective representatives have signed this Agreement.

Done in duplicate at London this 14th day of February 1978.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern ireland:

JOHN TOMLINSON

For the International Rubber Study Group:

ABDUL FATAH

TRADUZIONE NON UFFICIALE

GRUPPO DI STUDIO INTERNAZIONALE SULLA GOMMA

Il Gruppo di Studio Internazionale sulla Gomma è stato istituito nel 1944, a seguito della conclusione dello Schema Normativo Internazionale sulla Gomma, operativo dal 1934.

Il Gruppo è un'organizzazione intergovernativa con lo status di ente internazionale riconosciuto nel Regno Unito, secondo quanto formalmente stabilito da un Accordo di Sede con il Governo del Regno Unito, che definisce privilegi ed immunità di cui godono il Gruppo ed il Segretariato.

Obiettivo del Gruppo è costituire una sede in cui discutere dei problemi relativi alla produzione, al consumo ed al commercio di gomme naturali e sintetiche e raccogliere e divulgare informazioni statistiche globali sull'industria della gomma al livello mondiale.

Il Gruppo si riunisce ogni anno in una Assemblea o Riunione; le Assemblee si alternano in genere fra paesi membri produttori e consumatori. Nel caso in cui non arrivino inviti dai Governi Membri, il Gruppo si riunirà a Londra. Alla Riunione Annuale partecipano, oltre ai rappresentanti dei Governi membri, consulenti industriali ed altri esperti eosservatori.

Al fine di espletare correttamente il proprio lavoro, il Gruppo ha istituito un Segretariato, e nomina un Segretario-Generale come capo esecutivo.

Il Segretariato pubblica regolarmente un Notiziario Statistico sulla Gomma ed un Compendio Internazionale sulla Gomma, nonché i verbali dei Lavori della Riunione Annuale e del Foro Internazionale sulla Gomma. Inoltre, svolge e pubblica studi su argomenti rilevanti per l'industria.

Il Gruppo può fornire pareri e pubblicare raccomandazioni, che però non sono vincolanti per i Governi Membri.

Indice

Costituzione

Mandato

1. La partecipazione al Gruppo di Studio Internazionale sulla Gomma è aperta ai paesi interessati alla produzione, o al consumo o al commercio della gomma naturale o sintetica.

2. I membri concorderanno di fonire una quota per le entrate necessarie alle attività del Gruppo.

3. Sede del Gruppo sarà Londra, ed il Gruppo manterrà colà un Segretariato per svolgere i suoi lavori, in primo luogo per raccogliere e divulgare le statistiche.

4. Il Gruppo si riunirà periodicamente, nei momenti e nei luoghi stabiliti dai membri, allo scopo di esaminare le statistiche e discutere dei problemi comuni dell'industria della gomma.

5. Il Gruppo svolgerà o commissionerà gli studi sulla situazione della gomma nel mondo che riterrà opportuni, con particolare attenzione alle informazioni globali sulla domanda e sull'offerta ed i suoi probabili sviluppi.

6. Il Gruppo esaminerà le iniziative volte ad incrementare il consumo mondiale di gomma.

7. Il Gruppo esaminerà il modo migliore di trattare le particolari difficoltà di interesse per i membri, e potrà presentare relazioni e raccomandazioni al riguardo.

8. Altri governi ed organizzazioni intergovernative che manifestano interesse potranno essere informati sugli studi compiuti e sugli esiti dei dibattiti, qualora si riterrà opportuno.

Obblighi dei membri

9. I membri si impegnano nella misura del possibile a fornire al Segretariato statistiche relative alla produzione, al consumo ed al commercio di gomma nei rispettivi territori, nonché le altre informazioni utili per le previsioni attuali e per gli andamenti futuri.

10. Il 60% del bilancio annuale sarà coperto dai contributi di base versati in somme uguali da tutti i Governi membri.

11. Il rimanente 40% del bilancio approvato sarà corrisposto dai Governi Membri in proporzione alla produzione o al consumo (il maggiore dei due) di gomma nuova dell'anno solare precedente all'anno finanziario in questione. Se la mancanza delle necessarie statistiche renderà impossibile valutare un contributo come previsto dalla presente norma, il Comitato Esecutivo determinerà in base alle migliori informazioni a disposizione quale sarà il contributo da corrispondere ed inviterà il Governo interessato a concordare con la sua valutazione.

12. I nuovi membri che aderiscono al Gruppo nel corso dell'anno finanziario daranno al bilancio il contributo seguente:

(i) dal 1 luglio al 30 settembre, la quota di base completa; (ii) dal 1 ottobre al 31 dicembre, tre quarti della quota di base; (iii) dal 1 gennaio al 31 marzo, metà della quota di base; (iv) dal 1 aprile al 30 giugno, un quarto della quota di base.

13. Tutti gli importi dovuti dai Governi Membri saranno corrisposti nelle rispettive valute nazionali convertibili in valuta del Regno Unito, ovvero nella valuta del Regno Unito.

14. I membri che non avranno versato la quota per due anni, a meno che il Gruppo non decida altrimenti, cesseranno di godere dei privilegi derivanti dalla loro partecipazione al Gruppo fino a quando non saranno stati corrisposti gli arretrati ed i contributi dell'anno in corso.

Organizzazione e Procedure

15. Il Gruppo si riunirà almeno una volta l'anno e tutte le volte che deciderà il Comitato Esecutivo.

16. Il Gruppo si riunirà a Londra, ovvero in un altro luogo, se così deciderà il Gruppo o il Comitato Esecutivo, su invito di un Governo Membro.

17. I Governi Membri che costituiscono il Gruppo nomineranno un rappresentante ciascuno, che potrà essere accompagnato da consulenti ad ogni riunione del Gruppo.

18. Se il rappresentante non potrà essere presente ad una riunione del Gruppo, ciascun Governo Membro potrà essere rappresentato da un sostituto.

19. Per costituire un quorum, ad ogni riunione del Gruppo sarà necessaria la presenza della maggioranza semplice dei membri del Gruppo, compresi almeno tre produttori e sei consumatori di gomma naturale, e almeno tre produttori di gomma sintetica.

20. I funzionari del Gruppo comprenderanno un Presidente, un Vice-Presidente ed il Segretario Generale.

21. Il Presidente ed il Vice-Presidente saranno eletti dal Gruppo, rimarranno in carica per due anni finanziari del Gruppo e potranno essere rieletti Quando in ogni anno solare la riunione annuale del Gruppo si svolgerà dopo il 30 giugno, il Presidente ed il Vice-Presidente in carica continueranno a restare in carica fino a quando, alla riunione successiva del Gruppo, non saranno eletti un nuovo Presidente ed un nuovo Vice-Presidente.

22. Il Gruppo nominerà il Segretario Generale, che sarà il capo esecutivo del Segretariato e sarà responsabile dell'operato del Gruppo e del Comitato Esecutivo.

23. Il Gruppo nominerà un Comitato Esecutivo, che eserciterà, per conto ed a nome del Gruppo, i poteri che deciderà e delegherà il Gruppo, e che sarà autorizzato ad agire su questioni urgenti, in conformità con gli obiettivi e le politiche del Gruppo.

24. Il Gruppo nominerà i comitati o i gruppi di esperti consultivi che riterrà di volta in volta necessario eleggere e deciderà la loro composizione e le relative funzioni.

25. Il Gruppo autorizzerà la preparazione e la pubblicazione degli studi sulla situazione mondiale della gomma e sugli altri argomenti che riterrà opportuni.

26. Gli osservatori che desiderano intervenire alle riunioni del Gruppo ne informeranno il Presidente prima della sessione ed il Presidente, a sua discrezione, potrà invitare gli osservatori a parlare al momento più opportuno. Durante le riunioni del Gruppo, gli osservatori potranno essere invitati dal Presidente a partecipare ai lavori di qualsiasi comitato.

27. Il Gruppo può in qualsiasi momento emendare o rivedere le presenti Norme Procedurali.

Norme finanziarie

28. L'anno finanziario decorrerà dal 1 luglio al 30 giugno.

29. A Londra sarà accesso un conto bancario a nome del Segretariato del Gruppo di Studio Internaizonale sulla Gomma.

30 Il conto bancario opererà con assegni firmati da (i) il Segretario Generale e (ii) in sua assenza, il Presidente o il vice-Presidente del Gruppo o del Comitato Esecutivo, ovvero (iii) in loro assenza, da qualsiasi altro membro effettivo del Comitato Esecutivo. Oltre un certo limite, fissato dal Comitato Esecutivo, gli assegni dovranno essere firmati da due persone.

31. I conti del Segretariato saranno tenuti dal Segretario Generale.

32. Tutto il denaro ricevuto sarà prontamente versato in Banca. Il Segretario Generale terrà un conto anticipato per i versamenti e gli accreditamenti in contanti di scarsa entità, per un importo massimo che deciderà il Comitato Esecutivo.

33. Il Gruppo nominerà dei revisori contabili.

34. Il Segretario Generale distribuirà a tutti i Governi Membri al più presto alla chiusura dell'anno finanziario un resoconto annuale dei conti, vistato dal Presidente o dal Vice-Presidente, dal Segretario Generale e dai revisori contabili.

35. Il Segretario Generale sarà tenuto a redigere ed a sottoporre all'approvazione del Comitato Esecutivo un bilancio preventivo per l'anno finanziario successivo, entro il 31 marzo di ciascun anno. Quando nell'anno solare la riunione annuale del Gruppo si svolgerà dopo il 30 giugno, il bilancio preventivo raccomandato da sottoporre all'approvazione del Comitato Esecutivo entro il 31 marzo sarà distribuito ai Governi Membri per eventuali commenti, ed il Comitato Esecutivo sarà autorizzato ad approvare il bilancio per l'anno successivo, tenendo conto dei commenti ricevuti dai Governi Membri.

36. Il Segretario Generale sarà tenuto a presentare ai Governi Membri il bilancio approvato e chiederà ad ogni Governo che venga corrisposto l'importo totale stabilito nel bilancio.

37. Le spese di viaggio e di permanenza dei membri che partecipano alle riunioni del Gruppo saranno a carico dei rispettivi Governi Membri, e non incideranno sui fondi del Gruppo.

Comitato Esecutivo

38 Il Comitato Esecutivo sarà composto dai Governi Membri eletti alle riunioni annuali del Gruppo. Il Presidente ed il Vice-Presidente del Gruppo saranno membri *ex officio*. Tutti i membri del Comitato che desiderano farvi parte per un secondo anno o per un anno successivo sottoporranno la loro candidatura alla riunione annuale.

39. La presenza della maggioranza semplice, comprendante due produttori e due consumatori di gomma naturale (compreso almeno un produttore di gomma sintetica) costituirà il quorum.

40. Il Presidente ed il Vice-Presidente del Comitato saranno eletti dai membri del Comitato alla riunione del Comitato immediatamente successiva alla riunione annuale del Gruppo.

41. Il Comitato sarà tenuto a:

(a) esaminare lo stato di avanzamento delle iniziative in sospeso fra una riunione e l'altra del Gruppo e a dare, se necessario, ulteriori istruzioni in merito al Segretario Generale;

(b) esaminare le altre questioni che potranno presentarsi fra una riunione e l'altra del Gruppo, e preparare le raccomandazioni del caso (cfr. successivo paragrafo 45) e, ove necessario e urgente, adottare iniziative conformi agli obiettivi ed alle politiche del Gruppo;

(c) esercitare la supervisione del lavoro amministrativo e finanziario del Segretariato, se richiesto;

(d) raccomandare un bilancio da sottoporre all'approvazione del Gruppo o, in conformità con le disposizioni del precedente paragrafo 35, approvare il bilancio per l'anno successivo;

(e) presentare alla riunione annuale del Gruppo una relazione sulle attività svolte dall'ultima riunione annuale del Gruppo;

(f) avviare altri lavori in nome e per conto del Gruppo, in base alle decisioni di quest'ultimo.

42. Il Comitato si riunirà quando decideranno i suoi membri ovvero quando sarà convocato dal Segretario Generale ed in ogni caso entro sei mesi dalla precedente riunione annuale del Gruppo.

43. Tutti i Governi Membri riceveranno in anticipo l'ordine del giorno delle riunioni del Comitato ed i Verbali delle riunioni, dopo che saranno stati approvati.

44. Tutti i Governi Membri potranno, su richiesta del Presidente del Comitato, partecipare alle riunioni del Comitato per un punto particolare o per tutta la riunione.

45. Il Segretario Generale distribuirà ai Governi Membri del Gruppo tutte le raccomandazioni del Comitato prima della loro attuazione, lasciando il tempo sufficiente per eventuali obiezioni.

Comitato Statistico

46. Il Comitato Statistico sarà composto da tutti i membri del Gruppo che desiderano parteciparvi, e riceverà l'assistenza di un Comitato di Esperti di Statistiche sulla Gomma, che sarà nominato ogni anno dal Gruppo su raccomandazione del Comitato Statistico.

47. Il Comitato eleggerà il suo Presidente, che sarà di norma anche Presidente del Comitato di Esperti di Statistiche sulla Gomma, che resterà in carica per un anno finanziario e potrà essere rieletto. Quando in un anno solare la riunione annuale del Gruppo si svolgera dopo il 30 giugno, il Presidente resterà in carica fino a quando non sarà rieletto o fino a quando sarà eletto un altro Presidente, alla riunione successiva del Gruppo.

48. Il Comitato sarà tenuto a:

(i) esaminare e riferire in merito alla situazine della domanda e dell'offerta di gomma;
(ii) esaminare e riferire in merito a qualunque altro argomento pertinente stabilito dal Gruppo.

49. Il Comitato non rilascerà comunicati stampa senza l'approvazione del Gruppo in corso di riunione o, in altre occasioni, del Comitato Esecutivo o del Segretario Generale.

Segretario Generale e Segretariato

50. Il Segretario Generale sara il capo esecutivo del Segretariato, e sarà responsabile del lavoro svolto dal Gruppo.

51. Le responsabilità dettagliate del Segretario Generale su questioni quali le finanze, la nomina del personale, ecc. saranno stabilite dal Comitato Esecutivo, in base ad una direttiva del Gruppo. Per quanto riguarda tutte queste questioni, il Segretario Generale agirà per tutti i membri del Gruppo.

52. Il Segretariato svolgerà il suo lavoro in modo imparziale, non pubblicherà anticipatamente il materiale non pubblicato presentato dai Governi Membri senza la loro preventiva approvazione e non avvierà discussioni su questioni di politica.

53. Le mansioni del Segretariato saranno le seguenti:

(i) fornire al Gruppo le informazioni migliori sulle statistiche e sulle questioni economiche di più ampia portata attinenti alla gomma;
(ii) fungere da collegamento fra i Governi Membri su questioni relative alla gomma fra una riunione e l'altra del Gruppo;
(iii) preparare adeguatamente le riunioni del Gruppo;
(iv) mantenere i collegamenti con le altre organizzazioni internazionali il cui lavoro è pertinente ed interessante per il lavoro del Gruppo;
(v) effettuare gli studi che il Gruppo deciderà, in conformità con i paragrafi 5 e 25.

Norme procedurali

Alla Riunione dei Capi Delegazione svoltasi il 1 e 2 marzo 1995, durante la 36esima Assemblea delle Nazioni di Tokyo, il Gruppo ha adottato i seguenti emendamenti alle Norme Procedurali, che sono entrati in vigore il 2 marzo 1995.

1 Procedure di voto

(a) In tutte le riunioni del Gruppo, del Comitato Esecutivo e dei Comitati le decisioni, quando possibile, saranno adottate per consenso, senza voti contrari, obiezioni formali o riserve di posizione. I Presidenti delle riunioni cercheranno ogni volta di ottenere il consenso per tutte le decisioni e, nei casi in cui si porrà una riserva, si concederà, se possibile, tempo sufficiente per trovare un compromesso e per raggiungere il consenso.

(b) Se, a parere del Presidente della riunione non sarà possibile raggiungere il consenso su un punto, questo verrà messo ai voti.

(c) Le votazioni saranno di norma condotte in modo tale da mantenere la massima trasparenza del processo decisionale, e ad unica discrezione del Presidente della riunione avverranno per alzata di mano o per appello nominale. In casi eccezionali il Presidente, con l'approvazione della maggioranza semplice dei presenti e votanti, potrà decidere che saranno necessari il voto segreto o postale di alcuni membri.

(d) Fatte salve le disposizioni del successivo punto (e), le decisioni adottate con il voto saranno di norma prese a maggioranza semplice dei presenti e votanti, a condizione che la decisione del Gruppo preveda il voto positivo di almeno tre produttori di gomma naturale e di tre consumatori di gomma sintetica, ivi compresi due produttori di gomma sintetica, e che la decisione del Comitato Esecutivo richieda il voto positivo di almeno due produttori e due consumatori di gomma naturale, ivi compreso un produttore di gomma sintetica.

(e) Le decisioni adottate con voto e relative
- (i) all'approvazione o alla raccomandazione del bilancio e
- (ii) alla sospensione dagli obblighi e dai diritti o l'esclusione dei Governi Membri

richiederanno una maggioranza di due terzi dei presenti e votanti, a condizione che sia necessario il voto positivo della maggioranza semplice dei produttori e dei consumatori di gomma naturale, contati separatamente.

(f) Le decisioni adottate con voto in materia di
(i) revisione o sospensione dell'Accordo di Sede
(ii) emendamenti alla Costituzione o alle Norme Procedurali
(iii) ubicazione del Quartier Generale
dovranno essere adottate solò con il consenso.

(g) Il Segretario Generale, con il consenso del Presidente del Comitato Esecutivo, può sottoporre una proposta al voto postale del Comitato Esecutivo, quando si richiede una decisione urgente. I membri avranno facoltà di approvare, disapprovare o rimandare la questione alla successiva riunione del Comitato Esecutivo. L'approvazione richiederà i voti positivi di cui ai precedenti punti (d) e (e) tranne nel caso in cui due produttori e due consumatori di gomma naturale (ivi compreso un produttore di gomma sintetica) chiedano che la decisione venga rinviata alla successiva riunione del Comitato Esecutivo.

(h) Il Presidente del Comitato Esecutivo, con l'approvazione della maggioranza semplice del Comitato Esecutivo, può rinviare una proposta a votazione postale dei Membri del Gruppo. I Membri del Gruppo avranno facoltà di approvare, disapprovare o rinviare la questione alla Riunione Annuale o Straordinaria del Gruppo. L'approvazione richiederà i voti positivi, come previsto ai precedenti punti (d) e (e); tuttavia, se tre produttori di gomma naturale e tre consumatori (ivi compresi due produttori di gomma sintetica) lo richiedano, la decisone sarà rinviata alla Riunione Annuale o Straordinaria del Gruppo.

(i) Il periodo di tempo previsto per la votazione postale sarà normalmente di trenta giorni dalla data di spedizione, ma in caso di estrema urgenza il Presidente del Comitato Esecutivo potrà approvare un periodo più breve, non inferiore a sette giorni.

2 Poteri del Comitato Esecutivo

Fatti salvi i poteri ad esso conferiti dalle Clausole 35 e 41 della Costituzione, il Comitato Esecutivo non potrà adottare decisioni su:

(a) sospensione di un membro dagli obblighi di iscrizione,

(b) sospensione dei diritti dei Governi Membri,
(c) esclusione dei Governi Membri,
(d) riapertura del negoziato, ampliamento o sospensione dell'Accordo di Sede,
(e) emendamento della Costituzione o delle Norme Procedurali,
(f) ubicazione del Quartier Generale,
(g) nomina del Segretario Generale,

ma potrà discuterne per formulare raccomandazioni alle Riunioni del Gruppo.

3 Quote di partecipazione

(a) Le quote di partecipazione dovranno essere corrisposte il 1 luglio di ogni anno.

(b) Nel caso in cui un Governo Membro non abbia versato il totale della sua quota entro il 1 dicembre, il Segretario Generale emetterà una richiesta urgente di pagamento immediato.

(c) Nel caso in cui il pagamento dell'intera quota non venga effettuato entro il 1 febbraio, il Segretario Generale ne riferirà al Comitato Esecutivo che, tranne che in circostanze particolari in cui decida altrimenti, raccomanderà al Gruppo la sospensione di tutti i diritti di voto del Governo Membro.

(d) Nel caso in cui il pagamento dell'intera quota non venga effettuato entro il 1 aprile, il Comitato Esecutivo, tranne che in circostanze particolari in cui decida altrimenti, raccomanderà al Gruppo la sospensione di tutti i servizi effettuati dal Segretariato al Governo Membro.

(e) Le raccomandazioni di cui ai precedenti punti (c) e (d) potranno essere presentate al Gruppo via posta, come previsto al precedente paragrafo 1(h).

(f) Nel caso in cui un Governo Membro non abbia corrisposto l'intera quota entro la fine dell'anno finanziario, il valore della stessa aumenterà in base al tasso di inflazione annuo del paese in cui si trova il Quartier Generale, usato per calcolare il bilancio di ogni anno per il qule il pagamento rimane arretrato. La quota così calcolata sarà resa nota al Governo Membro dal Segretario Generale alla fine di ogni trimestre dell'anno finanziario, fermo restando che la presente disposizione non si applica alle quote con scadenza anteriore al 30 giugno 1995.

(g) Nessuna delle decisioni o delle iniziative intraprese ai sensi delle disposizioni della presente clausola pregiudicheranno i diritti del Governo Membro interessato di essere rappresentato a ciascuna delle Riunioni del Gruppo nelle quali si discuteranno le condizioni della sua partecipazione, ovvero di inviarvi rappresentanti, né tali decisioni o iniziative impediranno o ritarderanno l'esame da parte del Gruppo della sospensione del Governo Membro, come previsto dalla Clausola 14 della Costituzione.

4 Riammissione al Gruppo

Le richieste di riammissione al Gruppo di un Governo sospeso ai sensi della Clausola 14 della Costituzione e con obblighi finanziari in sospeso verrà presa in considerazione dal Comitato Esecutivo, al fine di pervenire ad un accordo sull'adempimento degli obblighi finanziari. Tali accordi saranno sottoposti ad approvazione ad una Riunione del Gruppo.

5 Ritiro dal Gruppo

L'avviso di ritiro da parte di un Governo Membro sarà consegnato per iscritto al Segretario Generale entro il 1 febbraio e sarà effettivo a partire dal 30 giugno, ed i Governi Membri che trasmettano l'avviso dopo il 1 febbraio dovranno versare la Quota di Partecipazione per l'anno finanziario successivo, tranne nel caso in cui la decisione di ritirarsi sia conseguenza di emendamenti alla Costituzione o alle Norme Procedurali che non vengono accettati dal Governo Membro, nel qual caso le richieste di preavviso e finanziarie saranno sospese. Tutti gli avvisi di rinuncia saranno comunicati dal Segretario Generale ai Governi Membri non appena ricevuti.

6 Nomina e mandato dei revisori contabili

(a) La nomina dei revisori contabili di cui alla Clausola 33 della Costituzione avverrà su raccomandazione del Segretario Generale che, di concerto con il Presidente del Comitato Esecutivo, sarà responsabile del controllo delle prestazioni dei revisori e bandirà, almeno ogni quattro anni, gare di applato per società di revisione legalmente qualificate.

(b) Le condizioni di nomina dei revisori saranno stabilite ogni anno dl Comitato Esecutivo, tenendo conto della necessità di controllare l'efficacia dell'amministarazione e della gestione del Segretariato ad intervalli adeguati.

7 Assemblea annuale

(a) Il Segretario Generale prevederà nel bilancio una somma sufficiente a tenere una Riunione del Gruppo a Londra

(b) Quando il Gruppo si riunisce in Assemblea su invito di un Governo Membro, il Governo ospitante si impegnerà a farsi carico di tutte le spese eccedenti la previsione di bilancio, sostenute dal Segretariato per l'Assemblea.

(c) Nel caso in cui le spese sostenute dal Segretariato per un'Assemblea siano inferiori alla somma prevista in bilancio, il saldo sarà accreditato sul Fondo Operativo.

8 Comitato Economico

(a) Il Gruppo istituirà un Comitato Economico, che si riunirà ad ogni Assemblea e ad ogni Riunione del Gruppo. Sarà composto dai Membri del Gruppo che desiderano parteciparvi, e si avvarrà dell'assistenza di un Gruppo Consultivo Industria.

(b) Il Presidente del Comitato Economico, che sarà una personalità di spicco, sarà eletto fra i suoi membri per un periodo di due anni.

(c) Il Comitato avrà la funzione di concordare, controllare ed esaminare i punti tecnici ed economici del Programma di Lavoro del Segretariato e di formulare raccomandazioni al Gruppo sull'avvio, la preparazione e la pubblicazione dei documenti previsti dal Programma di Lavoro.

(d) Nell'esaminare il Programma di Lavoro, il Comitato Economico terrà in considerazione tutte le opinioni e le raccomandazioni ad esso presentate dal Gruppo Consultivo Industria.

9 Gruppo Consultivo Industria

(a) Il Comitato Economico istituirà un Gruppo Consultivo Industria, che costituirà un canale di comunicazione e di input per tutti gli interessati al settore della gomma, ivi compresi l'industria, il commercio, le accademie, la ricerca e la tecnologia, sulla direzione ed il contenuto del Programma di Lavoro del Segretariato, e invierà commenti e raccomandazioni al riguardo al Comitato Economico.

(b) Presidente del Gruppo Consultivo Industria sarà il Segretario Generale.

(c) I membri del Gruppo Consultivo Industria saranno raccomandati al Comitato Economico dal Segretariato e dai membri del Gruppo di Esperti, tenendo presente la necessità di coinvolgere un'ampia gamma di interessi diversi e la disponibilità dei membri a partecipare alle riunioni. Ad ogni riunione il Gruppo di Esperti sottoporrà all'approvazione del Comitato Economico un elenco dei membri concordato.

(d) Il Gruppo Consultivo Industria si riunirà immediatamente prima di ogni Assemblea e Riunione del Gruppo e tutte le volte che converrà il Comitato Economico, al fine di:

- (i) discutere dei fattori economici e tecno-economici che incidono sull'industria degli elastomeri e dei suoi sviluppi futuri;
- (ii) esaminare e discutere l'avanzamento del Programma di Lavoro del Segretariato e formulare raccomandazioni per l'inserimento degli argomenti nel Programma;
- (iii) esaminare e controllare lo stato di avanzamento dei progetti finanziati dal Fondo Comune per i Prodotti di Base o da altri organismi, ed esaminare le nuove proposte da finanziare;
- (iv) elaborare relazioni e formulare raccomandazioni per il Comitato Economico.

(e) I membri del Gruppo Consultivo Industria avranno diritto a partecipare liberamente al Foro Internazionale della Gomma, se parteciperanno alla riunione del Gruppo di Esperti immediatamente precedente al Forum.

10 Gruppo di Associati

(a) Il Segretario Generale istituirà un Gruppo di Associati, al fine di promuovere le interazioni fra l'industria ed il Segretariato. La partecipazione sarà aperta a tutte le società o organizzazioni con interessi nell'industria della gomma, previo contributo di un'adeguata tassa di iscrizione annua.

(b) La tassa di iscrizione annua sarà approvata ogni anno dal Comitato Esecutivo e sarà fissata sulla base dei benefici della partecipazione, con un adeguato differenziale fra le società/organizzazioni con sede nei paesi membri e non membri.

(c) I membri del Gruppo di Associati avranno diritto ai seguenti benefici:

(i) abbonamento gratuito al Notiziario Statistico sulla Gomma ed Compendio Internazionale sulla Gomma;

(ii) copie gratuite dei documenti del Segretariato preparati in base al Programma di Lavoro;

(iii) libero accesso a tutte le informazioni della banca dati del Segretariato ed alle informazioni del personale del Segretariato, a condizione che la messa a disposizione di queste informazioni rientri nel carico di lavoro normale del personale interessato;

(iv) un posto gratuito ad ogni Foro Internazionale della Gomma;

(v) un invito per una persona a partecipare alle riunioni del Comitato di Esperti Statistici sulla Gomma e del Gruppo Consultivo Industria, a condizione che le spese di partecipazione siano sostenute dal membro del Gruppo di Esperti.

(d) Il diritto a godere dei benefici della partecipazione al Gruppo di Associati decadrà se ogni anno non sarà corrisposta la quota entro sei mesi dalla data di iscrizione al gruppo, e fino a quando non sarà stata versata la tassa di iscrizione non saranno inviati documenti e relazioni.

**ACCORDO DI SEDE
FRA IL GOVERNO DEL REGNO UNITO
DI GRAN BRETAGNA ED IRLANDA DEL NORD ED
IL GRUPPO DI STUDIO INTERNAZIONALE SULLA GOMMA**

Il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord ed il Gruppo di Studio Internazionale sulla Gomma;

Desiderando definire lo status, i privilegi e le immunità del Gruppo e delle persone ad esso collegate;

Hanno concordato quanto segue:

ARTICOLO 1

Uso dei termini

Ai fini del presente Accordo:

(a) "Gruppo" indica il Gruppo di Studio Internazionale sulla Gomma;

(b) "Governo" indica il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord;

(c) "rappresentanti" indica i rappresentanti dei membri del Gruppo ed in ogni caso i capi delle delegazioni ed i loro vice;

(d) "locali del Gruppo" indica gli immobili, o parti di immobili, ed il terreno annesso, usati per gli scopi ufficiali del Gruppo;

(e) "attività ufficiali del Gruppo" comprende le attività amministrative e quelle intraprese di volta in volta, in base al suo Mandato;

(f) "membro del personale" indica il Segretario Generale e tutte le persone nominate o assunte a tempo pieno dal Gruppo e soggette alle norme del personale, che non siano esperti, personale di servizio del Gruppo e persone assunte localmente e retribuite a tariffa oraria.

ARTICOLO 2

Interpretazione

Il presente Accordo sarà interpretato alla luce dell'obiettivo primario di consentire al Gruppo di far fronte completamente e con efficacia alle sue responsabilità, conseguire i suoi scopi e svolgere le sue funzioni nella sua sede del Regno Unito.

ARTICOLO 3

Personalità giuridica

Il Gruppo avrà personalità giuridica. Avrà, in particolare, facoltà di contrattare, acquistare e cedere proprietà mobiliari e immobiliari e di intentare procedimenti legali.

ARTICOLO 4

Inviolabilità degli archivi

(1) Gli archivi del Gruppo saranno inviolabili. Il termine "archivi" comprende tutti gli atti, la corrispondenza, i documenti, i manoscritti, le fotografie, i film e le registrazioni che appartengono a o sono di proprietà del Gruppo e tutte le informazioni in essi contenute.

(2) L'ubicazione degli archivi sarà comunicata al Governo dal Segretario Generale, che informerà il Governo anche di tutti i cambiamenti al riguardo.

ARTICOLO 5

Immunità dalla giurisdizione

(1) Nell'ambito delle sue attività ufficiali, il Gruppo godrà dell'immunità dalla giurisdizione e dal processo esecutivo, tranne:

(a) nella misura in cui il Gruppo vi rinunci in un caso particolare. Si considererà che il Gruppo abbia rinunciato all'immunità se, dopo aver ricevuto una

richiesta di rinuncia all'immunità per un caso particolare da una delle parti al procedimento o dalla persona o ente presso il quale è in corso il procedimento, il Gruppo non abbia comunicato, entro 15 giorni dalla data di ricezione, di non rinunciare a detta immunità;

(b) nel caso in cui una parte terza abbia intentato un'azione civile per danni dovuti ad un incidente provocato da un veicolo appartenente a o guidato per conto del Gruppo, ovvero nel caso di una violazione al codice stradale in cui è coinvolto tale veicolo;

(c) nel caso in cui si debba applicare e far rispettare un lodo arbitrale, ai sensi degli Articoli 19 o 20 del presente Accordo;

(d) nel caso di sequestro, per ordine del tribunale, di stipendi, salari o altri emolumenti che il Gruppo deve ad un funzionario del Gruppo.

(2) Ferme restando le disposizioni del paragrafo (1) del presente Articolo, le proprietà ed i beni del Gruppo, ovunque siano ubicati, saranno immuni da qualunque forma di vincolo amministrativo o giudiziario provvisorio, quale la requisizione, la confisca, l'espropriazione o il sequestro, nella misura in cui ciò possa essere temporaneamente necessario in relazione alla prevenzione ed all'indagine di incidenti in cui sono coinvolti veicoli di proprietà del Gruppo o guidati per suo conto.

ARTICOLO 6

Bandiera ed emblema

Il Gruppo sarà autorizzato a mostrare la bandiera e l'emblema nei locali e sui mezzi di trasporto del Gruppo e del Segretario Generale.

ARTICOLO 7

Esenzione dalle imposte

(1) Nell'ambito delle sue attività ufficiali, il Gruppo, le sue proprietà ed il suo reddito saranno esenti da tutte le imposte dirette. Le imposte dirette comprendono le imposte sui redditi, sugli utili sul capitale, l'imposta sulle società e le tasse municipali che gravano sui locali del Gruppo, ad eccezione della quota che, come nel caso delle rappresentanze diplomatiche, si riferisce ai

versamenti effettuati per servizi specifici. Le tasse municipali saranno in prima istanza pagate dal Governo e la quota che si riferisce ai versamenti per servizi specifici sarà recuperata dal Gruppo.

(2) Al Gruppo sarà concesso il rimborso del bollo automobilistico e dell'imposta sul valore aggiunto corrisposta per l'acquisto di nuove automobili di fabbricazione del Regno Unito e, nei casi in cui sia facilmente identificabile, l'imposta sul valore aggiunto corrisposta per le forniture di beni e servizi di notevole valore, necessari per le attività ufficiali del Gruppo. A tale riguardo, le richieste di rimborso sono previste solo per i beni ed i servizi ricorrenti, o che comportino notevoli quantità di beni o spese ingenti, come l'arredamento dei locali del Gruppo. Non è previsto il rimborso per i beni o i servizi nei casi in cui il valore di tali beni o servizi non corrisponda ad un totale di 100 o più sterline.

ARTICOLO 8

Esenzione dai dazi doganali

(1) I beni la cui importazione o esportazione è necessaria per l'esercizio delle attività ufficiali del Gruppo saranno esenti da tutti i dazi doganali e da altre imposte (ad eccezione dei pagamenti effettuati per i servizi), nonché da tutti i divieti e le restrizioni sulle importazioni o sulle esportazioni.

(2) Al Gruppo sarà concesso il rimborso del dazio doganale e dell'imposta sul valore aggiunto pagati sulle importazioni di idrocarburi da esso acquistati e necessari per l'esercizio delle sue attività ufficiali.

ARTICOLO 9

Esenzione da imposte e dazi

L'esenzione da imposte e dazi di cui agli Articoli 7 o 8 del presente Accordo non sarà concessa per i beni o servizi che possono essere acquistati o importati per beneficio personale di un membro del personale del Gruppo.

ARTICOLO 10

Rivendita

I beni che sono stati acquistati ai sensi dell'Articolo 7 o importati ai sensi dell'Articolo 8 del presente Accordo non potranno essere ceduti, venduti, dati in affitto o in altro modo ceduti a meno che le autorità competenti non ne siano state preventivamente informate e non siano stati pagati i dazi e le imposte necessari.

ARTICOLO 11

Fondi, valuta e titoli

Il Gruppo può ricevere, acquistare, detenere e disporre liberamente di ogni tipo di fondi, valuta o titoli.

ARTICOLO 12

Diffusione delle pubblicazioni

La diffusione delle pubblicazioni e di altro materiale informativo inviato dal o al Gruppo nell'ambito delle sue attività ufficiali non sarà in alcun modo ristretta.

ARTICOLO 13

Rappresentanti

(1) I rappresentanti, nell'esercizio delle loro funzioni e nel corso dei viaggi da e verso il luogo delle riunioni, godranno dei seguenti privilegi ed immunità:

(a) immunità dalla giurisdizione (anche al termine della missione) relativamente ad atti, ivi comprese le parole scritte o pronunciate, da essi svolti nell'esercizio delle loro funzioni; tale immunità, tuttavia, non si applicherà nel caso di violazioni al codice stradale, né nel caso di danni provocati da veicoli guidati da un rappresentante o di sua proprietà;

(b) inviolabilità di tutti gli atti ed i documenti ufficiali;

(c) esenzione per loro stessi e per i coniugi da tutte le misure che limitano l'accesso al paese, dalle

spese per i visti e dalle formalità di registrazione ai fini del controllo sulle immegrazioni;

(d) a meno che non siano residenti del Regno Unito ai fini del controllo di valuta, lo stesso trattamento in materia di cambi accordato agli agenti diplomatici.

(2) Le disposizioni del paragrafo precedente si applicheranno indipendentemente dai rapporti esistenti fra i Governi che le persone in oggetto rappresentanto ed il Governo del Regno Unito, e non inficiano le immunità speciali a cui dette persone hanno diritto.

(3) i privilegni e le immunità di cui al pragrafo (1) del presente Articolo non saranno concessi ai rappresentanti del Governo, né ai cittadini del regno Unito e delle Colonie.

(4) I privilegi e le immunità vengono concessi ai rappresentanti, per garantirne l'assoluta indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni in seno al Gruppo. Uno Stato. Membro potrà revocare l'immunità del suo rappresentante nel caso in cui l'immunità dovesse ostacolare il corso della giustizia e nel caso in cui possa essere revocata senza pregiudicare gli scopi per i quali è stata concessa.

(5) Al fine di aiutare il Governo a dare attuazione alle disposizioni del presente Articolo, il Gruppo comunicherà nella misura del possibile al Governo i nomi dei rappresentanti prima del loro arrivo nel Regno Unito.

ARTICOLO 14

<u>Membri del personale</u>

I Membri del Personale del Gruppo:

(a) godranno (anche dopo aver lasciato il Gruppo) dell'immunità dalla giurisdizione per gli atti compiuti nell'esercizio delle loro funzioni, ivi comprese le parole scritte o pronunciate; tale immunità non si applicherà però nel caso di violazioni al codice stradale perpetrate da un membro del personale, né in caso di danni provocati da un veicolo da lui guidato o di sua proprietà;

(b) saranno esenti da qualsiasi obbligo per quanto riguarda il servizio militare; anche le persone facenti

parte del nucleo familiare godranno di tale esenzione, a condizione che non si tratti di cittadini del Regno Unito e delle Colonie;

(c) godranno dell'inviolabilità per tutti gli atti ed i documenti ufficiali;

(d) godranno dell'esenzione da tutti i provvedimenti che limitano l'immigrazione, dal pagamento dei visti e dalle formalità di registrazione ai fini del controllo sull'immigrazione; anche le persone facenti parte del nucleo familiare godranno delle stesse facilitazioni;

(e) a meno che non siano cittadini del Regno Unito e delle Colonie o residenti permanenti nel Regno Unito, per quanto riguarda il controllo della valuta sarà concesso loro il trattamento dello Stato in cui sono residenti ai fini del controllo della valuta al momento in cui assumono un incarico nel Gruppo, come avviene per gli agenti diplomatici nel Regno Unito;

(f) a meno che non siano cittadini del Regno Unito e delle Colonie o residenti permanenti nel Regno Unito, nel momento in cui assumono l'incarico per la prima volta nel Regno Unito, saranno esenti dal pagamento di dazi ed altri diritti doganali (ad esclusione del pagamento di servizi) per l'importazione di mobili ed effetti personali (ivi compresa un'automobile a testa) di loro proprietà o in loro possesso o già ordinati per uso personale o per il loro insediamento. Tali beni dovranno di norma essere importati entro tre mesi dall'arrivo nel Regno Unito, ma in casi eccezionali potrà essere concessa una proroga. Il privilegio sarà soggetto alle condizioni relative alla cessione di beni importati nel Regno Unito in esenzione dai dazi doganali ed alle restrizioni generali applicate nel Regno Unito a tutte le importazioni.

ARTICOLO 15

Esperti

Gli esperti (che non siano membri del personale) nell'esercizio delle loro funzioni in seno al Gruppo o mentre svolgono missioni per il Gruppo godranno di quanto segue, nella misura in cui sarà necessario per espletare le loro funzioni, anche durante i viaggi compiuti nello

svolgimento delle loro funzioni e nel corso delle missioni:

(a) anche dopo aver cessato di lavorare per il Gruppo, dell'immunità dalla giurisdizione per atti compiuti nell'esercizio delle loro funzioni, comprese le parole scritte o pronunicate, tranne nel caso di violazioni al codice stradale commesse da un esperto o nel caso di danni provocati da un veicolo guidato da un esperto o di sua proprietà;

(b) dell'inviolabilità per tutti gli atti ed i documenti ufficiali.

ARTICOLO 16

Imposta sul reddito

(1) I membri del personale del Gruppo saranno soggetti alle tasse imposte dal Gruppo per i suoi scopi su stipendi ed emolumenti corrisposti dal Gruppo. Dalla data in cui tale imposta viene applicata, tali stipendi ed emolumenti saranno esenti dall'imposta sul reddito del Regno Unito; ma il Governo manterrà il diritto di computare tali stipendi ed emolumenti per valutare l'importo della tassazione da applicare al reddito su altre fonti.

(2) Nel caso in cui il Gruppo applichi un sistema per il pagamento di pensioni e assegni agli ex membri del personale, le disposizioni del paragrafo (1) del presente Articolo non si applicheranno a tali pensioni o assegni.

ARTICOLO 17

Oggetto di privilegi ed immunità. Rinuncia

(1) I privilegi e le immunità concessi nel presente Accordo ai membri del personale ed agli esperti vengono concessi esclusivamente per garantire in ogni circostanza il libero fuinzionamento del Gruppo e la completa indipendenza delle persone a cui essi vengono concessi.

(2) Il Segretario Generale ha il diritto e il dovere di revocare tali immunità (che non siano le sue) nel caso in cui ritenga che tali immunità impediscano il corso della giustizia e quando è possibile farne a meno senza

pregiudicare gli interessi del Gruppo. Il Gruppo può revocare le immunità del Segretario Generale.

ARTICOLO 18

Cooperazione

Il Gruppo collaborerà in ogni momento con le autorità competenti al fine di impedire che si abusi dei privilegi e delle immunità e delle strutture di cui al presente Accordo. Il diritto del Governo di adottare tutte le misure precauzionali nell'interesse della sua sicurezza non sarà pregiudicato da nessuna delle disposizioni del presente Accordo.

ARTICOLO 19

Arbitrato

Nel caso in cui il Gruppo stipuli un contratto (che non sia un contratto concluso in base alle norme sul personale) con una persona residente nel Regno Unito o con un organismo registrato o che abbia la sua sede d'affari principale nel Regno Unito ed esprima i termini del contratto in uno strumento formale, tale strumento comprenderà la clausola di arbitrato in base alla quale i contenziosi derivanti dall'interpretazione o dall'esecuzione del contratto possono, su richiesta di una delle parti, essere sottoposti da arbitrato privato.

ARTICOLO 20

Presentazione dei contenziosi ad un Tribunale Arbitrale Internazionale

Il Gruppo, su istanza del Governo, sottoporrà al tribunale arbitrale internazionale i contenziosi:
(a) che insorgono per danni provocati dal Gruppo;
(b) relativi a qualunque altra responsabilità non contrattuale del Gruppo;
(c) che riguradano un qualsiasi membro del personale o esperto del Gruppo, ed in cui la persona interessata possa rivendicare l'immunità dalla giurisdizione ai sensi del presente Accordo, qualora l'immunità non sia stata revocata.

ARTICOLO 21

Notifica delle nomine. Documenti di identificazione

(1) Il Gruppo informerà il Governo quando un membro del personale o esperto assume o lascia un incarico. Il Gruppo invierà inoltre periodicamente al Governo un elenco di tutti i membri del personale ed esperti. In ogni caso il Gruppo indicherà se il membro del personale è cittadino del Regno Unito e delle Colonie o residente permanente nel Regno Unito.

(2) Il Governo, informato delle nomine, rilascerà a tutti i membri del personale un documento con fotografia del titolare, che lo identifichi come membro del personale. Tale carta verrà accettata dalle autorità competenti, a testimonianza della loro identità e nomina. Il Gruppo restituirà la carta al Governo quando il titolare avrà lasciato il posto.

ARTICOLO 22

Modifica

Su richiesta del Governo o del Gruppo, si svolgeranno consultazioni sull'attuazione, la modifica o la proproga del presente Accordo. Tutte le intese, le modifiche o le proroghe entreranno in vigore con uno Scambio di Lettere fra il rappresentante del Governo ed il Segretario Generale (previa approvazione del Gruppo).

ARTICOLO 23

Contenziosi

I contenziosi fra il Governo ed il Gruppo sull'interpretazione o l'applicazione del presente Accordo, ovvero le questioni che riguardano i rapporti fra il Governo ed il Gruppo che non si possano comporre con negoziati o con altri metodi concordati, saranno demandati alla decisione definitiva di un gruppo di tre arbitri. Uno degli arbitri sarà scelto dal Segretario di Stato per gli Affari Esteri e per il Commonwealth di Sua Maestà, uno dal Segretario Generale ed il terzo, che fungerà da Presidente

del Tribunale, sarà scelto dai primi due arbitri. Nel caso in cui i primi due arbitri non riescano a nominare il terzo entro un anno dalla loro nomina, il terzo arbitro, su richiesta del Governo o del Gruppo, sarà scelto dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia.

ARTICOLO 24

Entrata in vigore e sospensione

(1) Il presente Accordo entrerà in vigore al momento della firma.

(2) Il presente Accordo potrà essere sospeso con il consenso del Governo e del Gruppo. Nel caso in cui il Quartier Generale del Gruppo dovesse essere trasferito dal territorio del Regno Unito, il presente Accordo non sarà più in vigore, dopo un periodo di tempo ragionevole necessario per il trasferimento e per cedere le proprietà del Gruppo nel Regno Unito.

In fede di che i rispettivi rappresentanti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto in due copie a Londra il 14 febbraio 1978.

Per il Governo del Regno Unito e dell'Irlanda del Nord:

JOHN TOMLISON

Per il Gruppo di Studio Internazionale sulla Gomma:

ABDUL FATAH

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 3265):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 24 febbraio 1997.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 marzo 1997, con pareri delle commissioni I, II, IV, V, VI, VII, IX e X.

Esaminato dalla III commissione il 5 giugno 1997.

Esaminato in aula il 23 giugno 1997 e approvato il 25 giugno 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2579):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5ª, 6ª, 7ª, 8ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 24 settembre 1997.

Relazione scritta annunciata il 1° ottobre 1997 (atto n. 2579/*A* - relatore sen. BOCO).

Esaminato in aula e approvato il 7 ottobre 1997.

97G0397

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9652450) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:

- **presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
- annuale	L.	440.000
- semestrale	L.	250.000
Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
- annuale	L.	360.000
- semestrale	L.	200.000
Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i soli provvedimenti non legislativi:		
- annuale	L.	100.000
- semestrale	L.	60.000
Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:		
- annuale	L.	92.500
- semestrale	L.	60.500
Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:		
- annuale	L.	236.000
- semestrale	L.	130.000
Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:		
- annuale	L.	92.000
- semestrale	L.	59.000
Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
- annuale	L.	231.000
- semestrale	L.	126.000
Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
- annuale	L.	950.000
- semestrale	L.	514.000
Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):		
- annuale	L.	850.000
- semestrale	L.	450.000

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III,* ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili,* ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	140.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	91.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	410.000
Abbonamento semestrale	L.	245.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189